

# LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

*adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes*

<http://monde-libertaire.org>



TABLE DES MATIÈRES

3. Edito. Gilets jaunes : Par-delà le bien et le mal !

TERRAINS DE LUTTES

- 4. Bure : Paroles de "malfaiteurs".
7. Affiche : Conférence "des coopératives alimentaires autogérées".
8. L'endoctrinement politique au lycée.
9. Lettre ouverte à Emmanuel Macron.
12. Réponses pas sages à un président de passage.
12. No futur.
13. Soeurs de misère, ripostons !

(A)NTRE ANAR

HISTOIRE

15. La voix des femmes, c'est 5% !

PASSE-PORTS

- 18. George Bush père, criminel de guerre, est mort.
19. De l'autre côté des Pyrénées.
21. Le monde comme il va ! Chroniques internationales.

PHILO

- 22. Toucher les gens afin d'éveiller leur conscience en vue d'éradiquer la servilité volontaire.
24. Des colibris et des fables (suite et fin).

DOSSIER DU MOIS : LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

26. Construire la révolution : avec qui ?

- 28. Maya l'abeille où l'histoire d'un gilet jaune et noir.
32. Les multi-ZAD des gilets jaunes.
36. Progrès et régrès.
38. Bernard, sur les ronds-points du Lot-Aveyron.
40. Les fleurs jaunes des ronds-points.
43. Appel des gilets jaunes de Commercy à des assemblées populaires partout.
44. Vers un " 5 étoiles " à la française ?
46. Banquier, démissionne !
46. Des gilets jaunes aux drapeaux noirs ?
49. Ils font danser l'anse du panier !

(IN)CULTURES

FICHES DE LECTURE

- 51. Le Monde libertaire a reçu, le Monde libertaire a aimé.
53. Dix petits anarchistes.
54. Les Editions du ML, nouveauté de janvier.
55. Le germe et la matrice
57. Nelly Trumel nous a quitté.

CREATIONS POUR LE ML

58. Louis Arti sur « l'Individu dans l'anarchie ou l'inverse »

Abonnez-vous ! Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole... le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT... FRANCE METROPOLITAINE ET DROM COM... Abonnement à durée libre... 1 AN : 11 numéros + suppléments... F.R.A.N.C.E. - 145 RUE ANSELOT 75011 PARIS

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977 - Routage 205

# Éditorial

Gilets jaunes : Par-delà le bien et le mal !

Dans le milieu « progressiste », il est de bon ton de ne soutenir les gilets jaunes que comme la corde soutient le pendu. Ils ne seraient pas vraiment écolos. Certains tiendraient des propos racistes, homophobes, sexistes... Et puis, d'abord, qui sont-ils ces gens sortis de nulle part, sans programme revendicatif « élaboré », refusant tout représentant, pacifiques mais ne refusant pas la violence... ?

Peut-être ne sont-ils que des gens ordinaires n'en pouvant plus de fins de mois difficiles, de précarité, de petites retraites... ? Peut-être

ne sont-ils que des laissés pour compte de la mondialisation capitaliste, des déçus de la démocratie bourgeoise représentative, des plus que déçus des formes traditionnelles d'opposition politiques et syndicales... ?

Bref, le mouvement des gilets jaunes ressemblerait à s'y méprendre à une Jacquerie sans perspective ni avenir. Voir ?

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, ils ne demandent pas seulement une baisse de la hausse du prix de l'essence. Ils se battent aussi contre la suppression de l'ISF, pour le RIC (référendum d'initiative citoyenne) ..., et mine de rien, à très peu, organisés en réseaux, en

pratiquant l'action directe avec persévérance..., ils ont fait reculer le gouvernement comme jamais encore.

Oh, bien sûr, il est certains mouvements politiques qui essaient de les récupérer et il n'est pas impossible qu'ils réussissent. Et ils réussiront d'autant mieux que nous ne répondrons pas clairement aux questions de fond que posent les gilets jaunes et que nous nous contenterons d'être spectateurs au lieu d'être acteurs.

Jean-Marc R. CRML

**LE MONDE  
LIBERTAIRE.NET**  
LE JOURNAL EN LIGNE SANS DROIT NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

**<https://www.monde-libertaire.fr/>**

Vous pouvez également vous tenir informé.e de la vie de la Fédération anarchiste sur

**<https://www.federation-anarchiste.org/>**

# Bure : Paroles de « malfaiteurs »

« *Nous sommes tous incarcérés dans une société nucléaire qui impose son pouvoir comme jamais un tyran n'y était parvenu. 24 000 ans c'est la demi-vie du plutonium 239. Un fardeau dont chaque génération héritera, sans possibilité de s'en délivrer* », Gaspard d'Allens.

## Zone de non-droit étatique

Gaspard d'Allens, journaliste qui vit près de Bure, est de ceux qui s'opposent au projet Cigéo de gigantesque poubelle nucléaire dans ce petit coin de la Meuse. Police et justice tentent de les empêcher d'agir, les traitant comme des « malfaiteurs » (voir « Bure : L'association de malfaiteurs, c'est l'État », Le Monde Libertaire de décembre).

Nous avons décidé d'utiliser nos moyens d'information, Radio Libertaire et Le Monde libertaire, pour mieux faire connaître une lutte qui nous concerne tous et que l'État veut étouffer :

« *Ils parviennent à criminaliser nos amitiés. Sans parler de la surveillance généralisée, qui met ce territoire sous asphyxie policière* », Gaspard d'Allens.

« *Le contrôle judiciaire est une sorte de liberté conditionnelle, une cage virtuelle* », Angèle, cible prioritaire.

« *J'ai réalisé que l'État peut arrêter le cours de votre vie quotidienne à tout moment* », Étienne Ambroselli, avocat des opposants.

Même si la répression s'accroît fortement depuis quelques mois, elle existe depuis longtemps dans ces petits villages comptant plus de gendarmes que d'habitants, soumis à un véritable état

de siège : contrôles d'identité quotidiens, patrouilles, balises sous les voitures, photos, vidéos, mises sous écoute, perquisitions, gardes à vue, procès... « *Le procureur, l'Andra [Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs] et l'État souhaitent réduire la résistance au lobby nucléaire à de la délinquance de droit commun, passant sous silence le fond de l'affaire et ce que s'acharnent à dire depuis 25 ans les militants et associations* », Étienne Ambroselli.

En langage de pouvoir cela se traduit par : « *Nous ne voulons plus de zone de non-droit* », Gérard Collomb Ministre de l'Intérieur, après l'intervention de 500 gendarmes en février 2018, sous les yeux écarquillés des hiboux du Bois Lejuc.

Ce « droit » permet de poursuivre un maraîcher « armé » d'un opinel et d'une pelle à tarte dans son camion, de condamner à plusieurs mois de prison avec sursis un paysan prêtant son tracteur lors d'une manifestation ou un enseignant et un agriculteur pour dégradation du mur érigé illégalement par l'Andra : « *Nous avons l'impression de nous retrouver au tribunal toutes les semaines ! À chaque fois c'est le procès de la lutte qui se répète* », Juliette Geofroy, du « Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs ».

« *Malfaiteurs ? Alors j'en suis !* »

Ils déclarent collectivement : « *Nous ne cherchons pas à fuir l'accusation de malfaiteurs mais plutôt à la détourner en déclarant que nous sommes tous des malfaiteurs* ». Tout ce qui a été mis en place est menacé : Maison de Résistance, caisse anti-répression, « legal team », groupe automédia, « medical team », boulangerie, herboristerie, différents projets agricoles et de maraîchage, chantiers collectifs...

« *Depuis 2 ans, je suis filmé, mon téléphone est sur table d'écoute. Que dire face à la justice qui essaie de nous transformer en malfaiteurs ? Que dire si ce n'est que nous ne partageons le même monde, le même langage, les mêmes espérances* », Gaspard d'Allens.

« *Ils ont enfoncé la porte au bélier. Ils étaient une quinzaine, certains le taser à la main* », Joël, militant antinucléaire, perquisitionné en juin 2017. Co-président de Bure Zone Libre, il est interdit de séjour à Bure et Saudron. Il analyse l'évolution de la lutte : « *Avec l'arrivée d'une nouvelle génération, le combat antinucléaire s'est relié aux luttes environnementales, anti-autoritaires et anti-capitalistes* ».

« *Pour les gendarmes, nos groupes sont calqués sur la mafia : un chef, des sous-chefs. C'est complètement contradictoire avec notre fonctionnement qui, avec toutes ses composantes, des anarchistes au monde associatif, tend au contraire vers l'horizontalité* », Angèle, considérée comme le « cerveau » par la police. Elle assurait le lien entre les militants dans les arbres, les associations et les habitants, pendant l'occupation du bois Lejuc.

« *Les malfaiteurs sont en face, dans ce rouage huilé du progrès et de la destruction.* »

*S'opposer à ces projets liés au nucléaire relève presque du crime de lèse-majesté, car nous touchons à la substance même de l'État* », Étienne Ambroselli.

*L'âge atomique, d'Hiroshima à Fukushima*

La raison d'État règne depuis le début du nucléaire mondial. Son éclatante apparition a lieu au Nouveau Mexique le 16 juillet 1945 avec Gadget, première bombe A à l'occasion de l'essai baptisé Trinity. Son concepteur Robert Oppenheimer, surnommé « le père de la bombe atomique », déclarera : « *Maintenant je suis la Mort, le destructeur des mondes* ». Il était le directeur scientifique du Projet Manhattan, lancé en 1939 par le président Franklin Roosevelt, qui finit par employer plus de 130 000 personnes.

Mais il était nécessaire de tester cet arme terrifiante « in vivo », on dit aujourd'hui « combat proven » : réussite éblouissante à Hiroshima le 6 août 1945 avec Little Boy, 75 000 morts instantanés, 250 000 au total ; confirmation de l'exploit le 9 août à Nagasaki avec Fat man, 70 000 cadavres immédiats, 150 000 comptabilisés. À l'exception d'Albert Camus dans le journal Combat : « *La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie* », la presse française se montra enthousiaste :

« *Une révolutions scientifique* » Le Monde,  
« *Après cela, qui osera prétendre qu'il y a des limites à la connaissance scientifique* » L'Humanité,

« *L'espèce humaine a réussi à passer à un âge nouveau : l'âge atomique* » France-Soir.

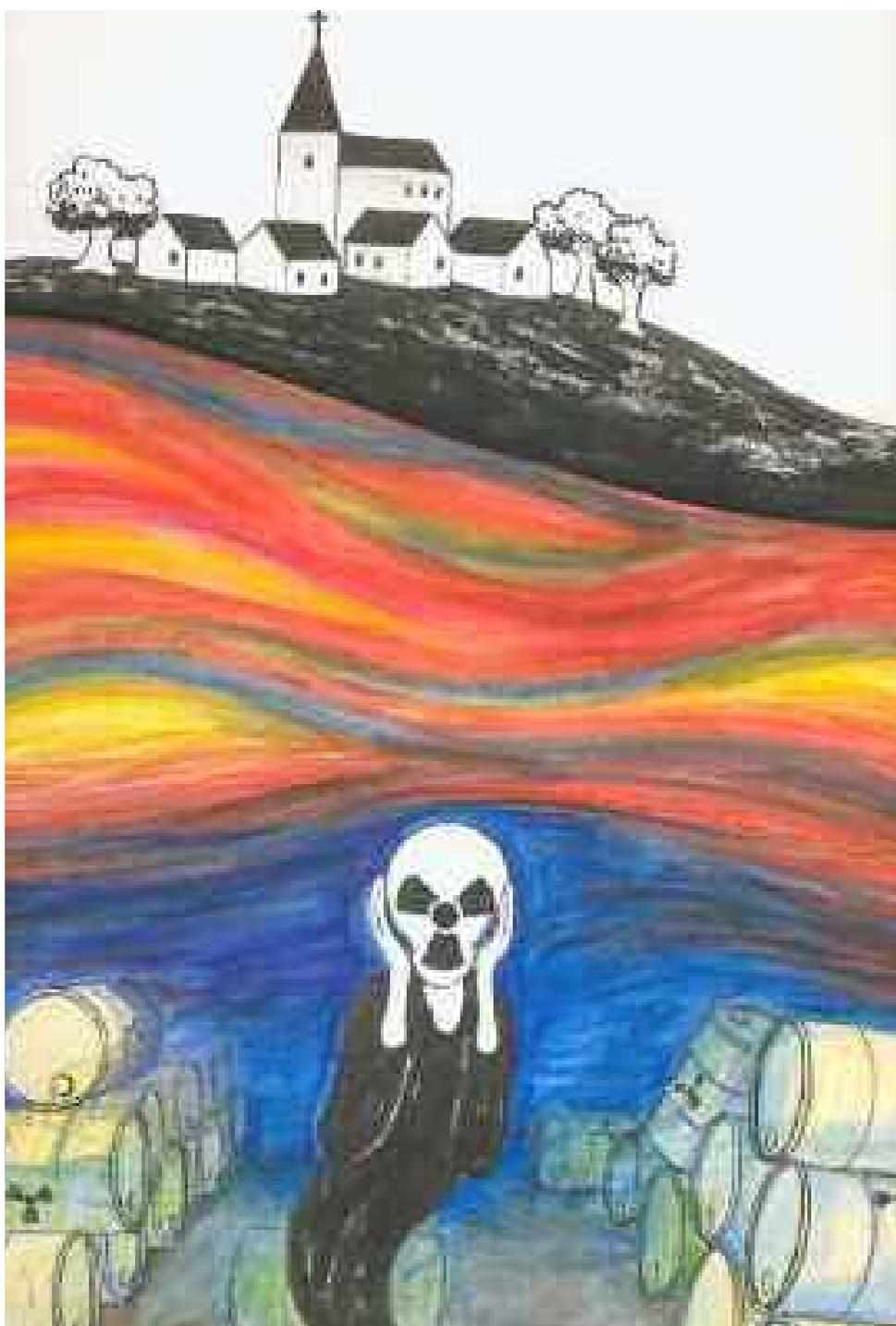
Après une si merveilleuse démonstration, le président Eisenhower, dans le discours « Atom for peace » devant l'ONU le 8 décembre 1953, montre à l'humanité éblouie le chemin vers la lumière que ces nécessaires tests ont ouvert : tout accident est impossible, l'énergie nucléaire sera quasi-gratuite, les scientifiques vont rapidement régler le problème des déchets radioactifs.

Quelques décennies plus tard, en passant par Kychtim en Union soviétique, Three Mile Island aux États-Unis, Tchernobyl en Ukraine, Fukushima au Japon, le coût du kwatt nucléaire, en constante augmentation, dépasse celui de l'éolien, et les piscines de La Hague débordent.

C'est toute la filière nucléaire qui est menacée : glisser les déchets nucléaires sous le tapis, en l'occurrence les catacombes de 500 m de profondeur de Bure, constituerait l'irradieux héritage

reçu par les générations futures. Pour les nucléocrates, pas question que les villages de Bure, Saudron, Mandres, Ribeaucourt, Bonnet et alentours se mettent en travers.

Le nucléaire, civil et militaire, est un révélateur du rôle de l'État, puisqu'il induit nécessairement : pouvoir centralisé, surveillance et répression des opposants. La future catastrophe sera « gérée » par le Ministère des Armées, l'état d'urgence sera appliqué...





### Paroles de malfaiteurs

Si nous n'en sommes pas (encore) là, l'État s'efforce de « pacifier » par tous les moyens ce coin de la Meuse. Il avait utilisé une « fabrique du consentement » en associant Bure et l'argent du Bure : une trentaine de petits villages ont, depuis 2006, touché annuellement 490 € par personne. Sans convaincre habitants anciens ou récents :

« On nous a dit que la seule façon d'empêcher l'implantation de Cigéo est de mettre 10 000 personnes dans la rue. Comment faire avec 7 habitants au km<sup>2</sup> ? On nous a répondu que c'est pour cela que ce site a été choisi », Claude Kaiser, opposant de longue date.

« Ce qui me pousse à la révolte ici, c'est le besoin de me lever face à l'indifférence. Cela fait écho à l'histoire de la paysannerie, marquée par les humiliations et le renoncement. Tout a été fait pour que les paysans disparaissent ou qu'ils soient transformés

en agri-managers », Romain, paysan.

« C'est important de montrer que la lutte à Bure est liée aux questions paysannes. Ici on défend la terre nourricière contre le béton. C'est drôle comment ces moments de solidarité nous renvoient à notre rôle premier : les paysans existent pour faire à manger, pas pour vendre » Marie-Jeanne et Christian, paysans.

Ni les occupants du Bois Lejuc :

« Cigéo est un laboratoire politique, qui se fonde sur une domination de classe : ils sont venus ici car il y a peu de gens, plutôt pauvres, peu organisés et de plus en plus âgés. Ici il fallait créer un désert agricole pour bâtir le cimetière du nucléaire. On vit l'aboutissement du capitalisme, des stratégies de dépossession des mots et des pratiques populaires », Nicolas.

« Il n'y a pas d'un côté le militant masqué sur la barricade et de l'autre le citoyen pétitionnaire, mais la construction d'un mouvement ouvert à tous ceux qui refusent la résignation », Michel.

« Dans les vieilles traditions de Lorraine ou de Meuse, les gens se réunissaient le soir, des terrains étaient partagés, du matériel collectivisé. La disparition des entraides, de cette vie communautaire a ouvert la voie », Marius.

« Il faut rappeler toutes les tactiques employées pour nous casser : siège permanent de notre campement, hélicoptères couvrant nos voix, AG interrompues pour diverses vérifications, contrôles routiers... », Marc.

Romain Pagès, grièvement blessé au pied par une grenade le 15 août 2017 :

« La surveillance policière, les procès, les gardes à vue et la prison ne suffisent plus à empêcher quelque chose d'éminemment nécessaire d'émerger. Victor Michalon, tué en juillet 1977 à Creys-Malville a eu moins de chance que moi. Tout comme Rémi Fraisse tué en octobre 2014 à la Zad de Sivens ! ».

Malfaiteurs de tous les pays, unissons-nous !

Élan noir

Plus d'informations :

site <https://bureburebure.info/>

émissions Radio Libertaire <http://trous-noirs-radio-libertaire.org/>

vidéos [https://www.youtube.com/channel/UCQMCWPAOOis\\_6QVYtdUf5c/g/videos](https://www.youtube.com/channel/UCQMCWPAOOis_6QVYtdUf5c/g/videos)

# CONFERENCE

## Des coopératives alimentaires autogérées

Et si nous devenions acteur de notre consommation ?  
Des prix justes, de la solidarité, une alimentation saine,  
une agriculture respectueuse de l'environnement.

Conseils et informations pour permettre  
d'ouvrir une coopérative alimentaire dans sa ville



**JEUDI 17 JANVIER 2019**  
**à 18h30**

**MJC Louis Aragon**

**Animée par Jean-Claude RICHARD**

Comptable à la retraite, il parcourt la France pour faire part  
de l'expérience Diony Coop dont il était à l'initiative.



CSCS/MJC Louis Aragon  
Place Vitoria  
16000 ANGOULEME  
Tél. 05 45 61 29 56  
mjc.louis.aragon@wanadoo.fr

**Participation libre**  
**Inscription obligatoire**  
**avant le 15 janvier**

# L'endoctrinement politique au lycée

Chers ami.e.s sans dieu ni maître. J'aimerais aujourd'hui aborder un sujet en ayant été témoin durant plusieurs années. J'aimerais vous alarmer sur l'endoctrinement politique des lycéen.ne.s. On en a un léger aperçu dans le récent mouvement des gilets jaunes. Des lycéen.ne.s ont rejoint le mouvement des gilets jaunes en manifestant, bloquant leurs lycée, etc. Pourquoi ? sûrement pas à cause des prix du carburant, ils n'ont pas de voiture. Le pouvoir d'achat ? La grande majorité des lycéen.ne.s vivent encore chez leurs parents. Pour sécher les cours ? Peut-être mais une journée de manifestation est bien plus longue, fatigante et dangereuse qu'une banale journée de cours. Alors pourquoi ? Je vais tenter de vous éclairer à ce sujet. Pour commencer, il nous faut aborder le sujet de l'idéologie au lycée et pourquoi la pensée libertaire y est très peu représentée

Il faut le reconnaître, bien que le noyau dur du mouvement anarchiste français puisse être comparé aux irréductibles Gaulois.e.s, il n'a plus l'éclat d'antan et notre présence à l'échelle locale n'a pas assez de portée sur la jeunesse pour espérer un jour proche voir la lueur de notre grand soir briller dans leurs pupilles. Loin de moi l'idée de fustiger les actions des nombreuses communautés autonomes qui agissent à l'échelle locale, ils sont les piliers de nos valeurs en les appliquant au jour le jour. Mais les participant.e.s sont souvent des anarchistes accompli.e.s alors que pendant ce temps les jeunes sensibles aux pensées libertaires sont happé.e.s par les partis d'extrême-gauche et les mouvances culturelles communistes qui se basent sur l'idéalisation des personnages et des symboles

des anciens régimes socialistes tel que l'URSS ou Cuba. Il se font manipuler, on leur apprend ce qui est vrai et ce qui est faux mais surtout comment le prouver à tout un chacun, et le carburant qui fait tourner cette manipulation est, comme souvent à cet âge, la pression sociale. S'opposer aux fondamentaux de la pensée communiste de Lénine peut conduire à vous faire injurier, moquer, stigmatiser, et je parle en connaissance de cause. Les syndicats lycéens sont gangrenés par cet étrange phénomène de communautarisme d'idée. Pour le dire plus clairement la pression sociale combinée à celle des stalinien.ne.s de comptoir est un réel danger pour l'esprit critique des jeunes gens qui s'engagent ou qui souhaitent s'engager dans l'action politique au lycée. Si tu n'es pas d'accord avec eux tu es un abruti ou un facho et rares sont celles et ceux qui désirent être considéré.e.s comme l'un ou l'autre. Cela paraît caricatural, mais combien de fois j'ai vu ces personnes tourner leurs interlocuteurs en dérision, puis en faire l'objet de moqueries plus abjectes les unes que les autres. Chante l'Internationale ou crève, c'est leur credo. Ainsi des jeunes aux idées anti-capitalistes et anti-autoritaires sont « recruté.e.s » puis « formaté.e.s ».

On leur offre des symboles de lutte, une culture et une haine de ce qu'ils appellent les bourgeois, (ce terme s'apparente à toute entité ou personne en désaccord avec leurs idées ; ils l'utilisent comme une insulte), on leur demande en contrepartie de convaincre autrui, et ils le font bien. Ils se structurent grâce aux différentes « organisations » lycéennes tel que le Conseil de Vie lycéen, ils occupent les fonctions disponibles et garantissent ainsi la

pérennité du cercle d'endoctrinement. Il est vrai que j'utilise des qualificatifs très lourds en parlant d'eux, j'ai bien conscience que ce sujet pourrait être traité sur un ton moins grave. A part faire preuve de cruauté verbale et de micro-oppression, ils ne tyrannisent en fait que ceux qui s'intéressent à la politique, mais les jeunes engagé.e.s d'aujourd'hui seront les acteurs politiques de demain, et les jeunes libertaires d'aujourd'hui s'abandonnent à ces idées faute d'autre option.

Peut-être que la mouvance anarchiste devrait devenir un peu plus visible, se manifester de façon marquante mais pacifique. Peut-être devrions-nous envisager un retour à la propagande par le fait, mais sans violence aucune. Peut-être devrions-nous montrer aux jeunes à quel point nous faisons partie du présent. Peut-être devrions-nous installer le panneau anarchiste sur le rond-point du lycée que nos enfants aient au moins le choix de prendre cette sortie, quitte à y sacrifier un peu de tranquillité.

V. Elie,  
étudiant en journalisme à Nancy



# Lettre ouverte à Emmanuel Macron

*« Nous sommes en train d'assister à la ruine, peut-être définitive, de l'idée de la splendeur humaine »*

*Léon Kass, biologiste moléculaire et moraliste*

Alors que certains vous qualifient d' « homme providentiel », vous n'êtes que l'héritier chanceux des reniements idéologiques du Parti socialiste, d'une social-démocratie qui s'est diluée dans l'ordre libéral, des prétendues « mutations » d'une gauche qui, en s'appuyant sur le marché et la propriété, sur les institutions et les réseaux d'influence, a semé la confusion, s'est éloignée des catégories populaires, a mis en place la démobilisation, et est entrée en parfaite continuité chronologique avec la droite.

Lorsque vous voulez, avec les « premiers de cordée » et contre les « fainéants », « faire de la France la nation des start-up » ou quand vous déclarez – concernant les patrons, pas les citoyens, évidemment – que « le premier geste de l'administration ne doit plus être de contrôler pour sanctionner, mais de faciliter et accompagner », en prônant la baisse de l'impôt sur les sociétés, la réduction des charges patronales ou le soutien à l'innovation, vous n'inventez rien ! Vous empruntez seulement – à marche forcée – la voie qu'on vous a tracée, en accélérant l'hégémonie de la finance. Chimiste et fabricant, continuateur de Colbert, Chaptal écrivait en effet dans *De l'industrie française* (1819) : « Protéger la propriété, faciliter les approvisionnements de l'industrie, favoriser la production, là se borne l'action du gouvernement ». Mieux : après la révolution d'octobre 1917, un disciple de Taylor affirmait que « le gouvernement soviétique n'est pas nécessairement

bolchévique ou socialiste, ni même politique au sens ordinaire du mot, mais il est industriel. C'est la première tentative de fonder un gouvernement sur l'industrialisation ». Le management – science de l'organisation de la production – au-delà des clivages politico-idéologiques !

Faut-il vous rappeler qu'en 1998, en reniant son appellation CNPF pour créer le Medef (Mouvement des entreprises de France), le patronat annonçait un projet de « refondation sociale » consciencieusement mis en œuvre par vos prédécesseurs : Chirac, Sarkozy et Hollande. Soucieux de « replacer l'entreprise au centre de la société française », il revendiquait même un « leadership d'influence », l'exigence de « compétitivité globale » donnant aux entrepreneurs un droit de regard sur l'éducation, la santé, la formation, l'emploi... « Nous nous estimons porteurs de valeurs pour la société tout entière », déclarait M. Seillière.

Puisque la société est soumise à l'hyper-rationalisation et à l'organisation scientifique, le pouvoir politique peut être officiellement évacué au profit du pouvoir techno-scientifique. L'instauration de l'objectivité rend l'humain superflu. La société économique s'autogouverne selon des procédures strictement économiques, selon des échanges réglés par la seule adaptation aux lois du marché. En se concentrant sur des exigences purement techniques, on évite les débats et les choix idéologiques dont le politique est por-

teur. Aller jusqu'au bout de la logique économiste des intérêts, c'est reconnaître qu'il appartient à l'économie de marché d'informer l'État et de réformer la société. Avec l'avènement de la cybernétique, la complexité et la bureaucratiation de la société achèvent de déposséder l'homme de son avenir. Les décisions sont réduites à des « programmes », à des « logiciels ». Algorithmes, supercalculateurs, robots : le pilotage scientifico-industriel de la société est assuré. Après la victoire de l'État sur l'Église, celle de l'Entreprise sur l'État, ce qui ne doit pas nécessairement déplaire à la nouvelle « noblesse libérale d'État » que vous impulsez.

Certains peuvent proclamer la fin des idéologies, d'autant plus facilement que le « socialisme » a copieusement célébré l'industrie comme moteur et clé de compréhension de l'Histoire. Nous sommes entrés dans l'ère de la gouvernance, du management, de la gestion a-politique. Vous pouvez, avec un cynisme politique assumé, vous présenter comme dépassant le « clivage droite-gauche » et puiser votre gouvernement largement dans les milieux d'affaires dévorés d'ambitions ; il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le positivisme d'A. Comte consistait déjà à évacuer le « pourquoi » philosophique, la recherche des causes, au profit du seul « comment » de l'analyse scientifique. Nul n'est tenu de répondre à une question qui n'a pas été posée !

Sauf que cette prétention stupide à prendre le meilleur à droite et à gauche se dégonfle comme un soufflé. Vous, dont la filiation à Pétain est plus évidente que celle à Ricoeur, avez grugé les naïfs...ou les lâches. Mais la réalité se dresse brutalement, celle du capitalisme où le pouvoir économique et financier s'impose au pouvoir politique,

où les normes autonomes du privé surplombent les États, où se multiplient les codes de bonne conduite, les chartes éthiques et les hautes autorités de régulation. Parce que le système capitaliste, né de la violence originelle qui a consisté à installer la propriété privée dans les mains de quelques-uns, ne peut que poursuivre l'accumulation, la concentration des richesses, aggravant les injustices et les inégalités. Un monde qui bouge à grande vitesse pour que rien ne change fondamentalement. Des millions de vies broyées par un système d'ores et déjà condamné, mais que vous maintenez sous perfusion. Parce qu'aussi l'État, serviteur zélé des intérêts des classes dominantes dont il assure la reproduction, ne peut qu'exercer une répression constante grâce à un arsenal de plus en plus sophistiqué (école, armée, police, justice, prison, hôpital psychiatrique, médias...).

Rétribuer les actionnaires en réduisant le coût du travail et assurer l'hyper-contrôle des individus en faisant taire les voix discordantes, tel est le programme de modernisation régressive auquel vous contraignez la fuite en avant dans la globalisation et la financiarisation. D'où le durcissement des politiques précédemment conduites : nombreuses mesures en faveur du patronat, suppression des « rigidités » (Code du travail, système de protection sociale, services publics...), délire sécuritaire jusqu'à l'état d'urgence, personnalisation du pouvoir avec mise sous tutelle des corps intermédiaires et des collectivités territoriales, renforcement de l'Europe forteresse par la « maîtrise des flux » de migrants, massacre de l'enfance notamment par les contre-réformes éducatives et l'envahissement du numérique... Quand vous évoquez « la chance immense de vivre dans un pays en bonne santé comme la France », vous semblez oublier que cette vigueur (très relative d'ailleurs) est essentiellement due au colonialisme et au pillage des pays du Sud : on fait toujours fortune sur le dos des autres. Et quand on vous entend vouloir « réconcilier la base et le sommet » dans un système qui, précisément, accroît la distance entre les deux (10 % des Français détiennent déjà la moitié des richesses), et à l'intérieur duquel vous



venez de torpiller le projet de taxes sur les transactions financières, vu les dégâts cérébraux produits, on se dit qu'on a bien fait de ne pas entrer à l'ENA !

Au prétexte que le capitalisme a écrasé (presque) toutes les formes de vie sociale, de production qu'il jugeait dangereuses, engendrant la résignation, le conformisme, la domestication de l'homme, le désenchantement, le désespoir même, vous considérez sans doute comme définitivement acquise la victoire de votre classe, celle des riches, comme le prétend aussi le milliardaire américain W. Buffett. Sauf que la dynamique de ce système le conduit inmanquablement à surexploiter à la fois l'homme et la nature, deux points de détail de l'Histoire.

Concernant le premier, les souffrances, les frustrations, les humiliations, la détérioration préoccupante de la santé physique et mentale (près de 10 000 personnes mettent fin à leurs jours chaque année en France) ne pouvant que s'intensifier, il vous faudra (ou vos successeurs) vous préparer à subir les réactions d'une population en proie à la lassitude, à l'abattement, à la détresse : il n'est pas sûr que le culte du

mensonge, la novlangue du marketing, les discours xénophobes ou la criminalisation des mouvements sociaux puissent résister à l'épreuve du temps. Il n'est pas sûr non plus que les jeunes générations, pour lesquelles nous avons construit des bombes à retardement, ne retrouvent pas le sens de la lutte et de la dignité. Il n'est même peut-être pas certain non plus que la police, même achetée à coups de primes, continue à accepter les sacrifices (50 suicides en 2017 et 21 millions d'heures supplémentaires non payées!), pour le seul profit des escrocs de grande envergure, sachant que les manifestations violentes vont nécessairement se multiplier. Vous devriez également prêter une oreille attentive à la grogne des élus des petites communes et des territoires ruraux, asphyxiés financièrement et politiquement par une vision jacobine et centralisatrice, et méprisés par la caste des technocrates. Même si de tels soulèvements ne créeront sans doute pas une révolution sciemment construite comme le souhaiteraient les libertaires, ils pourront cependant largement déstabiliser les milieux d'affaires. Quand un gouvernement doit gérer, dans une société à la dérive, trente priorités, l'exercice finit pas

ressembler fort à de la haute voltige... et peut-être sans filet ! S'il suffit de « traverser la rue pour trouver du travail », peut-être suffirait-il d'être à l'écoute des « gens de rien » pour entendre leur mal-être. Mais la finance internationale, servie par la meute des fossoyeurs de l'émancipation humaine dont vous êtes membre, a d'autres impératifs.

S'agissant de la « nature », le cas est beaucoup plus sérieux. La croissance économique a jusqu'à présent permis au capitalisme de surmonter au moins partiellement ses contradictions internes en fabriquant et distribuant des miettes (suffisantes pour acheter la paix sociale). Aujourd'hui la confrontation aux limites physiques de la planète laisse entrevoir l'anéantissement de la légendaire capacité d'adaptation de ce système. Non seulement les atteintes aux écosystèmes engendrent des coûts de « réparation » (dépollution, gestion des déchets, recyclage...) de plus en plus élevés, non seulement la raréfaction progressive (et bientôt la disparition pour certains) de l'énergie et des matières premières va sévèrement grever les budgets, mais la perspective d'un effondrement de notre civilisation thermo-industrielle et extractiviste s'affirme de plus en plus clairement. Issue logique mais douloureuse d'un mortel jeu de dupes entre des populations qui délèguent leur pouvoir en feignant de croire à la loyauté et aux compétences des élites et ces mêmes élites qui font semblant de gérer une situation qui leur échappe totalement. Non seulement il n'y a plus de pilote dans l'avion, mais le kérosène va bientôt manquer ! La fête industrielle s'achève ; la nouvelle religion s'effondre. Lorsque l'on joue impunément avec les lois de la psychologie et de l'écologie, on s'expose, tôt ou tard, à des revers majeurs. Mais peut-être pensez-vous traiter par de simples opérations comptables ce qui ressemble de plus en plus à un naufrage anthropologique ?

Concernant le mouvement des « gilets jaunes », vous prétendiez « comprendre la colère », et probablement la désamorcer par quelques mesures cosmétiques. A l'heure où ces lignes sont écrites, malgré un recul accompagné

d'une répression féroce, le mouvement se poursuit, avec des relais provenant d'autres secteurs, d'autres « catégories » de la population. Sans doute cette étincelle ne sera-t-elle pas encore la bonne. Mais elle doit vous avertir qu'un nombre grandissant de vos « administrés », les « Gaulois réfractaires au changement », ne supportent plus ni les réelles difficultés vécues au quotidien, ni l'insolence et l'impunité des riches. La suppression de l'impôt sur la fortune, la succession de scandales, les montages d'évasion fiscale, et autres provocations, justifient largement le refus de nouvelles taxes.

Ce mouvement aura montré – sans idéaliser – que des « gens de rien », en dépit de leurs différences, peuvent s'entendre sur un minimum d'intérêts communs et agir collectivement. L'impuissance des confédérations syndicales et des partis de « gauche » à ouvrir des perspectives explique à la fois la spontanéité du mouvement et l'intrusion de casseurs professionnels et d'une extrême-droite toujours prompte à occuper un espace politique. Cette situation est de votre responsabilité ainsi que de vos prédécesseurs N'oubliez pas

que le capitalisme désormais sans complexe que vous soutenez a multiplié les frustrations, les humiliations, les rancœurs, réduit au désespoir les « perdants » d'une compétition imbécile, les laissés-pour-compte de la mise en concurrence. Il n'est peut-être pas si loin le jour où vos stratégies de division seront inopérantes, et où la police et l'armée ne suffiront plus à contenir ceux qui n'ont plus rien à perdre. La peur aura alors changé de camp.

Dans le numéro 1690 du Monde libertaire, je terminais une Lettre ouverte à M. Ayrault par cette phrase : « jamais l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne verra le jour » ; le projet a depuis été retiré. Dans le numéro d'été 2018 du Monde libertaire, je faisais paraître une Lettre ouverte à N. Hulot ; il démissionnait en septembre. Pourriez-vous faire moins ? Ce ne serait certes pas un gage de révolution, juste un « symbole fort »...Mais je ne crois pas au Père Noël !

Jean-Pierre Tertrais  
décembre 2018



# Réponses pas sages à un président de passage

«Honte à ceux..» Honte à toi

Honte à ceux qui veulent nous faire détester les plus pauvres et les plus vieux, pour oublier que notre tour viendra lorsqu'ils auront fini de vider nos poches et nos esprits.

Honte à ceux qui veulent nous diviser, nous déguiser en pollueurs ou je ne sais quoi pour mieux nous essorer de taxes, pendant que des courtisans accordent des largesses suffocantes aux constructeurs et massacrent notre nature sans transition.

Honte à ceux qui nous fragmentent jusque dans nous-même, nous traquant dans une pauvreté en ligne de production, pour nous faire ramper l'œil reconnaissant, sans même l'espoir de l'avenir de nos enfants dont nous avons reçu l'ordre haineux de les dresser d'une fausse méritocratie confisquée d'avance.

Honte à ceux qui nous font payer l'an, 40 milliards de crédits d'impôts, au nom d'un ruissellement qui n'a jamais existé, et fait suppurer les plaies des fins de mois, de jours sans fins, et qui détruisent ces sentiers construits si patiemment

pour les humains, sous prétexte qu'ils sont dépassés et non-rentables.

Honte à ceux qui font charger et gazer, au moindre regroupement pacifique, sur ordre d'un petit courtisan qui manipule les chiffres et les déclarations, en nous faisant croire à des menaces intérieures et extérieures pour mieux dissimuler de savants découpages javellisant les couloirs de ceux qui croient encore au vote.

Honte à ceux qui empêchent le pluralisme de la diffusion de la presse et de l'information, sous couvert de la légitimité de représentants en parlementarisme soumis, et qui prétendent à nos contrôles, et à chacun de nos choix dictés par le marché des donneurs d'ordres et des détenteurs de vérités officielles.

Honte à ceux qui nous font dire et penser «vidéoprotection» au lieu de «vidéosurveillance» (art. 17 loi du 14 mars 2011) et qui veulent nous interdire de manifester, contrôler les manifestations, et créer un fichier des manifestants (texte voté par le Sénat le 23 octobre 2018).

Honte aussi à ceux qui remplissent les box des innocents, pour mater ceux qui osent encore, et condamnent lourde-

ment, avec l'en tête du peuple français et son pognon, la notation, et l'avancement.

Honte aux pantins exécutifs-exécuteurs qui ont laissé les clés, vidant, vendant les vivants privés de raison d'être, d'unité et d'espoir, en créant toutes les conditions de possibilité d'un fascisme maquillé, et s'en servir pour perdurer, joker des dominants.

Honte à toi qui a achevé l'Homme et son travail, et la démocratie, réduits à des variables d'ajustement, vitrifiés en objets marchands.

Honte à toi qui fit dissoudre ce qui restait de république dans l'état d'urgence permanent et le secret de vos affaires, et qui voudrait encore donner des leçons, boursofflé de cynisme et de mépris, de toutes inéluctables, nous ne croyons ni ne voulons rien, sauf pour nos libres destins que ce soit sans toi.

Chantal, Montbrison,  
L'avocat Nanard, Lyon

## No Futur

Aujourd'hui le No Futur se conjugue au présent. L'économie capitaliste à laquelle nous sommes soumis depuis des décennies serait en partie responsable du réchauffement

climatique... Certain(e)s le pensent et veulent freiner l'échéance de la catastrophe généralisée... Le « rétropédalage » (électrique, sic) serait un des moyens.

Mais soyons sérieux : est-ce possible d'arrêter ce réchauffement climatique ? Certain(e)s pensent que nous sommes dans le mur et que nous commençons à en ressentir les premières douleurs...

A ce stade il faudrait changer de logiciel de façon radicale. Mais sommes-nous prêts à jeter nos appareils, nos machines électriques, fermer nos centrales nucléaires, nos industries polluantes, nos voitures, nos modes de consommation ?

Pouvons-nous rétropédaler, vers une existence frugale, et surtout arrêter de faire des enfants ? En un siècle, nous nous sommes multipliés par 7 et ça continue de procréer. Des pays très peuplés comme l'Inde, la Chine, la Russie, les USA, multiplient leurs industries polluantes...

L'humain depuis toujours s'est révélé être le plus grand prédateur de la planète. Nous nous sommes toujours

massacrés entre nous, esclavagés, exploités, précarisés, avec haine souvent, amour parfois mais pas très longtemps en général. Nous avons exterminé et nous continuons d'exterminer des milliers d'espèces vivantes, nous polluons les mers avec nos activités, nos déchets. Nous polluons la terre, les sous-sols. Nous polluons le cosmos avec nos satellites, et d'autres planètes, qui reçoivent notre visite. Est-ce un si grand mal pour toutes ces espèces, pour la planète elle-même que l'espèce humaine disparaisse à jamais ? Ne serait-ce pas une mesure de salubrité planétaire ?

Avec le réchauffement climatique, on va enfin être, toutes, tous, riches, pauvres, croyants, non croyants, à égalité. Les croyant.e.s, qu'ils et elles se rassu-

rent, les paradis d'amour et de miel leur tendent les bras, alors cela devrait les rendre optimistes. Eh bien, non.

Que l'humain disparaisse et que s'arrête enfin ce grand merdier.

No Futur. \*

\* Que cela ne nous empêche pas de jouir sans entrave d'ici là et si les Verts veulent payer la taxe carbone, qu'ils le fassent.

# Sœurs de misères, ripostons !

Le système capitaliste promet aux femmes (mais également aux hommes) qu'elles gagneront leur émancipation grâce à un système basé sur l'argent et le travail. De plus, le maniement habile du sabre et du goupillon lui permet de se servir des représentations de genre, pour faire de la femme un outil corvéable à l'extrême. De ce fait, dans un premier temps reléguée au privé, l'intégration des femmes dans la sphère publique est essentielle pour ce système économique et social crée par et pour les hommes.

Esclave de la sphère privée et publique

La femme est à-présent un produit de consommation et une consommatrice, une machine à produire mais également à reproduire et une propriété masculine. La journée d'une femme sa-

lariée consiste principalement à passer d'une forme d'exploitation à une autre, et au cours de sa vie, à rester dans la précarité. Même lorsqu'elle ne travaille pas elle sert, comme les hommes, les logiques de Travail (Chômage, RSA, invalidité...) et/ou d'épouvantail du capitalisme. Bien qu'elle bénéficie d'un statut qui permet de diviser, politiquement, les travailleurs de la production capitaliste et ceux qui produisent de manière « non capitaliste », elle crée de la plus-value notamment par les tâches domestiques. Outre ces représentations négatives et les violences qu'elle peut subir, concernant son statut social ou ses origines, la femme fait face aux violences sexistes dans chacune des sphères où elle tente d'exister.

La caresse du mari ou celle du patron  
Suite à son entrée dans le monde du

salariat de façon majoritaire, la femme qui était déjà une cible pour le marketing est devenue une consommatrice avec un pouvoir d'achat supérieur à celui du temps où seul le salaire de son époux contribuait à la richesse économique du couple.

Les capitalistes savent aisément jouer avec le patriarcat et le féminisme, tantôt ils utilisent des violences sexistes pour augmenter leurs bénéfices, tantôt ils font de la revalorisation de la femme un outil pour vendre à la consommatrice des pseudos choix de vies. Elle est un produit qui booste les ventes et elle fait partie des consommateurs qui les justifient. Nous subissons alors, dans le même temps les violences de notre objectivisation et de la condition de notre intégration à la société par notre niveau de vie.

Mais, l'intégration sociale d'une femme ne passe pas uniquement par là, elle doit également intégrer la définition viriliste du « bon travailleur » (l'effort, la force, le courage, la compétitivité, etc.) pour prouver qu'elle est digne de gagner son indépendance et son ascension sociale. Pour le démontrer, elle doit donc ne pas déranger les hommes par son apparence (jupes trop courtes qui déconcentreraient ces messieurs, cheveux longs qui ne témoigneraient pas du sérieux, etc.), et contrôler sévèrement son discours (être pragmatique, cacher ses émotions, etc.), et cela dès l'école. Et sinon, qu'elle ne s'offusque pas d'avoir envoyé les fameux mauvais signaux qui peuvent conduire, entre autre, au harcèlement sexuel.

Cela dit, pas de panique, si la femme échoue à prouver qu'elle peut se distinguer de son image genrée, le capitalisme sait jouer avec les représentations sociales pour nous enfermer dans des ghettos d'emplois dit féminins. Activités où elle continue à subir de plein fouet les normes sexistes, et sera considérée comme étant d'autant plus faible. Sinon, il lui restera toujours le patriarcat pour la « sauver », lorsqu'elle ne pourra bénéficier de la caresse du patron, elle pourra s'accomplir en tant que mère et maîtresse au sein de son foyer.

Néanmoins, l'injonction à être une mère et une maîtresse parfaite vaut également pour la salariée. Si la personne avec qui elle vit souhaite garder et pérenniser son statut de dominant, elle devra le satisfaire sur le plan ménager et sexuel, et si elle ne s'y résout pas, elle peut alors s'attendre à la violence verbale et physique, jusqu'au meurtre. Toutefois, si elle arrive à remplir ce rôle avec brio elle pourra donner naissance et éduquer les futurs travailleurs qui seront à même de reproduire les structures de dominations.

*“Alors , sœur de galère , tu*

*choisis quoi : la caresse du patron pour mieux t'étrangler ou celle du mari pour mieux t'étouffer , ou les deux ?”*

En somme, l'existence féminine est cantonnée aux rôles que veulent bien leur laisser les hommes (ces grand princes...) au travail comme dans le foyer. A titre d'exemple, combien de fois a-t-on entendu qu'elles sont « leurs » X ou « leurs » Y (c'est à dire, leurs filles, leurs mères, leurs grand-mères, etc.) par rapport aux hommes et qu'ils devraient y penser avant de les violenter ? Je constate, que nous n'existons qu'au travers du rapport qu'ont les hommes avec les femmes. Le fait d'être un individu ne justifie apparemment pas qu'on nous respecte.

Alors, sœur de galère, tu choisis quoi : la caresse du patron pour mieux t'étrangler ou celle du mari pour mieux t'étouffer, ou les deux ?

Pour un avenir sans exploité.e.s

*“Je veux exister par le simple fait d'être..”*

Je veux exister par le simple fait



d'être, et cette existence ne pourra être émancipée par la seule fin de notre système économique actuel. En effet, cultiver l'ambition de notre émancipation par le travail est une idée que je rejette. Je refuse de devenir une « exploitrice », et je hais ma condition d'exploitée. J'exècre tout « féminisme » qui consisterait à réclamer des miettes du gâteau empoisonné qui gangrène la planète et l'humanité.

Cependant, cette condition d'exploitée vient également du patriarcat et , n'oublions pas non plus, que le racisme participe également à l'exploitation d'une catégorie de femmes. Il apparaît alors, que nous ne pouvons mener que conjointement nos luttes. A mon sens, Il est inconcevable de ne pas mener un combat acharné contre ces discriminations, simultanément à la lutte contre le capitalisme. Je ne peux imaginer que cette situation dure toute une vie et cela me révolte de savoir que tant de vies n'ont pu exister autrement. Je souhaite vivre dans une société où chacun.e.s pourra être libre, où nos existences seront reliées par choix et confiance.

Pour cela, en tant que femme, scions nos chaînes et multiplions les foyers de révoltes. Attaquons les rapports de dominations sous des formes diverses et variées, dans le monde entier. Toutes et tous faisons du féminisme une part indispensable et indissociable de nos espoirs révolutionnaires. Refusons les limites, imaginons, créons, construisons nos existences comme une aventure émancipatrice.

Enfin, sachez chers exploiters qu'en nous, il y a un feu immense qui brûle et il pourrait bien tout dévaster.

Manon Mear

# La voix des femmes c'est 5% !

« La voz de la mujer », en français la voix de la femme, c'est le titre du premier journal anarcha-féministe qui parut en 1896 sous l'impulsion de Virginia Bolten, et revendiquait « Ni dios, ni patrón, ni marido », tu l'auras compris, ni dieux, ni patrons, ni maris. La voix des femmes, c'est aussi, cet amer constat que peut objectivement faire près de 130 années plus tard toute personne ayant de près ou de loin fréquenté le mouvement anarchiste, que c'est ce qui est encore aujourd'hui le plus dénigré.

« 5 % »

5%, c'est ce chiffre que j'ai l'autre jour entendu de la bouche d'une compagne dont je ne me rappelle hélas plus le nom et qui dans une émission de France culture rappelait je crois à la mémoire Germaine Berton, cette fameuse anarchiste qui se fit connaître en dégainant son revolver, envoyant Marius Plateau, le secrétaire d'alors de la Ligue d'Action française, rejoindre ses ancêtres, le 22 janvier 1923. Ces 5% correspondent au ratio de femmes dans le Maitron des Anarchistes, qui comme tu le sais, est un dictionnaire encyclopédique recensant les militants anarchistes de la création du mouvement au XIX<sup>ème</sup> siècle à nos jours.

Devant un chiffre si catastrophique, peut-être serait-il important de s'interroger à la lumière de Bakounine qui rappelait que l'on ne peut être totalement libre que lorsque tous les êtres humains hommes et femmes sont libres également, pourquoi encore aujourd'hui, les femmes sont si peu nombreuses parmi nous ?

Pour répondre à cette question, et ce qui fera taire tous ceux qui se disculpent en affirmant que certes les femmes ne sont chez nous pas nombreuses mais qu'« on ne les empêche pas de venir », il suffit simplement de tendre l'oreille vers les principales intéressées. Et loin des clichés angéliques sur l'anarchiste révolutionnaire, on apprend très vite – pour qui veut bien écouter – que la prise de paroles est fort compliquée pour une femme dans un groupe d'hommes, qu'elle y est souvent infantilisée ou carrément ignorée. Pire, on apprend aussi que les violences faites aux femmes qui gangrènent notre société ont contaminé tout aussi bien notre mouvement qui par essence devrait pourtant véhiculer des rapports respectueux entre tous les individus quels qu'ils soient. Et même si, bien sûr, cela ne veut pas dire que les actes intolérables d'une poignée d'individus représentent l'ensemble, on en parle pour autant pas moins de violence physique et morale, comme de harcèlements y compris sexuels, et même de viols.

Par ailleurs, comme le rappelait très bien Francis Dupui-Déri lors de son passage à l'émission Sortir du Capitalisme sur Radio Libertaire, il existe un « anarcho-sexisme » historique dans le mouvement anarchiste, intimement lié au mouvement ouvrier. OÙ, à l'image de Proudhon et de son Pornographe, et de tant d'autres, la représentation magnifiée de l'anarchiste est une figure viriliste de l'homme pauvre et en lutte contre le Pouvoir. Ainsi, se réclamant opprimés, nombre d'hommes anarchistes ne comprennent pas que par leur statut privilégié, ils puissent être oppresseurs à leur tour. Pour nombre

d'entre eux, le féminisme, par essence, est une question bourgeoise. Ignorant totalement les figures anarchistes féministes qui elles aussi étaient à l'origine du mouvement ouvrier, comme l'anarchiste suisse Margarethe Faas Haardinger qui publia de 1907 à 1908 son journal anarcho-syndicaliste nommé comme il se devait L'Exploitée, ou l'anarchiste américaine Rose Pesotta qui fut vice-présidente de l'International Ladies' Garment Workers Union, et tant d'autres encore...

Alors certes, les anarchistes n'empêchent pas les femmes d'entrer dans le mouvement, mais la lecture de ce qui s'y passe nous montre que c'est bien plus insidieux que cela, et peut-être devrions-nous nous poser la question si nous leur donnons tout simplement envie de venir ? Car là est la vraie question, comment, sincèrement, devant un si triste constat, pourrions-nous donner envie aux femmes de s'intéresser et de s'impliquer dans un mouvement qui aussi libertaire qu'il puisse se revendiquer, perpétue des schémas patriarcaux, et les blâmer quand elles recherchent des groupes anarchistes de non mixité ? Comme dirait ma mère « comme on fait son lit on se couche... »

Il me semble, par ailleurs, que la réponse même du manque de femme dans le mouvement anarchiste est à aller chercher dans cet adage infantilisant que souvent lancent les compagnons pour rappeler que les femmes ont toute leur place, à savoir qu'« elles représentent la moitié de l'humanité ». Mais on ne s'intéresse pas à des militants pour leur sexe ou ce qu'il représente numériquement, mais bel et bien pour leurs idées. Or, pour qu'ils



Virginia Bolten

connaissent ces idées, faudrait-il déjà qu'ils s'y intéressent. Et là encore, un petit tour dans n'importe laquelle librairie anarchiste, ou chez n'importe quel éditeur libertaire pour constater tristement que là encore les publications faites par des femmes libertaires sont cruellement en infériorité numérique. On ne compte plus les ouvrages sur Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Durruti, et d'une ribambelle de ces grands noms de l'Anarchie qui depuis trop longtemps ont éclipsé leurs compagnes. Qui se souvient encore de Marie Huot, pourtant végane avant l'heure, à qui l'on doit l'expression de « la grève des ventres », et la première à se déclarer publiquement, lors d'une conférence, en faveur d'une limitation drastique des naissances, ou de Nelly Roussel, première femme en France à se déclarer publiquement pour la contraception dès 1902 ? On se rappelle plus du triumvirat Louise Michel, Emma Goldman, Voltairine de Cleyre, que de leurs écrits. Et quand écrits publiés il y a, ils passent pour la plupart inaperçus comme l'excellentissime He-Yin Zhen, cette anarcho-féministe chinoise dont la traduction des textes vient d'être récemment publiée aux Editions de l'Asymétrie, et dont les écrits radicaux raviront tous les anarchistes sincèrement désireux de démonter briques par briques le Pouvoir jusque dans ses moindres détails. Un tel ou-

vrage est une mine d'or. Car elles sont bien peu, les publications consacrées aux femmes libertaires. Comme ils sont bien peu, les anarchistes aujourd'hui ayant consacré une bonne partie de leurs recherches à faire revivre ces femmes fantastiques. J'en compte à ma connaissance véritablement que trois. Ce sont évidemment des femmes. La militante de la Fédération anarchiste, Hélène Hernandez, la suisse et gestionnaire du Centre International de Recherche sur L'Anarchisme (CIRA) de Lausanne, Mariane Enckel, et l'américaine Kathy E. Ferguson, pro-

fesseuse en sciences politiques et en études féministes de l'Université de Hawaii à Manoa.

Pourtant, qui veut délaïsser pour un temps les ouvrages écrits par des hommes et s'intéresser à ce qu'on produit les femmes en matière de réflexion libertaire, découvre un anarchisme féminin des plus intéressants. À l'heure des 100 années à commémorer « les lâches » - ainsi que les appelait l'inoubliable May Picqueray - partis assassiner leurs frères à la guerre de 14, on découvrira par exemple que sans omettre le nom de Louis Lecoin dit « le p'tit Louis », ce sont certainement les femmes libertaires qui s'impliquèrent avec le plus de ferveur dans les mouvements anarchistes pacifistes et antimilitaristes, refusant de voir les enfants sortis de leur ventre aller servir de « pain au canard » sur les champs de bataille de la Grande Boucherie, à l'image de Gabrielle Petit ou de Julia Bourtrand. La première ayant été arrêtée et incarcérée en 1907, pour avoir tenu des propos antimilitaristes lors d'une conférence et d'avoir incité des militaires à la désobéissance et au vol d'armes lors d'un voyage en train. Elle sera même accompagnée d'un gendarme ou d'un commissaire de police dans tous ses déplacements à sa sortie



Germaine Berton

de prison, ayant été déclarée comme « personne dangereuse », ce qui ne l'empêchera pas de sillonner la France pour y donner des conférences libertaires, jusqu'à parfois au nombre de trois par jour. La seconde, l'une de mes préférées et que la presse catholique appelait « la poupée du diable », collaboratrice au journal de la première « La Femme Affranchie », pour avoir donné refuge à cette dernière et avoir participé à la campagne contre la guerre de la CGT, subira une mesure disciplinaire de déplacement, avant d'être envoyée dans un camps et d'être carrément révoquée de l'Enseignement quelques années plus tard pour son antimilitarisme.

A la lumière des lectures des biographies de ces femmes fantastiques et de ce qu'elles ont produit de réflexions libertaires, et parce qu'elles sont « les esclaves des esclaves », on observe que l'anarchisme conjugué au féminin est un anarchisme moins théorisé et désirant s'imposer comme l'anarchisme masculin mais plus pratique et profondément enraciné dans la lutte. Dignes héritières de ces révolutionnaires qui marchèrent sur Versailles pour réclamer du pain à la Révolution dès 1788, ou qui se révoltèrent en Russie pour les mêmes raisons en 1907 et dont l'on oublie trop souvent qu'ils étaient majoritairement composés de femmes. Les femmes libertaires, quand elles arrachent aux hommes la place qui leur est due, sont pour la plupart de brillantes et convaincantes propagandistes. Qui, mieux que les féministes anarchistes a su dépecer les rouages du Pouvoir, par essence patriarcal ? Qui mieux que ces admirables féministes anarchistes aujourd'hui tombées dans l'oubli le plus opaque, se sont dévouées pour le combat libertaire, allant jusqu'à en payer le prix de leur liberté ou même de leur vie, n'en récoltant que rarement les fruits, et ce au mépris même de se retrouver un jour dans les livres d'histoire ? Qui mieux que ces femmes anarchistes, représente aujourd'hui, ce que c'est, véritablement, que d'être anarchiste. A l'image de ces mots venus de la bouche de François

Bernard, au cours du congrès de Chambéry de la FNSI, les 16 et 17 août 1912, et qu'il eut à l'attention de Julia Bertrand : « À la présidence, une figure étrange : Julia Bertrand. Ses cheveux courts qui tombent naturellement et frôlent à peine les épaules font un peu scandale, même pour les plus émancipés, tant ils contrastent violemment avec les chevelures opulentes de ses compagnes. On dirait un visage d'un autre temps. Passé ? Non. À venir. La physionomie, très douce, comme inspirée, est celle d'un apôtre. C'en est une en effet. Libertaire, elle s'applique à mettre ses actes en accord absolu avec ses paroles. Elle est secourable à tous, elle se prive du nécessaire pour soulager les souffrances qu'elle connaît ou devine, sans se demander si la détresse qui frappe à sa porte est accompagnée de la vertu. ».

Il n'est point ici question d'essentialiser la femme libertaire, tant il me paraît aussi pénible d'exécuter gratuitement que d'admirer béatement une personne ou un groupe de personnes pour la même raison. Il s'agit simplement de rendre ici à César ce qui appartient à sa compagne dont plus personne ne se souvient le nom. Ce qui fait la qualité de ces femmes libertaires, elles ne le tiennent pas de leur essence féminine, mais de ce que la société patriarcale leur a imposé et contre laquelle elles ont été acculées à devoir lutter dix fois plus que leurs compagnons.

Pourtant, ces femmes, pour l'écrasante majorité d'entre elles, sont oubliées. Pour l'écrasante majorité d'entre elles, leur parole est encore raillée, ignorée. Elles ne représentent, parmi nous, que 5%. Or, qui osera nier aujourd'hui l'énorme apport des féministes radicales dans l'épanouissement des individus d'aujourd'hui ? L'amour libre ne concerne pas que les femmes, la contraception et l'avortement concernent aussi bien les hommes que les femmes, et la lutte contre le virilisme, ce mal de l'humanité, concerne tous les hommes ne répondant pas aux critères du modèle patriarcal de l'hé-



Nelly Roussel

téro riche, grand, fort, valide, et toujours le premier dans tout ce qui l'entreprend, c'est à dire tous les hommes, sans distinction.

Et nous payons et faisons payer à la société cette injustice de l'inégalité homme-femme dans notre mouvement au prix fort. Partout, la société régresse. Partout, le nationalisme revient au galop. Partout, les conservateurs et les religieux les plus radicaux ont le vent en poupe. Et de fait, partout où les femmes anarchistes sont ignorées, parce qu'elles ont toujours été, sont encore, et seront toujours aux premières lignes contre tous les extrémistes qui n'ont eu de cesse depuis l'aube de l'humanité de nier leur existence, les humains plongent dans les ténèbres de l'obscurantisme.

Intéressons-nous aux femmes anarchistes, passées, présentes, et à venir. Écoutons-les, sincèrement. Apprenons à nous taire quand elles parlent. Evitons de toujours vouloir leur faire la leçon. L'intelligence libertaire n'est pas une question de genre, c'est une question de classe ! Alors luttons pour l'avènement d'une société réellement anarcha-féministe. Puisque visiblement, il y a urgence...

Aurélien Roulland

# George Bush père, criminel de guerre, est mort

L'ancien président étasunien George H.W. Bush est mort vendredi 30 septembre 2018. A son enterrement, le gratin de la politique et des affaires US s'est rassemblé pour louer ce grand patriote, ce grand Etasunien intègre. C'était pourtant un criminel de guerre qui, par le mensonge et la manipulation, a poussé, les États-Unis dans un conflit qui a fait des centaines de milliers de morts civiles.

Il déclara au public étasunien que l'Irak avait envahi le Koweït «sans provocation ni avertissement». Mais il omit de préciser que l'ambassadrice étasunienne en Irak, April Glaspieie, lui en avait pratiquement donné le feu vert en lui disant, en juillet 1990 : «Nous n'avons pas d'avis sur les conflits arabo-arabes, notamment sur votre désaccord sur la frontière avec le Koweït».

Ce conflit de frontière aurait pu être réglé diplomatiquement mais l'administration US n'y tenait pas du tout. Il y avait le champ pétrolifère de Roumeïla, qui se trouvait pour l'essentiel en

Irak mais dont une petite partie débordait sur le Koweït. Un accord entre les deux pays stipulait qu'aucune des deux parties ne ferait de forage tant qu'un accord ne serait pas trouvé. Or le Koweït ne respectait pas cet accord et pompait de grandes quantités de pétrole. C'est le refus du Koweït de négocier, soutenu en sous-main par les États-Unis, qui déclencha la guerre.

Mais la simple invasion du Koweït n'avait pas suffi : pour justifier le déploiement des troupes US dans la Golfe, auquel les gouvernements US avaient toujours aspiré mais que l'Arabie Saoudite avait toujours catégoriquement refusée, les services secrets US ont produit aux autorités saoudiennes de fausses cartes satellites montrant une concentration de 250 000 troupes irakiennes et 1500 chars à la frontière saoudienne, ce qui décida le gouvernement saoudien à accepter l'envoi de troupes US . Il fut révélé plus tard que ces photos satellites étaient truquées.

88 500 tonnes de bombes furent lar-

guées sur l'Irak, faisant au moins 300 000 mors, pour l'essentiel civiles. L'ensemble des infrastructures civiles du pays fut détruit – électricité, traitement des eaux, usines alimentaires, minoteries. Ces destructions étaient intentionnelles, afin de créer un marché de la reconstruction après la guerre, comme le révéla Barton Gellman dans le Washington Post en juin 1991.

La Il y aurait eu plus de 100 000 « décès excessifs » (dont environ 70 000 enfants de moins de 15 ans) pour raisons sanitaires, dues à la destruction des infrastructures civiles, des stations de traitement de l'électricité et des stations d'épuration, entraînant un niveau massif de malnutrition et des épidémies de choléra et de typhoïde.

Et puis il y eut l'interminable blocus imposé à l'Irak par la coalition dirigée par le gouvernement des États-Unis, qui fit encore plus de victimes que la guerre elle-même : près d'un million de morts. (Il faut tout de même ajouter entre 30 000 et 60 000 personnes massacrées par les forces de Saddam Hussein lors des soulèvements chiite et kurde, déclenchés immédiatement après la fin de la guerre).

Lorsque Satan vit l'ex-président Bush arriver en enfer : il a dû se dire : « Voilà un sérieux concurrent, il faut que je fasse attention qu'il ne prenne pas ma place. »

Bachir al Mustaqila

Afin de ne pas associer l'ensemble des Américains (du Gulf Stream à Alert dans l'Arctique canadien) aux habitants des USA, nous avons remplacé le mot "américain" et ses dérivés par "étasunien" et ses dérivés (NLDR)



# De l'autre côté des Pyrénées

Un peu de politique :

Deux régions se sont distinguées ces derniers mois en Espagne : d'abord la Catalogne, puis plus récemment l'Andalousie. En Catalogne c'est le feuilletton indépendantiste qui a occupé les esprits, avec le résultat (provisoire ?) que l'on connaît : Madrid a repris la main sur les institutions catalanes ; la guardia civil a pris le pas sur les mossos d'escuadra, mais qu'on se rassure, entre flics, ça devrait s'arranger avec le temps. Pas pour les Catalans qui, quel que soit l'avenir proche, seront toujours dirigés par un gouvernement aux mains d'une bourgeoisie inféodée à Madrid, autonome ou indépendante. Pourquoi donc toute cette ébullition ces derniers mois ? C'est que la Constitution espagnole est chatouilleuse sur l'unité du pays (le legs de Franco précisait bien que l'Espagne devait être une). Autonomie oui, mais pas question d'indépendance. Et encore moins de république. Lors de la Transition de 1978, les partis d'opposition avaient été légalisés et autorisés à présenter des candidats sous l'étiquette qu'ils désiraient (socialiste, communiste ...) exception faite de toute référence à la république. Ainsi le parti catalaniste ERC (Gauche républicaine catalane) s'était transformé en EC (Gauche catalane) pour présenter ses candidats aux élections. Autant dire qu'aujourd'hui la revendication des indépendantistes pour instaurer une « république catalane » se heurte de plein fouet aux héritiers du franquisme, et à tous ceux qui pour un plat de légalisations ont accepté la monarchie et d'oublier cette république pour laquelle ils se disaient prêts à mourir en d'autres temps.

Autre région, autre problème : en Andalousie ont eu lieu dernièrement les élections pour le Parlement. Depuis 36 ans les socialistes du PSOE détenaient la majorité absolue, ce qui leur

a permis de ... ne pas faire grand-chose, maintenant la région dans le même état de pauvreté, d'exclusion sociale, de précarité grandissante ... Comme ailleurs, les promesses électorales n'engageaient que ceux qui y croyaient. Comme ailleurs la corruption galopait allégrement. Résultat des courses : le PSOE s'est effondré ; il reste majoritaire mais avec seulement 28% des voix, alors que les partis de droite en totalisent 49% (les tractations entre eux ont déjà commencé). Pire ; un de ces partis de droite est en fait d'extrême-droite. Il s'agit de VOX, nouveau venu sur l'échiquier politique espagnol. De 0,46% de votes en 2015 il est passé cette année à 10,97% ! Son programme : « Les Espagnols d'abord ». Ça ne vous rappelle rien ?

Beaucoup de social

Ça craint pour nos camarades ibères, ce qui ne les a pas empêchés de se battre sur le front social depuis cet été. C'est d'abord la CNT qui est partie prenante de différentes luttes à travers l'Espagne contre les patrons de sociétés qui ont recours à l'ERE (possibilité pour une entreprise en « mauvaise situation » de licencier une partie de ses salarié-e-s). Ainsi plusieurs grèves ont éclaté pour protester contre les fermetures de sièges de la multinationale danoise NESTAS ou bien de la multinationale suédoise CALL CENTER. Ceci dans la continuité de la lutte au mois d'août chez TRANSCOM qui voulait virer cent travailleurs.

En septembre toujours : comme en France, les retraités sont en colère : un million d'entre eux ont défilé à travers toute l'Espagne, pour réclamer l'augmentation du montant des pensions.

Dans l'audiovisuel aussi : pendant plusieurs mois les salarié-e-s de la TV galicienne (TVG) ont manifesté pour protester contre la manipulation de l'information dans les médias publics

de communication. C'était l'opération « vendredis noirs » consistant pour les présentateurs/trices et les journalistes à exercer leur travail vêtu-e-s de noir. Cette méthode avait déjà été pratiquée par les travailleurs et les travailleuses de la TV de Castille-La Mancha sous le gouvernement du Parti Populaire.

À noter qu'une partie des salarié-e-s de la TV nationale a apporté leur soutien à la TV de Galice en s'habillant aussi de noir.

Le 25 novembre beaucoup, beaucoup de monde dans les rues à travers toute l'Espagne : c'était la journée internationale contre les violences machistes. CGT et CNT s'étaient évidemment insérées dans ce mouvement, rejetant la loi actuelle, fidèle reflet de la société bourgeoise, patriarcale et misogyne, et pour prôner un féminisme de classe qui transforme les consciences jusqu'à en finir avec la violence pour donner naissance à un monde plus juste et égalitaire où la vie des femmes ne soit pas en péril.

Dans la continuation de cette journée, la CGT espagnole convoque un congrès extraordinaire (les 26 et 27 janvier 2019) pour discuter des modalités de la grève générale du prochain 8 mars. La CGT suivant ses principes anti patriarcaux, anticapitalistes et antiracistes fera en sorte que l'organisation toute entière s'implique tant dans la préparation que dans la diffusion de l'information dans les différents territoires et secteurs, afin de réaffirmer que « Tous les jours doivent être un 8 mars ».

Toujours du côté de la CGT espagnole : celle-ci a publié un manifeste pour dénoncer les conditions actuelles d'application de la loi d'IVG ; conditions permettant par exemple à des pharmaciens d'invoquer la clause de conscience pour refuser de délivrer des préservatifs ou la pilule du lendemain, assujettissant aussi les mineures de 16

et 17 ans désirant avorter à l'autorisation parentale ou des tuteurs, les soumettant aussi à un temps de réflexion imposé par les centres médicaux. Ce manifeste est un appel à résister à un projet de retour à la loi archaïque des années 80.

Encore la CGT : celle-ci a publié un numéro spécial consacré à la campagne d'annulation des sentences prononcées sous la dictature franquiste (notamment les condamnations au garrot-vil des militants anarchistes Delgado et Granado). Plus près de nous, ce n'est plus la dictature mais la « démocratie » bourgeoise qui vient de condamner les deux militants anarcho-syndicalistes, Jorge Merino et Pablo Aberdi respectivement à un an et quatre ans de prison pour leur participation à des soi-disant actions violentes lors d'une grève générale s'étant déroulée il y a... cinq ans. Toujours la crise : la crise financière de ces dix dernières années a fait trembler l'économie de marché. Trembler seulement. En Espagne elle s'est accompagnée d'une crise immobilière sans précédent. Les autorités claironnent maintenant que le pays est en train de sortir de la crise. La sortie de crise ? C'est quand les riches sont devenus plus riches et les pauvres sont devenus plus pauvres. Et rien de tel que le Code pénal pour mettre au pas celles et ceux qui ne se résignent pas à ne pas avoir de logement ou d'électricité. Même si certains juges tâchent de ne pas criminaliser ces familles désespérées, tant que les lois privilégient la propriété privée aux dépens des droits de l'homme, les problèmes vont s'aggraver.

Le texte qui suit est paru sur le site du journal Público et résume la situation actuelle en Espagne :

« Criminalisation de la pauvreté ? 117 454 familles ont été inculpées de 2009 à 2017 pour occupation illícite de logement, c'est-à-dire pour vivre dans des squats après avoir été expulsées de leur ancien domicile. Dans le même temps 20 425 sont en procès pour s'être connectées illégalement au réseau électrique.

Ceci révèle une augmentation nota-

ble du nombre des poursuites judiciaires engagées pour des situations de pauvreté dues à la crise (de ces dix dernières années), et qui continuent à la cadence de 32 par jour pour les deux types de délits, et qui figurent dans les rapports de Évolution Qualitative de la Criminalité (annales du Ministère Général de l'État), dont plusieurs publications rattachent explicitement cette augmentation à « la situation économique actuelle » ou à « la situation de difficultés économiques que l'on traverse ». Le Ministère public attribue ce type d'infractions pénales à la nécessité de ces familles.

Les rapports indiquent que les cas d'occupation illicites de logements ont dépassé le nombre de 10 000 à partir de 2011 pour atteindre leur maximum historique en 2014 avec 24 164 cas, et diminuer ensuite de manière conséquente à partir de 2016. Malgré cette baisse les chiffres de l'année dernière (9117 soit 185 cas par semaine) continuent d'être plus élevés que durant les premières années de la crise. »

Cet article de Público tempère donc (et de quelle manière !) l'autosatisfaction de la classe dominante. L'Espagne va mieux ? Pas les Espagnols en tout cas.

Retour à la politique politicienne :

Des nouvelles de notre ancien Premier ministre.

Ça se précise : Manuel Valls aurait trouvé son futur directeur de campagne pour partir à la conquête de la mairie de Barcelone. Remarquons que si en France il s'est évertué à nous faire croire qu'il était de gôdôche, en Catalogne il se présentera sous une étiquette « centre-droit » avec une alliance composée notamment du parti anti séparatiste Ciudadanos (la jeune droite aux dents longues) et de « figures de la société civile » (ça ne vous rappelle rien ça aussi ?), afin d'apparaître « au-dessus des partis » (décidément il veut nous faire du neuf avec du très-très vieux). Sacré Manu, bon vent en Catalogne et surtout ne reviens pas ici, on a déjà suffisamment à faire avec un autre Manu.

Bilan final : ce n'est pas la joie en Espagne, mais ça ne l'est guère chez nous. La lutte contre le système capitaliste n'a donc aucune raison de cesser d'un côté comme de l'autre des Pyrénées.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí



- Dis-donc, il y a un trésor dans la maison d'à côté.  
- Mais il n'y a pas de maison à côté.  
- Eh bien, nous en construirons une!

(Marx Brothers)

# Le monde comme il va !

Si Peau d'âne m'était conté et autres fariboles

Espèces d'ânes ! Je ne parle pas de nos lecteurs ni de qui que ce soit d'autre. Je parle bien de ces animaux que notre folklore animalier nous a appris à considérer comme des animaux intelligents et inoffensifs. Eh bien, ils sont en train de devenir une richesse. En Afrique ! Les Chinois en raffolent ! Pour satisfaire la demande de ces derniers, ils sont volés en grand nombre dans les villages africains. Ce n'est pas pour promener les touristes chinois qui y sont de plus en plus nombreux. C'est juste parce que de leur peau il est possible d'extraire une gélatine fort demandée pour fabriquer un médicament traditionnel chinois, l'ejiao. Ce remède est utilisé pour traiter un large éventail de maux, du simple rhume à l'insomnie et l'impuissance. La demande sur le marché chinois est en plein essor. Si les Chinois ont moins mal à la tête, nombre de villages africains n'ont plus de moyen de transport, fiable et bon marché. C'est ça aussi le poids de la Chine en Afrique, mais pas seulement !.

La finance de Pékin joue un rôle plus en plus grand sur ce continent boudé par les investisseurs occidentaux. Après avoir emprunté 2.5 milliards de dollars à la Chine et ceci sur 30 ans, le Nigéria a autorisé les entreprises nigérianes de faire des affaires directement dans la monnaie chinoise, le Yuan. Il faut dire que l'accès au dollar américain est de plus en plus difficile, suite à la chute des cours du pétrole. En Zambie, la dette locale prend des dimensions insupportables. La Chine est prête à faire un geste. Il lui faut des garanties ! Pourquoi pas mettre la main sur le fournisseur d'électricité local, Zesco ? Il y a du fric à se faire en Zambie ! Bon, il faut bien payer les ouvriers ! Ceux-ci se sont mis en grève à plusieurs reprises prétextant

ne pas avoir été payé !

« prêts chinois facile à obtenir, avec des conditions tout à fait pratiques »

Les pays africains sont tout à fait conscients que l'absence de routes correctes est un handicap économique autant que politique. Mais cela coûte cher ! Pour la Chine il y a là un marché énorme à prendre ! Elle a déjà donné (sic !) un coup de main dans la réalisation de l'autoroute N°5 qui va de Dakar à N'Djamena au Tchad. Pour les entrepreneurs africains, et spéciale-



ment sénégalais, « les prêts chinois sont facile à obtenir, avec des conditions tout à fait pratiques ».

Tout cela ne plaît pas à tout le monde. En Zambie une opposition anti-chinoise (xénophobe selon le gouvernement) est en train de se former. Des boutiques chinoises ont été pillées, des émeutes ont lieu dans des universités.

C'est au sud du continent africain que l'Empire du milieu fait porter le plus gros de ses efforts. La république sud-africaine se révèle un excellent endroit pour investir. En juillet 2018 un accord en trois points a été signé entre les deux présidents, chinois et sud-africain. Les businessmen n'auront plus besoin de visa pour voyager entre les deux pays. La Chine va prêter 33 milliards de yuans (plus de 4 milliards de dollars) au distributeur d'électricité du

pays à qui il est reproché d'avoir perdu par ailleurs 20 milliard de yuan dans des opérations hasardeuses. La Chine pourra aussi venir en aide aux chemins de fer, aux ports et autres entreprises nationales.

Le nombre de Chinois résidant en Afrique du sud, certains depuis des générations, est évalué à près de 400 000 individus. Il semble que leur situation, particulièrement celles des petits commerçants, soit de moins en moins enviable. Comme partout, quand la situation économique devient difficile, les populations se retournent contre les étrangers. Ils sont aussi accusés de participer à une économie souterraine. L'insécurité grandissante les pousse à migrer dans les pays alentour. Rien ne dit que le soudain intérêt du pouvoir de Pékin pour Pretoria permettra de ralentir cette tendance. Le pays de Mandela est celui, en Afrique, où la peur, la violence, la corruption est la plus forte, compte tenu du fait que c'est un pays de démocratie parlementaire réelle. Selon Wikipédia, il y a eu, en 2010, 2346 % de meurtres en plus en Afrique du Sud qu'en France qui compte 10 millions d'habitants en plus.

Le guetteur



# Toucher les gens afin d'éveiller leur conscience en vue d'éradiquer la servilité volontaire

*Toucher les gens afin d'éveiller leur conscience en vue d'éradiquer la servilité volontaire*

C'est avec cet article que s'achève ma trilogie sur la servilité volontaire.

Dans la première partie de celle-ci, « Travaille, consomme et tais-toi ! Triptyque de la servilité volontaire », parue dans le ML N°1797 (été 2018), je tentais de définir ce qu'est réellement cette servilité volontaire dans laquelle patauge la majeure partie des populations.

Puis, dans la seconde partie, « Éradiquer la servilité volontaire par l'éveil de la conscience des populations », parue dans le ML N°1799 (octobre 2018), j'avais l'idée qu'il nous appartenait à nous, anarchistes et libertaires, d'éveiller la conscience des populations par nos idées afin d'éradiquer la servilité volontaire et par la même occasion, de réaliser cette révolution sociale et libertaire pour laquelle nous œuvrons.

Et enfin, je vais essayer, dans la dernière partie de cette trilogie, d'apporter des éléments qui pourront nous permettre de véritablement toucher les gens afin d'atteindre nos objectifs (En premier lieu : évoluer vers une société plus juste et plus égalitaire) car, à mon

sens, tout passe par là : véritablement toucher les gens.

Revenons un instant sur tout ce que nous, les militant.es anarchistes et libertaires, faisons déjà : la propagande habituelle, être présent dans les manifestations et dans les luttes, diffuser nos idées par tous les moyens dont nous disposons, convaincre de nouvelles personnes et les inciter à en convaincre d'autres, et encore beaucoup d'autres choses sur lesquelles je ne reviendrai pas en détail car déjà largement évoquées au fil des numéros de ce journal depuis de nombreuses années. Force est de constater que ces actions ne suffisent pas ! Elles ne sont pas vaines, certes, mais pour toucher l'essentiel des populations, elles ne suffisent pas !

Bien sûr, nous manquons de visibilité et nous ne sommes pas très nombreux à militer. C'est un frein incontestable. Se montrer un peu plus dans les médias et sur le net ainsi que faire grossir le nombre de nos militants nous aiderait, sans aucun doute, mais ne suffirait toujours pas pour toucher le plus grand nombre !

Et puis, nous disposons déjà d'une multitude de beaux slogans et des visuels qui vont avec, et sans parler de toute la littérature de qualité qui foisonne chez nous. Nous nous servons déjà de toutes ces riches productions pour semer nos belles idées libertaires. Et là aussi, créer de nouveaux slogans et visuels, propager notre presse et écrire d'autres livres nous sera certainement utile, et nécessaire même, mais ne suffira toujours pas à toucher en masse les populations !

On pourrait encore se dire si les moyens que nous utilisons actuellement ne sont pas assez efficaces alors il nous appartient d'en inventer de nouveaux. C'est juste, et j'avais d'ailleurs préconisé dans la seconde partie de cette trilogie l'invention de nouveaux moyens de propagandes ou, à tout le moins, d'innover en la matière. Mais là également, ce ne sont pas ces inventions ou ces innovations qui nous permettront de véritablement toucher les gens !

Non, car je pense que le problème ne se situe pas sur la forme mais sur le fond. Redéfinissons le fond et ensuite, on saura y mettre les formes.

Une petite précision : quand je parle de fond ici, je ne parle pas des théories et pratiques anarchistes et li-

bertaires qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause, mais bien de la façon de les présenter et de les propager.

De mon point de vue, trois axes fondamentaux se profilent afin de parvenir à véritablement toucher les gens. Ces trois axes ne sont, de mon point de vue, que des grands principes appelant améliorations, débats et ramifications. Bien entendu, je n'essaye ici que d'apporter un peu d'eau à notre moulin et je ne remets absolument pas en cause la militance de chacun.es.

Même si je dirais que l'ordre de réalisation de ces trois grands axes importe peu, je vais tout de même les présenter dans celui qui me semble le plus logique.

Le premier axe : Faire comprendre aux gens qu'ils ne sont que des esclaves au service des très riches.

Ce n'est pas facile, c'est sûr ! Néanmoins lorsque ça marche, c'est efficace. Au moins, ils réagissent. Bien ou mal, mais ils réagissent. Les gens n'aiment pas trop qu'on leur dise qu'ils ne sont que des esclaves et qu'ils contribuent, à leur détriment, à l'accroissement des richesses de ceux qui les exploitent. Ils ou elles n'aiment pas trop non plus qu'on leur dise qu'ils/elles sont exploités.es. Il faut donc leur expliquer pourquoi, et ça, nous savons faire. À nous de leur montrer que le salariat est une oppression, qu'ils sont prisonniers d'un engrenage (toujours devoir gagner plus d'argent pour vivre) et que le monde du travail n'est qu'une vaste mascarade visant à mettre le peuple au travail au seul bénéfice des nantis du système (les 0,1 % les plus riches de la planète) avec la complicité des états et des religions. Celles et ceux qui jouissent d'un salaire confortable, bien que mieux lotis, sont dans la même situation que les autres : ils sont obligés de gâcher l'essentiel de leur temps (au travail et dans les transports) juste pour pouvoir vivre !

*« Vous êtes maître de votre vie et qu'importe votre prison, vous en avez les clés. »*

*Dalai Lama.*

Le second axe : Effacer les préjugés sur l'anarchisme et le libertarisme.

Ça non plus, ce n'est pas facile, mais c'est largement faisable. La plupart des gens pensent que dans un monde anarchiste ou libertaire, ça serait le bordel et la loi de la jungle. À nous de leur montrer que le bordel et la loi de la jungle c'est le monde capitaliste et autoritaire qu'on nous impose aujourd'hui. Ça aussi, nous savons faire. Expliquer que le terme anarchie n'a été réduit dans nos sociétés contemporaines qu'à sa signification péjorative synonyme de désordre par ceux qui ne veulent que conserver le pouvoir et les richesses est déjà un bon début. Continuer en exposant simplement les grandes théories et pratiques de notre courant politique en est la suite logique.

*« L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre. »*

*Élisée Reclus.*

Le troisième axe : Exposer les théories et pratiques anarchistes et libertaires, ainsi que notre projet, le fédéralisme libertaire.

Évidemment, là encore, ce n'est pas toujours évident. On se heurte souvent à des gens qui nous répondent que de toute façon ça ne marchera jamais parce que ceci, parce que cela. À nous de tenter de les convaincre. Pour ce faire et après avoir développé moi-même, je renvoie souvent les gens sur wikipédia, l'encyclopédie libre du net, car je trouve que les pages anarchie et libertaire y sont extrêmement bien traitées. Et puis de cette façon, ils et elles disposent de textes indépendants et

non militants sur le sujet. Aussi, j'essaie toujours d'expliquer le plus simplement et le plus clairement possible ce que sont nos théories, nos pratiques et notre projet de société. D'en montrer les nombreux bienfaits et aussi, d'énumérer les nombreux méfaits du système actuel (Voir, pour ces démonstrations, la seconde partie de cette trilogie).

« Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours. » Errico Malatesta.

Voilà pour ces trois grands axes ou ces trois grandes idées. Certes, les initiés.es, si je puis dire, les trouveront probablement un peu convenus ou déjà connus, mais je crois qu'il est important de les exposer, afin qu'ils soient développés et débattus. Je suis convaincu que c'est en conversant et en échangeant au quotidien avec les gens que nous serons le mieux à même de véritablement les toucher. Beaucoup refusent déjà le système (On l'a bien vu avec le mouvement des Gilets jaunes et aussi avec tous ceux qui l'ont précédé cette année) et nombreu.ses sont celles et ceux plus ou moins sympathisan.tes à nos idées, de manière inconsciente souvent. À nous de leur ouvrir les yeux afin de les amener à mettre fin à la servilité volontaire puis, à nous rejoindre, ou tout du moins, à en faire des alliés.es qui œuvreront avec nous à la fondation d'une société plus juste et égalitaire.

Pour parvenir à cet objectif, peut-être devons-nous, comme je l'entends de plus en plus dans les milieux anarchistes et libertaires, redéfinir et réactualiser notre projet, qui parfois, ne semble plus correspondre aux attentes des populations.

Frédéric Pussé,

Groupe de

Metz de la Fédération Anarchiste

Décembre 2018

# Des colibris et des fables (suite et fin)

Monsieur Colibri et Madame Soleil

Mais si la porosité des esprits, face à ces discours enrobés de bienveillance, est inquiétante, que les raisonnements à l'emporte-pièce peuvent corrompre une partie de celles et ceux qui cherchent à s'engager et à lutter, il est un autre phénomène qui doit nous alerter.

Jean-Baptiste Malet(1), soulignait dans un article du monde diplomatique de juillet 2018(2), les liens étroits entre l'ex ministre de la Culture Françoise Nyssen et la Société anthroposophique universelle issue des théories de Rudolf Steiner. L'ex ministre soutient notamment le développement des écoles et des méthodes pédagogiques de ce courant ésotérique pour lesquelles un rapport de l'éducation nationale émettait des inquiétudes en 1999(3). Car au-delà de la biodynamie et de sa certification internationale Demeter qui connaît un succès notable dans les milieux agricoles et notamment la viticulture, le courant spirituel a aussi su s'étendre en développant des écoles privées, des activités de commerces de produits cosmétiques, de services bancaires et d'investissements, notamment au travers de "fonds verts" profitant favorablement des politiques en faveur des énergies "renouvelables". La société Anthroposophique semble étendre son influence et se fondre dans les milieux politiques et économiques mais que ce soit par un occultisme dangereux ou des pratiques économiques visant à l'avènement d'un capitalisme vert, socialement inefficace et environnementalement trompeur, l'anthropo-

sophie surfe aussi sur une vague alternatiste et spiritualiste très lointaine, voire opposée, aux luttes antiautoritaires et anticapitalistes.

A noter que Françoise Nyssen fait également parti du mouvement des Colibri, notamment fondé par Pierre Rabhi. Le mouvement semble donc ne pas représenter de danger pour le pouvoir politique pourtant responsable des maux environnementaux censés être combattus. Mais ce désormais pseudo-paysan n'est définitivement pas un personnage désobéissant, surtout au regard la société capitaliste : Il a trusté les plateaux de télévision, du JT de France 2 à la trop célèbre banquette rouge de Michel Drucker, il entretient des liens avec des dirigeants de grands groupes du CAC40, il a également déjeuné avec Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle, il s'est rendu à l'université d'été du MEDEF en 2009, il tient des conférences, bien rémunérées, dont on peut rarement associer le public à une bande de révolutionnaires radicaux, et il n'a pas pris publiquement de distance avec les positions politiques très droitières de ses enfants. Ses discours peuvent être portés par une sorte de bon sens environnemental ou humaniste mais ils sont également teintés d'idées réactionnaires, sur les rapports Homme-Femme par exemple, de mysticisme, en appelant à des forces supérieures et prônant un changement intérieur pour changer le monde, d'individualisme, et de dénonciation de l'aide aux plus pauvres (4). Cela le place même derrière

l'Abbé Pierre en termes de considération sociale, et très loin des perspectives révolutionnaires nécessaires à un changement radical de nos sociétés devant l'impasse sociale, démocratique et environnementale du capitalisme. Il est important de voir ce qu'il y a derrière l'image idéaliste et à sens unique médiatiquement construite de Pierre Rabhi et son mouvement des colibris qu'il a participé à créer. Mouvement qui l'adule, le suit et le défend bec et ongle, accusant facilement ses détracteurs de complotisme et dont les fidèles demeurent incapables de voir des faits pourtant avérés au sujet de leur idole.

Pierre Rabhi n'est pourtant que le faire-valoir d'un pouvoir laissant volontiers la parole à celui qui diffuse des messages finalement vagues, faisant facilement l'unanimité, mais dont le potentiel subversif est nul.

Au contraire celles et ceux des militant-es qui essayent d'obtenir des résultats concrets sur le plan social ou environnemental savent ce qu'il en coûte. Et bien qu'il ne puisse pas être assimilé à un révolutionnaire anticapitaliste, M. Hulot a prouvé qu'il était plus facile de prophétiser sur un plateau de télé que d'agir, même directement au sein des sphères du pouvoir.

Vive l'hérésie anarchiste

Les mouvements écologico-spirituels ont une grille de lecture des rapports sociaux très libérale et naïve, et une vision assez individualiste de la société dans laquelle, d'après eux, les compor-

tements d'individus additionnés pourraient engendrer des changements globaux. Ils refusent de voir les classes sociales, leurs intérêts divergents, et leurs inévitables confrontations, et n'envisagent pas de participer à rééquilibrer le rapport de force en faveur des classes populaires. Mais cela traduit peut-être simplement le comportement de classe d'une bande de colibris perchés sur les hautes branches de l'arbre social...

Le succès relatif des idées véhiculées au travers de personnages comme Rudolf Steiner ou Pierre Rabhi, est fondé sur l'espérance d'un changement et la croyance en un Homme providentiel apportant un nouveau salut. Démystifier Pierre Rabhi pour expliquer aussi les limites de cette adoration personifiée sans lendemain, ou avancer que les travaux de Steiner sur la Biodynamie, entre autres, n'ont rien de scientifique, c'est être fautif de vouloir éteindre une religion devant des croyant-es horrifiées et laissé-es à leur sort. Dans ce cadre, les échanges dépassionnés sont difficiles.

Mais devant l'impasse de ces pseudos alternatives, un débat d'idées, étayé sur des bases philosophiques, sociologiques, scientifiques, semble nécessaire, et sans vouloir définir ou détenir une vérité, il est bon de rappeler là où il y a de véritables mirages.

En ce sens, les porteurs-euses d'alternatives doivent s'attacher à y associer des idées et pratiques politiques reconstruites localement, collectivement, depuis la base et indépendamment des modes ésotériques, des startup néocapitalistes, et groupes d'influence alternatistes servant des formules réchauffées qu'il est urgent de critiquer raisonnablement.

Jean-Sébastien  
Groupe de Cherbourg de la FA

1/ Jean-Baptiste Malet est journaliste et auteur notamment de l'ouvrage "L'Empire de l'or rouge" en 2017.

2/ "Une discrète multinationale de

l'ésotérisme" par Jean-Baptiste MALET, le Monde Diplomatique N°772, juillet 2018.

3/ L'article de Jean-Baptiste Malet cité précédemment reprend des témoignages venus de l'intérieur de la société Anthroposophique ou d'école associée. D'autres ressources sont disponibles en ligne :

<http://www.leparisien.fr/faits-divers/un-rapport-inquietant-sur-les-ecoles-steiner-02-08-2000-2001541319.php>

<https://gregoireperra.wordpress.com/2013/06/10/lendoctrinement-des-eleves-a-lanthroposophie-dans-les-ecoles-steiner-waldorf/>

4/ Entretien de Jean-Baptiste Malet au Média sur son article "Le système Pierre Rhabi", paru dans le Monde Diplomatique N°773, août 2018.



*Goergeanum, situé en Suisse, siège international de la Société anthroposophique universelle*

# Construire la révolution : avec qui ?

*Totalement inadapté aux catégories moyennes, qui constituent la majorité de la population. Ce texte prend une signification toute particulière aujourd'hui.*

Le texte suivant date de mai 2015. Ma préoccupation de son auteur était que le mouvement libertaire a un discours inadapté à la période d'aujourd'hui, et surtout qu'il est totalement inadapté aux catégories moyennes, qui constituent la majorité de la population. Ce texte prend une signification toute particulière aujourd'hui.

Construire la révolution : avec qui ?

Je pense depuis longtemps que le mouvement révolutionnaire d'une façon générale pêche par une absence d'analyse sur les couches moyennes de la population. La difficulté de définir la classe moyenne vient simplement de ce que ce n'est pas une classe, et que c'est un faux problème. Cependant, cela ne prouve pas que ce quelque chose qui correspond à l'expression « classe moyenne » n'existe pas.

Le terme « classe moyenne » ne me semble pas du tout adéquat. On a affaire à des couches sociales hétéroclites, dont une bonne partie ont des revenus modestes voire très modestes, parfois même moins élevés que ceux de certains ouvriers. De nombreux artisans, petits commerçants peinent à dégager un salaire. Sans parler des paysans. Ce n'est pas une question de salaire mais de statut social : mais expliquer à ces gens que ce sont des « prolétaires » ne mènerait à rien.

« Cette absence d'analyse sur les « couches moyennes » est à mon avis

une des causes de la faiblesse du mouvement libertaire. »

Les gens appartenant à ces couches moyennes ont une hantise : tomber dans le prolétariat. L'une des raisons pour lesquelles les petits bourgeois, les petits propriétaires, les petits paysans sont si féroceusement attachés à leur propriété est précisément cette crainte de sombrer dans la classe ouvrière, dans la pauvreté. C'est une chose que Proudhon avait parfaitement comprise. Inversement, quiconque connaît la classe ouvrière sait très bien que le prolo moyen n'a qu'une envie pour ses enfants : qu'ils ne deviennent pas ouvriers. Sauf dans un cas : ce que j'appelle les « ouvriers à statut » c'est-à-dire les ouvriers très organisés syndicalement, ayant négocié des conventions collectives en béton. Les dockers, les ouvriers de la presse, qui gagnent 4 fois le salaire minimum ou plus, ne voient pas d'inconvénient à ce que leurs enfants suivent les traces de leur père. C'était en tout cas ainsi lorsque j'étais encore actif. Le béton est peut-être devenu friable... On voit d'ailleurs dans ces catégories de vraies dynasties d'ouvriers. On est souvent docker, rotativiste ou typographe de père en fils. Les patrons transmettent leur usine à leurs enfants, les dockers et les ouvriers de presse transmettent (transmettaient, serait plus exact) leur métier.

Cette absence d'analyse sur les « couches moyennes » est à mon avis une des causes de la faiblesse du mou-

vement libertaire. Ma compagne et moi avons fait sur Radio libertaire une émission sur « La femme de 40 ans ». (Si, si...) C'était en fait une réplique à une émission scandaleuse parue à la télé sur ce même thème où on voyait des femmes de la bourgeoisie et des intellectuelles raconter leur vie. La seule « prolétaire » interviewée était une caricature, une pauvre femme qu'ils sont allés chercher dans les corons du Nord, inculte, abruti par l'alcool et à peine capable de s'exprimer.

Parmi nos invitées sur RL il y avait une femme de commerçant qui nous a raconté sa vie et nous a fait plonger dans l'horreur. Nous avons découvert que les épouses de commerçants et d'artisans travaillaient avec (et pour) leurs maris sans salaire, sans droit à la retraite, qu'elles étaient totalement dépendantes de leurs mecs et qu'elles n'avaient aucun droit (depuis, les choses ont un peu changé). Dans les interstices de la bourgeoisie, il y a des situations affreuses auxquelles le mouvement libertaire pourrait très bien s'intéresser.

Ce désintérêt est d'autant plus curieux que la composition sociale du mouvement libertaire est étonnamment identique à celle de la société dans son ensemble (d'après deux enquêtes que j'ai lues, mais je n'arrive pas à remettre la main dessus.).

Dans l'ensemble, nous ne sommes plus dans une configuration où une écrasante majorité de prolétaires familiaux se trouve face à une minorité de privilégiés protégés par l'État. La minorité de privilégiés est certes toujours protégée par l'État. Par ailleurs, il y a beaucoup de misère, mais nous ne sommes plus au milieu du 19e siècle tel

que le décrit Proudhon dans son *Système des contradictions économiques* :

« Ce sont des scènes auxquelles l'imagination refuse de croire, malgré les certificats et les procès-verbaux. Des époux tout nus, cachés au fond d'une alcôve dégarnie, avec leurs enfants nus ; (...) des cadavres gardés huit jours sans sépulture, parce qu'il ne reste du défunt ni linceul pour l'ensevelir, ni de quoi payer la bière et le croque-mort (...) ; des familles entassées sur des égouts, vivant de chambrée avec les porcs, et saisies toutes vives par la pourriture, ou habitant dans des trous, comme les albinos ; des octogénaires couchés nus sur des planches nues ; (...) et ce peuple, qui expie les crimes de ses maîtres, ne se révolte pas ! »

Je ne pense pas qu'il n'y a que deux classes. C'est la vision simpliste des cours élémentaires de formation marxiste, une vision qui ne correspond même pas à la pensée réelle de Marx, un peu plus complexe que ça tout de même. Dans le *Capital*, Marx part de l'hypothèse qu'il y a deux classes, mais c'est une hypothèse qui sert pour sa démonstration. C'est comme quand Rousseau parle de « contrat social » : personne ne s'est jamais réuni autour d'une table pour signer un contrat social : c'est une hypothèse de travail. Dans les ouvrages historiques de Marx, il n'y a jamais seulement deux classes.

Proudhon, de même, a écrit un livre intitulé : *La Capacité politique des classes ouvrières*.

On peut aborder cette question des couches moyennes de plusieurs manières.

Celle de la CGT-SR me semble un bon départ, lorsqu'elle définit le prolétaire comme :

« ...l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent

exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat. »

Cette définition situait à l'époque à peu près 80 % de la population dans la catégorie « prolétaire ».

Le problème est une question de représentation, c'est-à-dire l'image que les gens se font de leur rôle et de leur place dans la société. Il n'est pas certain que le petit artisan, le contremaître, le savant, le cadre soient prêts à se considérer comme des « prolétaires », même s'ils ne vivent que du produit de leur travail. Ce serait donc maladroit de s'adresser à eux en leur disant que ce sont des « prolétaires », même si, objectivement, ils ont autant intérêt que les « ouvriers » à transformer la société.

Il y a donc un discours à découvrir pour s'adresser à eux. Notons que la CGT-SR ne confondait pas le prolétaire et l'ouvrier. Il est évident que la société a évolué depuis 1930, et qu'aujourd'hui les choses sont sans doute plus complexes, mais la base de travail me semble bonne.

Ensuite il y a un constat à faire concernant la structure socioprofessionnelle de la population aujourd'hui.

En France les ouvriers toutes catégories confondues ne représentaient en 2013 que 12,3 % de la population active (dont 0,6 % d'ouvriers agricoles) (Insee).

Si on veut réaliser le socialisme, fût-il libertaire, le soutien hypothétique de ces 12,3 % de la population (on peut rêver) serait loin de fournir une base sociale suffisante sur laquelle s'appuyer, à moins d'envisager que les « ouvriers » exercent sur tout le reste de la population une dictature sanglante. Là, il faut arrêter de rêver.

Donc il faut convaincre une grande partie de toutes les autres catégories, du moins celles qui ne vivent que de leur salaire ou de leur travail.

Les « artisans-commerçants-chefs d'entreprises » représentent 3,3% de la population active, mais les artisans tout court seulement 1,6%, et parmi eux combien sont des petits patrons ayant des salariés ?

Chez les « cadres-professions intellec-

uelles supérieures » (9,3%) 1,6% sont des professeurs.

Les « Ingénieurs-cadres-techniciens » représentent 2,6%.

Le gros morceau ce sont ceux qu'on désigne maintenant sous le qualificatif de « professions intermédiaires » (13,5%) (les « couches moyennes » ?), c'est-à-dire les instits, les personnels de la santé (non médecins) et du social, les employés de la fonction publique et du commerce, les techniciens, les agents de maîtrise et... le clergé.

L'autre gros morceau, ce sont les employés (16%), parmi lesquels on compte 1,1% de policiers et de militaires.

Quant aux agriculteurs, ils représentent 1%, dont 0,4% de gros agriculteurs.

A cela il faut ajouter les retraités (« Inactifs ayant déjà travaillé ») : 31,9% ; et les « autres sans activité professionnelle » (12,6%) parmi lesquels les « élèves ou étudiants » représentent 8,1% des actifs.

« Je ne pense pas qu'il n'y a que deux classes. C'est la vision simpliste des cours élémentaires de formation marxiste, une vision qui ne correspond même pas à la pensée réelle de Marx, un peu plus complexe que ça tout de même. »

A la lumière de ces chiffres, demandons-nous

1. A qui s'adresse (hypothétiquement) le discours de la FA ;
2. Quelles sont les catégories sociales qui feront la révolution avec nous ?
3. Et que se passera-t-il pour celles qui ne seront pas avec nous ?

Ces trois questions me conduisent au constat qu'il est urgent pour nous de reconsidérer la notion même de « révolution ».

En résumé, si on veut mener une activité révolutionnaire, faire de la propagande anarchiste, il ne faut pas se contenter d'essayer d'appliquer nos principes indépendamment des gens à qui on s'adresse, il faudrait peut-être examiner qui sont toutes ces personnes et trouver un discours qu'ils sont capa-

bles de comprendre – peut-être pas tous, mais une grande partie d'entre eux. Ce qui vaut pour notre activité concrète vaut aussi pour notre presse.

Bref, il faut faire une sorte de « marketing révolutionnaire ».

On ne peut pas parler à ces couches intermédiaires comme parlait Bakouline aux ouvriers de 1870 quand ils travaillaient 14 heures par jour tous les jours de la semaine, emmenant au travail leurs enfants de 7 ans endormis sur leurs épaules. (Avant 7 ans les patrons ne les prenaient pas parce qu'ils auraient été contraints de leur accorder du temps libre pour aller au catéchisme... où on leur apprenait sans

doute l'amour des patrons.)

Autre chose à considérer dans une réflexion sur une « stratégie » libertaire : l'accès à la propriété. Un peu plus de la moitié des Français sont propriétaires de leur logement. L'écrasante majorité d'entre eux sont convaincus qu'on va les exproprier. Là encore, il y a un discours à tenir, afin d'expliquer qu'on s'en fout qu'ils soient propriétaires de leur pavillon ou de leur appartement, et qu'on n'a pas non plus envie de collectiviser leurs brosses à dents.

Je pense que le mouvement libertaire devrait réaliser la nécessité de prendre en compte les données sociologiques

sur la population française pour élaborer une stratégie qui ne soit pas une triste copie de ce qu'il faisait il y a un siècle.

Il serait temps que le mouvement libertaire se demande si son caractère confidentiel n'est pas le résultat de son attachement à ces concepts dépassés et à son incapacité à avoir une vision innovante de l'activité révolutionnaire.

René Berthier  
Mai 2015

# Maya l'abeille où l'histoire d'un gilet jaune et noir

*Je vais tenter de retracer ces quelques semaines passées, où durant le mouvement dit des gilets jaunes, j'ai à ma manière participé. Ce qui me semble intéressant, c'est que mon regard de militant libertaire a été et est encore déboussolé. Quand je dis à ma manière, c'est pour dire que j'ai plusieurs fois oscillé entre rejet total et participation sans réserve.*

--Avant le 17

Avant le 17 novembre, je me suis moqué des échanges sur les réseaux sociaux, des appels à rouler moins cher. Autour de moi pareil. À l'exception d'un copain ouvrier qui déclarait que c'est pas avec l'écologie punitive qu'on allait faire adhérer les gens qui à la campagne doivent tout le temps rouler.

Je pense que sur les réseaux je ne voyais que les slogans qui me dérangent et je n'ignorais pas les autres.

--17 Novembre

Le 17 novembre, je suis allé observer. J'ai été estomaqué. 5000 personnes qui bloquaient la zone commerciale Poitiers sud/Auchan. C'est à dire l'axe Poi-

tiers-Angoulême, Niort, Bordeaux. Il y avait eu 3000 personnes le matin à Châtellerauld (ville ouvrière de 30 000 habitants) qui bloquaient l'autoroute et l'axe Poitiers-Tours.

--18 Novembre

Le 18 Novembre, je suis allé rejoindre les gilets jaunes à la zone Poitiers sud. Il y avait quelques centaines de personnes. Je vois un camarade avec qui j'échange. Il m'explique que les revendications sont beaucoup plus sociales, que la question de l'écologie n'est pas ignorée et que l'ISF est une question qui revient, que ce sont des gens qui n'ont jamais milité. On parle du drapeau français, de la Marseille qui est chantée, et il apparaît qu'en fait pour les personnes sans histoire de

lutte ouvrière, ce sont les seuls symboles en commun. Ce qui ressort c'est également un sentiment d'être méprisé, méprisé en tant que classe populaire. Le camarade qui est enseignant m'explique que du côté de ses collègues il y a un profonde moquerie sur le mouvement.

La semaine suivante, j'ai l'impression d'aller vers la transgression, je mets mon gilet sur le pare-brise, le jaune pour un syndicaliste c'est pas facile à sortir. Je rejoins les pages facebook des GJ de Poitiers et de Melle (ville des Deux-Sèvres).

--24 Novembre

Le 24 Novembre, on rejoint (à 3), le rond point stratégique de Melle (axe Limoges/Niort-Saintes/Poitiers). Au plus fort de cette journée, nous serons environ 300, sur une ville de 3000 habitants. Les participants sont les gens que l'on ne voit jamais, même en ville dans la vie quotidienne. Précaires, chômeurs, intérimaires, artisans, ouvriers. Les échanges portent sur la finance, la question de la dette illégitime. Étrange pour moi de voir sur un gilet « A bas le capitalisme, avec un dessin de Marianne ». Il y a un rejet de toute la classe politique. Certains tiennent (aujourd'hui 15 décembre) encore sur ce rond point tous les jours depuis le 17 novembre. C'est devenu leur vie quotidienne. D'autres comme nous viennent plusieurs heures, puis sont remplacés par d'autres.

--8 Décembre

Le 8 décembre ainsi nous étions une cinquantaine, puis une petite centaine. D'un seul coup je me suis rendu compte que deux heures après, 80% des gens n'étaient plus les mêmes. Ce jour, là, plusieurs personnes venaient pour la première fois. Il y a une énorme rotation.

La semaine, le soir, je fais mon troll sur les réseaux. La page de Melle, a plus de 1000 abonnés. Et sommes toute, quand je rapporte à 3 semaines

d'échanges, très peu de propos racistes ou autres. Un peu de choses sur Chouard, sur le pacte de Marrakech. Mais quand une personne publie un truc louche, il y a en a 10 qui disent que ça a rien à voir. Au 8 décembre, sur ce rond point, il y a une grande cabane, faite de bois et bâche transparente, des toilettes, un groupe électrogène. Il y a deux points de feux. Il y a une guérite à l'autre bout du rond point. Une troisième cabane, plus petite. Quand au milieu du rond-point, canapé, constructions en palette, sapins de Noël. Il y a de grand panneaux Paix et Amours. Il n'y a pas besoin d'argent, tant les dons affluent, des particuliers mais aussi des magasins, et que chacun d'entre nous apporte des choses. Interdiction de l'alcool. On comprend que cela n'a pas été de soi au début.

Le 8 décembre nous sommes 5 copains, copines. Mais il n'y a toujours pas besoin de nous pour entendre que c'est le capitalisme, la finance le problème. On échange beaucoup sur la baisse de la consommation ou de la production constatée dans les usines ou les magasins. Rationnellement, elle ne peut pas être due à un effet direct de la présence sur les rond-points. Il y a autre chose, grève de la consommation ?, baisse du pouvoir d'achat, prudence face à l'avenir ? rumeurs en tous genres ?

Je ne peux m'empêcher d'avoir mes lunettes d'historien et en même temps celles de quelqu'un qui il y a encore 7 ans, avait la condition de salarié précaire et animateur d'un syndicat de précaires.

Je me rends compte de la fracture qui s'est opérée dans la classe depuis nos mouvements des années 98-2000. On est plusieurs à partager un sentiment de trahison, d'avoir trahi, de s'être enfermé dans des luttes spécifiques, que la classe s'est coupée en deux et pourtant nos niveaux de vie ne sont pas beaucoup plus élevés que ceux des autres gens sur le rond point. La fracture

culturelle est importante. Sur les ronds points, sont présents, ceux qui ne bénéficient pas de la culture subventionnée, et paient plein pot une culture méprisée par beaucoup d'entre nous, il faut le reconnaître.

Je suis surpris de voir qu'il y a une volonté de démocratie directe, d'égalitarisme, d'autorité et d'ordre moral en même temps. Mais si je reprends les révoltes ouvrières, il y a toujours eu cela. L'égalitarisme est véritablement une constante française depuis 250 ans, et il est incroyable de le voir persister à ce point. Le désordre moral c'est pour les bourgeois qui se gavent de tout sans retenues. L'ennemi c'est Macron. Une haine partagée par tous les gens, car il incarne, l'hédonisme sécuritaire : « vous pouvez tout faire à part parler des inégalités sociales ».

Il y a eu un post, un soir, sur notre page « il y a tout pour les migrants et les lgbt et rien pour nous »-Bien sûr, il s'est fait rembarrer. Cependant, cela s'explique par un sentiment d'abandon, y compris par les syndicats : « On est des français ruraux pauvres et il y a rien pour nous, on parle jamais de nous ». Un sentiment que les médias parlent plus des problèmes des minorités que des leurs. J'ai abordé la question des étrangers sans s'attendre qu'on me l'impose, sur le rond point, avec plusieurs, en disant que oui « certains arabes posent problèmes, ce sont les émirs du Qatar, et que ceux là ils sont protégés par Macron » et ça fait rire.

Très rapidement, la question sociale est devenue centrale. Le problème est la question de l'organisation. Il y a une grande peur d'être récupéré, un tel rejet de la démocratie représentative, qu'on est vraiment, en tout cas, entre le 1 et le 8 décembre, dans un phénomène, d'émeute, d'insurrection (même pacifiste) ou pré-révolutionnaire. A Melle la question du RIC ou RIP devient centrale dès le 24 Novembre, comme

moyen d'obtenir légalement une constituante, tandis qu'à Poitiers c'est l'idée d'une Constituante directe, sans passer par les institutions qui domine les idées encore hier 15 décembre.

En trois semaines, on a vu, les commerçants vite s'en aller, et petit à petit les militants de gauche adhérer ou venir.

--14 décembre

Poitiers le 14 décembre. Je rejoins la manif CGT, je retrouve des amis. On est 700. la CGT fait un parcours sur le campus et le CHU, autant dire que c'était pour faire quelque chose et surtout pas bloquer ou même gêner les commerces. Les gilets jaunes qui ont rejoint, sont déçus de la stratégie de la CGT.

--15 décembre

Poitiers, le 15 décembre. On se retrouve à 200 sur le rond point Poitiers Sud, à 10h. Les copains de Sud sont bien présents, ils essaient un peu d'organiser, car cela s'engueule dès que quelqu'un veut prendre une décision. Finalement on défile sur 5 km d'un centre commerciale à l'autre. Sous une pluie battante. On est applaudit et klaxonné tout le long du parcours. Avec les camarades on a les mêmes sentiments, on échange sur nos histoires sur nos rond points respectifs. Ils ont eu un peu de mal avec la Marseillaise et les drapeaux français, mais la question sociale est centrale. Marre des inégalités, de l'injustice, des sdf dehors. Ils ont bien repéré au début des gens proches du FN, mais qui ont été beaucoup moins présents après. Il serait impossible de les virer physiquement, une partie des GJ ne comprendraient pas et prendraient cela pour de l'intolérance. Par contre appuyer sur le social, plutôt que sur les taxes les fait partir. A 16h, nouveau rdv au Rond Point Poitiers Sud. On est bcp plus nombreux (400?). Toute la zone est bloquée. Les deux rond points stratégiques. Mais à 17h, la

police dégage un rond point à coup de lacrymo, les gens courent sur le parking d'Auchan, ce qui fait surréaliste... mélange de gens allant faire leurs courses de Noël et des dizaines de gilets jaunes éparpillés. Des personnes se mettent à genoux devant les policiers mains sur la tête. Après une heure de tension, cela se calme. La police disparaît quand les supermarchés ferment....tout un symbole.

Voilà pour les faits ; une brève analyse :

Une partie de la population découvre l'action collective, avec plein d'imagination. Quand on est plusieurs heures sur un rond point, c'est incroyable de voir le soutien des gens, qui apportent du bois, de la bouffe, du café. Des camions qui font semblant d'être bloqués dix minutes le temps de discuter, des gilets jaunes qui s'agitent, des voitures sans permis qui font trois fois le tour en klaxonnant. Cette partie de la population, primo-manifestante, a découvert que BFMTV pouvait mentir et s'en est suivi une haine contre cette chaîne, puis cela a suivi pour les autres chaînes et les radios avec France info, France inter. Elle a découvert avec horreur que la police n'était pas toujours gentille. Les images des enfants agenouillés à Mantes la Jolie a énormément choqué. Les annonces successives du gouvernement ou de Macron ont vite été décryptées et réduites en cendres, mais surtout quoi qu'ait pu dire Macron, les gens expriment une haine contre sa personne que je n'ai jamais vu dans ma vie de militant.

Quel bilan au 15 décembre ? de l'espoir : les classes populaires sont toujours capables de se révolter, de mettre la question sociale au premier plan...mais aussi du scepticisme. A rejeter toute représentation c'est mathématiquement un cadeau au Rassemblement National. L'abstention va monter, et donc le socle RN va logiquement monter. Soit les individus

s'organisent dans le cadre électoral actuel, soit ils ( nous ) construisons une démocratie profonde, parallèle. Entre les deux... pas grand chose. La conscience sur les limites du système sont là, l'alternative se cherche, à nous d'humblement y participer.

Les ressorts

Enfin dernier point, quel ressort profond à tout cela ? La disparition des espèces, le réchauffement climatique, le fait d'être 8 milliards à partager des ressources limitées, font que tout le monde sait consciemment ou inconsciemment, que dans les 2 ans qui viennent cela va être pis que les années 90 en Russie, car cela ne sera pas réversible. Les classes aisées sont terrorisées à l'idée de la crise financière qui s'annonce prochainement et veulent se barricader et cela se sent jusqu'en bas. Ils ne veulent pas partager. Les empires pourrissent toujours par le bas. La révolte actuelle ne vient pas tant du niveau de vie, que de celui de savoir que cela va aller en s'empirant, qu'il n'y a pas d'espoir d'amélioration. L'importance des retraités ou des femmes dans les manifestations en témoignent. Ce n'est pas tant les difficultés individuelles qui font monter la rage que les injustices

Avec la répression de ce mouvement, par la violence policière mais surtout par le mensonge médiatique, beaucoup découvrent qu'il existe une bourgeoisie (les montants des fortunes des grandes familles circulent) et surtout ses valets. Tous les journalistes, les pseudo-intellectuels, ou vrais intellectuels, les artistes, les élus, les experts qui nous expliquent que l'on ne comprend rien à l'économie mondiale.

La colère

La colère est bien là. Entre amis, nous n'avons cessé ces dernières semaines de discuter de nous engueuler, mais de constater qu'en effet on avait ignoré une partie de la classe ouvrière

et des fractures au sein de celles-ci. A force de donner des leçons sur des gens qui vont au mac do ou roulent en diesel, de les soupçonner d'être racistes ou homophobes avant même qu'ils n'aient ouvert la bouche, il est certain qu'il ne faut pas s'étonner que le mot syndicat ou gauche provoque de la colère. Il y a une réelle fracture. Le capitalisme s'entend sur un système qui repose sur a minima trois types de capital. Le capital économique, le capital culturel et le capital social (le réseau). Et beaucoup d'entre nous (militants de gauche) avons peut-être à perdre plus qu'à gagner au système actuel.

Ah, oui l'artisan qui a deux salariés et qui gagne 1000 euros par mois, c'est peut-être un employeur, mais tout le monde sait que la revente de l'outil de travail n'est plus possible. Que pense-t-il de l'Universitaire qui touche 3 à 4 fois plus que lui, qui donne des leçons d'écologie et qui pourtant avec un seul voyage en avion va avoir un bilan carbone bien supérieur au sien ?

Ce qu'il faut défendre chez les libertaires, c'est bien l'universalisme contre le relativisme. Dans nos milieux on vient à tolérer de l'homophobie, du sexisme, de la part de certaines personnes qui arrivent d'autres pays et à l'inverse on soupçonne la France « profonde » d'avoir tous les défauts. Aux premiers on se dit on va les faire « évoluer », aux seconds on se dit ils sont foutu pour la lutte de classe. N'est ce pas nous qui avons démissionné ? Avons-nous été vers une certaine facilité à confondre lutte spécifique (importante) et lutte de classe ?

#### La condescendance

Depuis quelques années, malgré un passé militant, je reçois des critiques sur ce que je parais être et non ce que je suis. Blanc, 50 ans. Forcément, je suis du côté des colons. On me met dans le camp des hétéros, sans me demander mon avis. Dans celui des riches qui ont tout, sans me demander ce que je gagne. Avec ce vent de relativisme, la position de classe est clairement

passé en arrière plan. Sans compter la condescendance d'une partie des classes moyennes qui se pensent cultivées qui donne un sentiment de mépris. Imaginez ce que peuvent ressentir comme mépris ces hommes et ces femmes, peu politisés.

Sur les ronds-points je n'ai pas entendu de défense du front national, mais par contre si nous, en tant que militants libertaires ou révolutionnaires de manière plus large, ne sommes pas capables de nous mélanger avec des gens de la Classe, quitte à s'engueuler, et bien, il faudra pas s'étonner si Soral avec « gauche du travail et droite des valeurs » prenne du terrain. Pour terminer, d'autres vont nous dire, la grève est la seule véritable arme. Cependant, déjà les chômeurs et les retraités, ne peuvent la faire et ils sont bien présents sur les ronds-points, mais également on voit beaucoup d'employés et d'ouvriers pour qui la grève est impensable au regard de la taille de la boîte...pour le moment.

Avouons quand même, que passer ses week-ends et une partie de ses soirées, en novembre, décembre, sur des ronds-points, au vu de tous (y compris son patron), d'être harcelé par la police qui détruit régulièrement les abris et les feux de camp, demande une certaine combativité.

L'avenir du mouvement n'est pas écrit. Ce qui est certain, c'est que si on ne prend pas part aux discussions, d'autres le feront.

Cyrille  
(merci à Zou pour correction de fond et de forme)



Si pour vaincre il faut pendre sur les places publiques, je préfère être vaincu.

Enrico Malatesta

# Les multi-ZAD des gilets jaunes

« *Je suis toujours avec les misérables* »,

*Louise Michel (1883)*

Le mouvement des gilets jaunes (MGJ) vient fracasser de très nombreux schémas de pensée et d'action. Il malmène les grilles de lecture sociologique ou politique, tout en ouvrant de nouvelles perspectives. Il faut bien sûr rester prudent quant à son analyse ou son devenir, d'autant que face à l'intensité de la perturbation, chacun est tenté d'appliquer sa petite analyse, sans même parler de la récupération idéologique ou politique. En revenant à l'histoire du MGJ et à sa logique géographique, on peut néanmoins dégager quelques réflexions.

Au départ, le carburant et l'automobile

Son point de départ est, ne l'oublions pas, le refus d'une nouvelle taxe sur les carburants, basculant très rapidement vers une critique de toutes les taxes et de l'injustice fiscale. Non moins rapidement, la distinction se fait entre taxation et imposition, l'impôt étant considéré comme socialement nécessaire à condition d'être juste.

En conséquence de quoi, les penseurs néo-libéraux tout heureux, au début, de ce qu'ils pensaient être une attaque contre le principe de redistribution des richesses, puis les quelques pipoles du show-biz soutenant le MGJ car estimant payer trop d'impôts, tous ceux-là ont disparu de la circulation

politico-médiatique. Cette élimination de l'idéologie néo-libérale, pas assez saluée, et pour cause, est un grand pas en avant, nécessaire quoique non suffisant.

Le corollaire de ce point de départ est, ne l'oublions pas non plus, une nouvelle appréciation de l'automobile. Il ne s'agit plus, pour le MGJ, de la considérer comme un signe extérieur de richesse ou de modernité, mais de la placer à son niveau réel : un instrument de circulation et de liberté, pour les loisirs mais d'abord pour le travail. Car, compte tenu des nouvelles conditions d'un système qui élargit spatialement les flux de production et les lieux d'habitat ou de consommation (le fameux péri-urbain ou le rurbain avec son pavillonnaire et ses zones commerciales), la voiture devient indispensable pour de nombreux foyers.

Au départ, la taxation abusive et trompeuse

Or l'État y voit toujours un moyen non seulement de pressurer fiscalement le salariat, mais aussi de le soumettre à ses normes. La nouvelle taxe a été pensée au nom de la transition énergétique, mais, au-delà de cette arnaque fiscale (on sait que les fonds iront ailleurs, notamment dans les quatre milliards du nouveau « service national » et autres organismes représen-

sifs, on sait aussi que les grands pollueurs sont faiblement taxés), c'est toute l'idéologie contre la civilisation automobile qui a montré son vrai visage.

Les limitations de vitesse à 30 km/h et la piétonisation en centre-ville ont, par exemple, favorisé une gentrification qui chasse les classes ouvrières et moyennes en les poussant dans un péri-urbain de plus en plus lointain et mal organisé. Le projet de limitation de vitesse à 80 km/h instaure une nouvelle norme, au prétexte de la sempiternelle sécurité dont le champ s'étend désormais de l'anti-terrorisme à la vie scolaire. L'État l'impose de façon autoritaire, unilatérale et ubiquiste (comme si rouler était un acte ontologique hors situation spécifique, hors lieu précis, sans adaptation, donc sans pensée autonome et responsable de la part du conducteur-e).

Soulignons, en outre, que cette mesure apparemment bénigne opère indistinctement sur le mode de la culpabilisation (tout-e conducteur-e serait irresponsable et un assassin en puissance), tout en prétendant lutter contre les accidents, globalisés dans un fourre-tout dont on ignore les conditions sociologiques et géographiques (qui, où, quand ?). Un membre d'un groupe d'études sur les accidents routiers se plaignait d'ailleurs que le Ministère lui refuse de communiquer les chiffres précis depuis l'instauration de la nouvelle mesure (Sud-Radio, émission matinale du 15 décembre).

La destruction des radars, générale-

ment tue par les médias dominants, véritables pompes à fric touchant en définitive les plus pauvres désormais traqués par le fichage généralisé, n'est pas l'expression d'un incivisme irresponsable, mais d'une révolte contre l'autorité de l'État. Quant à la revendication pour le « développement des transports publics », on voit ce qu'elle est : une ritournelle qui tourne bien souvent à vide et qui résoudra difficilement la géographie du péri-urbain. Les anarchistes auraient tort de se désintéresser de la question car la liberté de circuler fait bien partie des principes de l'anarchisme.

La fin du mois avant la fin du monde

La vision écolo-bobo, bien-pensante, culpabilisante et hypocrite (car ses partisans circulent bien en voiture, le gentil héraut Hulot possède même un parc automobile conséquent...), en a pris un sacré coup, résumé par la juste formule « la fin du mois avant la fin du monde ».

En outre, puisque le MGJ a affirmé tout autant ses préoccupations environnementales, l'opération visant à son dénigrement et à sa délégitimation, menée à la fois par la bien-pensance socialo-écolo et par l'État, lequel, sur fond de COP 24, continue de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, a fait un flop. Ce carton contre l'idéologie écolo-étatiste, pas assez saluée, et pour cause, constitue également un grand pas en avant, nécessaire quoique non suffisant.

Corollaire de ce constat est l'utilisation des nouveaux systèmes de communication. Les fameux « réseaux sociaux », d'outils de divertissement (au sens strict) et de domestication des masses, deviennent des pièces pour la mobilisation d'une main d'œuvre militante. Et avec quelle efficacité !

On ne fantasmera toutefois pas sur les vertus d'une nouvelle horizontalité politique via le Net qui transcende momentanément la fracture numérique.

On ne se plaindra pas, en revanche, de la défaite d'un discours anti-technologique primaire, bien souvent religieux ou d'obédience religieuse, qui, en cassant le thermomètre, pensait résoudre la température collective.

Le grand retour de la question sociale

Le MGJ signale donc le grand retour de la question sociale.

Pas seulement par le petit bout, légitime, de l'injustice fiscale, mais par le grand bout de la revendication des conditions économiques, de la critique de la classe politique et du système représentatif, par l'affirmation d'une dignité de classe face à l'arrogance, la prétention et la hargne de la caste dirigeante incarnée par l'ex-banquier Macron.

Cette question sociale gomme toutes les tentatives de division du peuple, qu'elle vienne des dirigeants ou des militants de gauche centrés sur la parcellisation des thématiques (ethnie, genre, alimentation, culture, mode de vie), parcellisation que le slogan de « convergence des luttes » n'arrive pas à résoudre, et pour cause : quand on pense la division dès le départ, elle se retrouve à l'arrivée. Or le MGJ ne nie pas les diversités, il cherche à les dépasser. La question identitaire posée dans des termes purement culturels ou de minorité sort de l'arène. Le peuple est majoritaire. Le retour du collectif, du fonctionner ensemble, de la solidarité concrète et non pas rhétorique, en est la plus belle preuve.

De ce retour du social, une grande partie de la gauche n'a rien compris. La plupart de ses intellectuels ont considéré ça de haut, ajoutant à l'arrogance des classes dirigeantes la pseudo admiration condescendante pour la France made in Johnny Hallyday. Quant aux dirigeants syndicaux, ils ont montré leur vrai visage : conserver leur position au sein du système, se poser comme des interlocuteurs responsables-et-représentatifs, négocier sur le

dos du peuple, ne rien faire de sérieux pour changer le monde. On comprend qu'ils aient été déstabilisés par un mouvement imprévu, spontané, anarchique, parti de la base.

La revanche des classes moyennes précarisées

Et quelle base ! Non pas la traditionnelle classe ouvrière industrielle, mais un néo-prolétariat composé de travailleurs précaires dans les services comme dans l'industrie, une classe moyenne endettée et appauvrie.

Il y a là un double enjeu. D'une part intellectuel, car le marxisme et tous ses succédanés ont postulé, depuis le Manifeste communiste de 1848, une distinction sociale, et donc politique, tranchée entre bourgeoisie et le prolétariat. Mais arrivent le fordisme et les Trente Glorieuses redistributives que le schéma dichotomique traditionnel refuse de prendre réellement en compte. Or, malgré la réalité, ce schéma reste, peu ou prou, la grille de lecture intellectuelle et politique de la gauche, voire de certains milieux anarchistes, quitte à n'y rien comprendre, à passer à côté.

L'enjeu politique, d'autre part, est crucial. Car il existe historiquement un mouvement qui a pu s'imposer grâce à la classe moyenne : le fascisme. À l'époque actuelle d'un post-fascisme qui se développe sur fond de décomposition de la gauche traditionnelle, il importe donc d'être particulièrement attentif à ce qu'il se passe, et à ne pas se tromper d'objectifs.

N'oublions pas que, historiquement, le mussolinisme et le nazisme ne sont pas allés jusqu'au bout de leurs tendances insurrectionnelles. La Marche sur Rome a surtout été une mascarade, Mussolini est arrivé au pouvoir légalement, ainsi que Hitler, et par les urnes. La brusque apparition de la revendication en faveur du RIC (référendum d'initiative citoyenne) peut ainsi être interprétée comme une tentative, lancée par le RN, pour sortir le MGJ de



la tentation insurrectionnelle.

En dédaignant le MGJ, en n'évoquant jamais, même pas à titre de récupération, l'idée de grève générale, les bureaucraties syndicales viennent de signer leur arrêt de mort. Elles vont végéter, tandis que leurs secteurs les plus conservateurs seront courtisés par le pouvoir. Mais comme la nature sociale et politique a horreur du vide, gare à

ce qui va s'instaurer. Le MGJ va-t-il s'embarquer vers une aventure politique, une impasse en réalité, comme les Indignés ibériques, les Cinque Stelle italiens ou le Syriza grec ?

Une critique radicale du système représentatif

Traduction d'une abstention électorale rampante puis éclatante, le MGJ

affirme cependant une nouveauté radicale et prometteuse : le refus de la délégation politique. Ce refus viscéral se situe à la fois à l'intérieur du mouvement (les représentants plus ou moins auto-proclamés ont été rejetés, les porte-parole restent modestes...), et à l'extérieur (critique absolue des politiciens, méfiance intégrale). Il exprime des années de déception et d'humiliation provoquées par la tromperie de la classe politique (les beaux discours, le double jeu, les privilèges).

Il s'agit probablement du caractère le plus emblématique du MGJ. Car, après l'acte 2, face à la pression politique, médiatique et institutionnelle, qui réclamait, et réclame encore, de façon obsessionnelle, hébétée ou hystérique, dans les arènes politiques comme sur les plateaux télévisés, des chefs ou des représentants du MGJ sur l'air des champions, le mouvement aurait pu craquer. Or il ne l'a pas fait. Il a montré sa force, et la profondeur de sa conviction sur ce plan. Cette affirmation, qui fait peur au pouvoir, est le plus grand pas en avant, nécessaire quoique non suffisant.

Comme d'habitude à propos de tout mouvement fort, la réaction politique et médiatique s'est portée sur la violence, mais sortie de tout contexte social ou politique. Elle masque bien entendu la violence légitime de l'État, elle édulcore la répression brutale, de plus en plus féroce, à la mesure du sadisme individuel de Macron, elle occulte l'intervention violente des forces armées françaises là où il faut défendre l'uranium ou le pétrole. Mais les journalistes et les politiciens qui ont beau agité l'épouvantail des casseurs ont constaté, à leur grand désappointement, que la recette ne marchait plus.

Du coup, ils en remettent une couche quitte à instrumentaliser n'importe quel passage à l'acte. Ils se sont comportés symétriquement comme Daesh dans leur façon de traiter l'acte du 17 décembre 2018 à Strasbourg (là encore, on prévoyait malheureusement

que son auteur allait se faire flinguer pour éviter qu'il passe en justice et qu'on comprenne pourquoi il en était arrivé là).

L'autre « ZAD partout »

Enfin, l'histoire du MGJ montre une nouvelle géographie sociale. Contrairement à une nouvelle vulgate qui tente d'opposer les métropoles à des « territoires » (sous-entendu « ruraux »), eux-mêmes regroupés sous un vocabulaire qui fleure bon la novlangue technocratique, le MGJ est également parti de certaines banlieues parisiennes. Il touche pratiquement tout le pays, en profondeur. Les caméras parisiennes braquées sur la place de l'Opéra dans la capitale le samedi 15 décembre ont cherché à occulter ce qui se passait en province, mais les nombreux rassemblements, parfois importants, ou les opérations de péage gratuit étaient bien là.

Des alternatifs voulaient des ZAD partout, selon un mot d'ordre difficile sinon impossible à appliquer car il fallait un espace présupposant la lutte et un emménagement de militants mobiles. Le MGJ a franchi un pas en créant ses propres ZAD. Il l'a fait non pas dans un bocage, mais sur les espaces symboliques de la nouvelle urbanité et de la vie sociale, à côté de là où habitent ses militants. « La représentation et le vote ne sont plus d'actualité, on fait de la politique directement avec son corps en occupant l'espace » (Jérôme P., 14 décembre 2018).

Le rond-point, qui incarne l'entrée ou la sortie de ville, devenu un passage obligé, est désormais subverti. Son occupation bloque les flux pour une insurrection qui n'est toutefois pas sûre de venir. Il débouche bien souvent sur les espaces gris des supermarchés, temples désormais discrédités de la supposée « société de consommation ». La station de péage autoroutier, symbole du racket public-privé, est occupée ou même carrément incendiée.

Sur tous ces lieux de « socialisation-

politisante » se sont bâties, comme dans les ZAD « historiques », des cabanes, des barricades, là se sont tenues des soupes collectives, des assemblées, non pas lointaines dans les bois, mais à proximité de toutes et de tous.

Alors que les bureaucraties syndicales faisaient passer les travailleurs sur un parcours plan-plan — de Nation à Bastille dans la capitale, le rendez-vous devant la Bourse du Travail dans les villes de province — le MGJ a mis la main symbolique sur les Champs-Élysées, parcours que les héros footballeurs avaient descendu en quatrième vitesse devant des supporters médusés après la Coupe du Monde. Le coup de main fut également pratique dans cette artère du luxe et de la finance, où quelques jaguars ont été brûlés et des vitrines de banque cassées.

Le purisme idéologique est le poison qui nous tuera

Il ne s'agit pas d'iréniser le MGJ. Le drapeau tricolore signe une unité ambiguë que n'aurait pas le drapeau noir. Le premier couplet de La Marseillaise, souvent entonnée, plutôt au cours des premiers actes d'ailleurs, peut revêtir des accents officiels, convenus, mais aussi insurrectionnels (« aux armes, citoyens ! »), au-delà du chant formel des supporters de football (encore !).

Il n'existe pas non plus de mouvement social chimiquement pur, politiquement conforme à n'importe quel idéal, jamais, nulle part. Mais le MGJ va beaucoup plus loin et beaucoup plus fort que le mouvement des Indignés, des Nuit debout ou des ZAD. Souligner qu'une telle innovation se passe en France ne revient pas à faire preuve de chauvinisme, mais à constater que les tréfonds bougent toujours d'un pays qui a fait une révolution contre les rois, qui a posé la Commune et qui a pensé la grève générale insurrectionnelle. Justement, soyons vigilants car c'est lui aussi qui a permis Napoléon, Boulanger, Pétain et De Gaulle.

L'appel au RIC, outre le fait qu'il soit probablement impulsé par des militants du RN, voire de la FI, est très ambigu. Au-delà du besoin d'exprimer une mesure à la fois pratique et symbolique, simple et lisible, il comporte un danger, celui de s'en remettre à des ficelles plébiscitaires qui peuvent tout autant profiter au chef ou à la cheftaine qui viendra sur scène, qu'à la démocratie directe. Le pays par excellence de la votation — la Confédération helvétique — ne passe d'ailleurs pas pour une réalisation du socialisme libertaire. Toute démocratie directe devient un jeu de dupe si l'égalité socio-économique n'est pas assurée, celle qui permet seule et vraiment de maîtriser son temps, sa décision, son mandatement et sa souveraineté.

De la même façon que le ministre Nicolas Hulot avait raison lorsqu'il affirma, lors de la répression finale contre la ZAD de Notre-Dame des Landes, « ne confondons pas écologie et anarchie » (19 avril 2018), le Premier ministre Édouard Philippe visa juste en déclarant, après l'acte 1 des GJ, que « la France, ce n'est pas l'anarchie » (18 novembre 2018). Bien sûr, ces deux politiciens entendaient discréditer ainsi les mouvements concernés, mais ceux-ci ont, au-delà de toute récupération, une part indéniable d'anarchie.

Reste que d'anarchique celui des gilets jaunes devienne anarchiste, c'est-à-dire qu'il s'approprie les principes, l'expérience et les objectifs de l'anarchisme, social et organisé, et que, d'une occupation des ronds-points, il passe à l'occupation des mairies pour bâtir le fédéralisme municipaliste de base.

Philippe Pelletier,  
17 décembre 2018.

# Progrès et régrès

*Ce texte a été inspiré par le compte-rendu de 7 heures de manifestation sauvage et libre à Limoges le 8 décembre, paru sur le site La Bogue\*, qui s'inscrit dans le mouvement anti-autoritaire local. Des participants à la « journée mondiale du climat » s'y sont mêlés à des Gilets Jaunes et à des usagers venus sauvegarder une ligne régionale. L'évolution des transports, mais aussi des moyens de vivre ensemble, comporte des progrès, mais aussi des régrès, ainsi que l'expliquait Élisée Reclus.*

## A pied

François Béranger dans "Tranches de vie" chantait : "Je suis né dans un petit village qui a un nom pas du tout commun, c'est le village de Saint-Martin...". Le mien c'est Léon le Franc, 12 petites fermes en polyculture-élevage dans la Creuse. Avant ma naissance, mon arrière grand-mère allait à pied au marché à Aubusson (8 km à travers bois) vendre lait, œufs et fromages, tandis que mon père allait à pied à l'école

du bourg (4 km à travers bois), bûche sous le bras pour le poêle de sa classe primaire.

## En âne

Enfant, c'était super : j'accompagnais ma grand-mère au marché dans une carriole tirée par une ânesse ravie de recevoir caresses et carottes des amateurs de produits de la ferme. C'était très vivant, beaucoup d'échanges, générations mêlées. Les paysans étaient contents de

faire déguster la qualité aux acheteurs, sans passer par un label bio défini par l'État comme aujourd'hui.

## Avec Paulette...

Plus tard j'ai hérité d'une bicyclette. Le facteur, parcourait aussi les villages en vélo. Très content de son métier, partout bien accueilli, il en profitait pour s'entraîner en vue des courses cyclistes du coin. Encouragé à le rejoindre, j'ai eu l'occasion de participer à un



critérium dans lequel figurait Poulidor, encore inconnu, qui nous a gentiment mis un tour dans la vue : les parcours très vallonnés de la Creuse expliquent ses qualités de grimpeur.

En train et car

Parti en région parisienne, je retournais régulièrement dans mon village par le train, pour participer aux foins, moissons et batteuses. La mécanisation ayant encore peu touché les campagnes, cela nécessitait un travail collectif (une quarantaine de personnes pour la batteuse). Dans les champs étaient associés humains, nature et animaux, mais aussi humains entre eux, pratiquant l'entraide, d'autant qu'il existait des « communaux » à la disposition de tous.

Bien que située au centre de la France, la Creuse était considérée par l'État comme une zone « périphérique » : loin des premiers de cordée, les paysans étaient mal vus par les dominants depuis leur participation à la Commune de Paris : les "maçons de la Creuse" montés à pied dans la capitale, y résidaient une partie de l'année, travaillant dans le bâtiment. Cet isolement géographique expliquait que, pour revenir au pays, il fallait changer de train en attendant 4 heures la « correspondance », puis prendre un car à Aubusson. Mais je le vivais comme un voyage agréable ne se réduisant pas, comme aujourd'hui, à aller de plus en plus vite du départ à l'arrivée, effaçant rencontres, échanges, paysages changeants, imprévus.

Puis en voiture

Qu'en est-il aujourd'hui ? Aucun train de voyageurs ne circule en Creuse, un seul éleveur reste au village, sur le marché d'Aubusson quelques agriculteurs, survivent de quelques foires annuelles où se croisent les derniers paysans et animaux. Cependant, des couples revenus vivre au pays, des néo-ruraux quittant les villes, s'installent en retapant une ferme bon marché. Ils redonnent vie à ces petits villages dont la démographie était déclinante. L'État considère ces bouseux, ces tout derniers de



cordée, comme incapables de traverser la rue du village pour se faire exploiter. De toute façon, GM&S, dernière « grosse » entreprise (270 salariés), est en voie de fermeture : même les exploitants quittent la Creuse, préférant faire des profits dans des banlieues déshéritées, voire en Afrique ou en Asie.

Maintenant : Gilet Jaune et colère noire !

Dans des zones rurales ou semi-rurales, dans lesquelles tous les services publics ont disparu, où il faut prendre la voiture, parfois sur plusieurs dizaines de kilomètres, pour faire ses courses, amener les enfants à l'école, faire les démarches administratives, la notion de "progrès" est à relativiser.

Le mouvement des Gilets Jaunes y a quelquefois aménagé un lieu permanent, pour y recréer du lien, échanger sur leur colère noire et sur la société qui l'a instillée à petit feu dans leur corps et leur esprit. Il est intéressant de constater qu'ils y ont parfois choisi un

mode de fonctionnement qui est celui que les anarchistes proposent (AG, mandats, démocratie directe, absence de « chef » ou de porte-parole officiel). Bien sûr, ce mouvement est très diversifié : dans les manifestations, dans les zones urbaines, les manœuvres, venant particulièrement de l'extrême-droite, sont facilitées. Mais quand il s'agit de rester sur place 24 H sur 24, des chômeurs, des précaires en forment le noyau et, dans cette vie collective et solidaire, certains redonnent un sens à leur propre vie.

C'est peut-être ça le progrès ?

Serge, groupe Gaston Leval

\* <https://labogue.info/spip.php?article325>

# Bernard, sur les ronds-points du Lot-Aveyron

*Quand certains se contentent d'analyser en surplomb – de l'extérieur – un mouvement auquel ils ne participent pas, d'autres militants anarchistes ont, si l'on peut dire, mouillé le maillot, allant sur les rond-points pour participer aux actions et partager la vie militante des gilets jaunes. On constate que c'est le moyen de politiser un mouvement qui se proclame a-politique, de proposer des mots d'ordre, des actions et des modes d'organisation. Bernard, liaison de la fédération anarchiste pour le Lot Aveyron est l'un de ceux-là. Il nous livre son témoignage.*

Samedi 17 novembre

Je me suis rendu sans a priori sur le premier barrage filtrant le 17 novembre 2018 ; cette révolte me paraissait saine face aux difficultés des petites retraites et des salaires de misère.

Je portais un tee-shirt avec un signe anarchiste avec le texte Ni dieu ni maître, et le gilet jaune ouvert. Nous étions entre 100 et 200 sur 3 rond-points sur Capdenac (Aveyron) et 4 rond-points sur Figeac (Lot) qui se situe à 4 km.

Parmi cette foule j'ai rencontré de nombreuses personnes que je connais puisque je suis impliqué dans une association concernant la rénovation d'une avenue très dangereuse pour les habitants, où je me suis investi en donnant la parole à tous les habitants afin qu'ils rédigent leurs besoins en terme de sécurité pour leurs enfants, pour leur famille, les voitures roulant à 80 km/h. J'ai croisé aussi des salariés de l'entreprise où j'ai travaillé avant la retraite.

« Sur le premier blocage du 17 nov »

Sur ce premier blocage du 17 nov, le public était très varié, retraités en grand nombres, des salariés avec des salaires de misère, des jeunes, des motards qui faisaient la tournée des ronds-points... c'était un peu la fête.

En fin d'après-midi un groupe de jeunes, 18/25 ans, qui avaient bu de la bière une partie de l'après-midi se sont un peu échauffés avec des conducteurs de voiture de standing qui voulaient forcer le barrage filtrant. Certains automobilistes attendaient jusqu'à une heure. Comme je suis aussi militant pour le mouvement « nous voulons des coquelicots » de Nicolino journaliste à Charlie Hebdo, je distribuais des appels à signature, et certains gilets jaunes ont commencé à me chercher des poux dans la tête, je les ai envoyés balader, car ils me tenaient un discours « nous sommes apolitiques... », je leur ai dit que leur seule présence sur le blocage était déjà politique.

Samedi 24 novembre

Le samedi 24 nov tout ce beau monde avait disparu, et pourtant j'avais passé une bonne partie de la journée à dire qu'il fallait que l'on s'organise et que l'on face une réunion dans la semaine. Pas de réponse. Je me suis rendu sur les barrages autour de Figeac et j'ai noué des contacts avec un libertaire. L'ambiance était très conviviale et j'ai pris conscience que l'information passait par les pages Facebook de certains gilets jaunes.

Depuis le 17 nov je vais régulièrement sur tout les ronds-points de barrage filtrant, passer quelques heures avec eux, puisque sur Capdenac tout a disparu dès le lundi 19 nov.

Samedi 1er décembre

Rien non plus le 1er décembre à Capdenac. Une première réunion à eu lieu les 22 novembre ou 27 novembre pour tous les groupes des ronds-points, je n'étais pas présent. La réunion s'est mal passée car chacun avait des points de vue différents sur la structuration du mouvement.

Le groupe de Figeac s'est organisé avec les blogs des pages Facebook (Colère 46 Figeac, Gilet jaunes en (Dé) Marche, Action citoyenne Figeacoise) et une réunion à été programmée, à laquelle je me suis rendu, nous avons réalisé des cahiers de doléances par situation professionnelle : retraités, salariés, artisans, profession libérales, étudiants, chômeurs. Cahier que j'ai envoyé sur les listes de la Fédération anarchiste. Ces cahiers de doléances ont été remis à la députée du Lot Madame Tégnia.

Samedi 8 décembre

Le samedi 8 décembre nous avons organisé à nouveau un blocage filtrant sur le rond-point de Capdenac – nous étions 50 personnes – qui s'est bien passé et sur trois autres ronds-points autour de Figeac.

Samedi 15 décembre

Pour le 15 décembre nous organisons à nouveau un barrage filtrant, considérant, contre le comique psycho-rigide de l'Élysée, que nous ne voulons pas des miettes, mais une juste répartition des richesses de ce pays, pour vivre dignement.

« un délégué par rond point occupé ; quatre blogs »

La plupart des personnes qui occupent ces ronds point, n'avaient jamais manifesté, mais quelques-uns dont je fais parti sont des militant aguerris aux révoltes populaires. Nous avons élu un délégué par rond point occupé et donc un bureau qui organise réunion et projet d'action une fois par semaine. Nous avons quatre blogs où nous pouvons proposer des textes, des vidéos, des propositions d'actions. J'ai récupéré sur le site du Monde Libertaire en ligne le texte de Michel Onfray qui a été fort apprécié et le texte du groupe de rock de Lyon.

Comme je le disais dans un courriel envoyé à la FA, je suis une liaison Lot Aveyron, assez isolé, et sur le Grand Figeac la mouvance Libertaire est très éclatée, mais à l'occasion de ce mouvement j'ai pu prendre de nombreux contact avec des libertaires jeunes et fortement impliqués, donc cela est très positif pour moi.

Post-scriptum : ci-dessous un texte publié sur les pages Facebook des gilets jaune de FIGEAC LOT pour qu'il n'y est pas d'ambiguïté sur mon engagement à coté des Gilets Jaunes.

« Je me suis impliqué dans le mouvement des gilets jaune pour la justice sociale et la rénovation de la démocratie

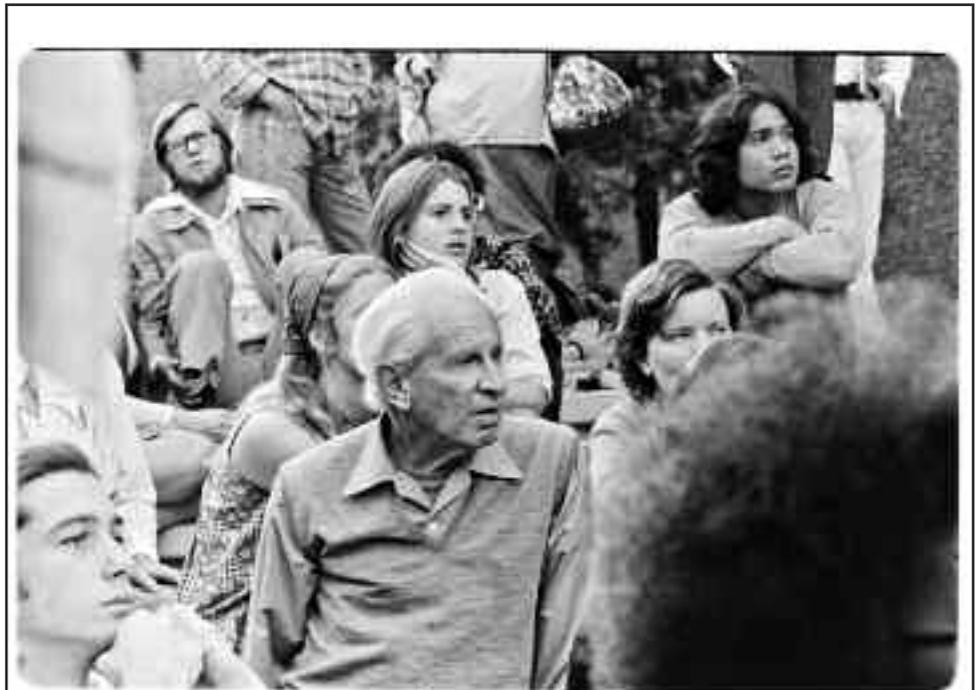
accaparée par une caste de voleurs, mais il y a dans le mouvement quelque chose qui me dérange, c'est les gilets jaunes chantant à tue-tête la Marseillaise, un chant patriotique qui avait une justification en 1792 face à l'envahissement de la France par toutes les royautés d'Europe pour remettre la royauté en place.

Vous savez que les Résistants ne chantaient pas la Marseillaise, mais le Chant des Partisans; Je demande aux chanteurs de la Marseillaise d'étudier le texte avant de bêler comme des cons. Depuis 1830 La France colonialiste a tué des millions d'Africains en chantant ce chant guerrier afin de s'accaparer leur richesse et leurs territoires fertiles et faire fructifier la richesse des 200 familles les plus riches de France.

J'ai eu honte à Capdenac Aveyron, le jour où tout le monde se disait Charlie

en 2015, de voir le Maire de Capdenac faire chanter la Marseillaise, et je suis parti aussitôt, sachant que CABU et TIGNUS et tous les journalistes de Charlie étaient anti-militariste. De plus le drapeau Français m'insupporte ! Pourquoi ? Mes arrière grand parent ont été arrêtés par la police Française en 1942 et livrés aux SS avec ce drapeau Français. On ne les a jamais revus. Je suis avant tout un humaniste, certes de culture Français mais je méprise le Nationalisme et les religions, responsables de toutes les guerres. La connerie et le fascisme est internationale, mais j'aime les êtres humains, peu importe leur nationalité pourvu qu'ils aient comme valeur la tolérance, la Liberté, l'entraide, le partage et la lutte contre le capitalisme et les oligarchies.

—Bernard Bruley - Liaison de la F.A. pour le Lot-Aveyron



**Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves.**

**Herbert Marcuse**

# Les fleurs jaunes des ronds-points

*Colchiques dans les prés c'est la fin de l'été.*

*Chant populaire*

Depuis des années il est de bon ton de déplorer la floraison ininterrompue des ronds-points tout au long des belles routes départementales toutes droites, appelant à la vitesse. Les mauvaises langues arguant que chaque maire nouvellement élu y allait d'un nouvel aménagement d'une intersection. Les GPS embarqués sur la plupart des voitures serinant à leur conducteur « prenez la troisième sortie » et ce dernier de les compter, un, deux, trois ! Aujourd'hui, en cet automne 2018 nous ne les voyons plus comme cela.

Le 7 mai 2015 un décret paraît au Journal officiel obligeant tout conducteur d'un véhicule à moteur à posséder un gilet de haute visibilité et à le porter lorsqu'il descend de son véhicule à la suite d'un arrêt d'urgence, afin d'améliorer sa visibilité. Ce gilet pourrait être d'une autre couleur (orange par exemple), mais dans les faits, la plupart des équipements vendus dans les commerces sont jaune fluo. Ce qui se passe aujourd'hui est l'exact application des dispositions réglementaires, ralentir la circulation et être visible. Ce qui devrait satisfaire tout le monde, mais ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Mais que ce passe-t-il !

Révolte ou révolution ?

Tout chacun se rappelle avoir entendu répéter, seriner, cette réponse du duc de La Rochefoucauld, au roi Louis XVI qui se demandait : « Est-ce une émeute ? - Non, sire, c'est une révolu-

tion ». Est-ce le cas aujourd'hui ? J'aurais tendance à faire une réponse de Normand « Ptêt ben qu'oui, ptêt ben qu'non ». Les milieux révolutionnaires, y compris libertaires, vont radotant « une étincelle peut mettre le feu à la plaine ». Dans le cas qui nous occupe, cette étincelle n'a été vue par aucun d'entre eux. Cela oblige à reconsidérer cet objet de tous nos désirs, la révolution. Parce que ce qui se passe partout en France, dans ce pays jaune de peur et de rire est un démenti, une mise en abîme, une remise en place de ce dont nous avons rêvé. Nous rêvions d'une grande révolution, d'un corps uni, compact qui foncerait sur nos oppresseurs et qui remettrait tout debout, en ordre. Enfin ! Tout occupés à nos projets futurs nous avons tout simplement oublié comment se passèrent les révolutions du passé. D'abord elles n'ont pas prévenu.

1917. Février le 21, Saint Pétersbourg. « C'est un mardi. J'étais assis dans mon bureau à l'Office du Turkestan. Derrière la cloison, deux jeunes dactylos s'entretenaient des difficultés de ravitaillement, des incidents qui se produisaient devant les magasins, de l'agitation des femmes, de la tentative de pillage de je ne sais quel dépôt : « Vous savez, déclara brusquement l'une de ces demoiselles, à mon avis c'est le commencement de la révolution. » Ces jeunes filles ignoraient ce qu'est une révolution, et je ne les crus pas ». C'est un militant socialiste-révolutionnaire

aguerri qui parle. Il a pour nom Nicolas Soukhanov. Personne ne sait ce qu'il est devenu, fondateur du Soviet de Pétrograd, il a probablement disparu dans les purges.

Commencées sans avertir les révolutions ont continué dans la plus grande des dispersions, avec divisions et oppositions insurmontables, avant de sombrer dans la répression la plus terrible. Elles ont laissés derrière elle les mythes de prolétaires des usines montant à l'assaut du ciel. Qu'en est-il aujourd'hui ?

A ce propos, Eric Vilain écrira par ailleurs : L'attitude du mouvement libertaire à l'égard du mouvement des gilets jaunes a été au départ marquée par une réelle méfiance. Les militants qui se sont exprimés mettaient l'accent sur le fait que ce n'était pas un mouvement "de classe" mais hétérogène, ce en quoi ils ont parfaitement raison. Ils oublient juste de se demander où il y a homogénéité ? Le monde dans lequel nous tous vivons est soumis à un mode de production qui fonctionne sur la destruction du lien social. L'individualisation forcenée des gens est le fondement, la condition du bon fonctionnement de notre société. Le collectif n'a plus cours. Donc chacune et chacun se construit son petit continuum existentiel qui lui permet de continuer à vivre malgré tout. Ce qui se passe en ce moment est-ce un de ces accès de fièvre hexagonale dont l'historien Michel Winock a fait la recension dans un livre éponyme. Il est peut-être un peu tôt pour le dire, mais cela y ressemble. En tous les cas ce qui se joue ces dernières semaines rassemble tout à la fois ce qui relève du vieux monde et ce qui pourrait advenir autant que le rapport de force le permette.

### Le vieux monde

Un compagnon après avoir rejoint un groupe de Gilets jaunes en est revenu, tant soit peu incertain, « C'est clair », dit-il, « on n'a pas les mêmes codes ». Eh oui, le réseau social Facebook est le moyen de diffusion, d'organisation de ce qui se passe sous nos yeux. Ce qui pose la question de l'appartenance à cette sphère. Moi-même, depuis longtemps agissant dans le monde du web, je m'y suis sentis toujours étranger, ayant un regard pour le moins dédaigneux à son égard. J'y ai quand même un compte. Mais je n'en comprends pas les codes ni le fonctionnement. Et au fond cela m'intéresse peu. J'ai tort. Je le sais. J'ai par ailleurs fait référence à ces liens facebookiens qui ont rendu les printemps arabes si florissants. Je ne pensais pas que la même chose arriverait en France. Je ne suis sans aucun doute pas le seul. Une culture propre, que d'autre appelleront une sous-culture, s'est développée autour et à travers ce média. Pour comprendre un peu plus ce qu'il en est, je vais reprendre ce que dit un article de Médiapart : Facebook c'est tactile, on touche, on like, il y a peu de messages écrits, c'est LE réseau des classes populaires. On peut écrire en phonétique, c'est très facile de partager des liens ou des panneaux, et ça, c'est une spécificité populaire. On y fait circuler des ressources – jamais des articles de journaux –, on y parle de sa vie privée. ». Dans le même article des délégués de ceux de Commercy ajoutent : Les réseaux sociaux, c'est un bon support d'organisation, mais ce n'est pas un bon support de dialogue. On ne va pas toujours lire les commentaires des autres, on va donner son avis sans écouter. Tout cela explique les raisons pour lesquelles Facebook est considéré comme un objet étrange par toute une partie de la galaxie intellectuelle et militante. C'est aussi le monde virtuel où circule toute une noria d'informations douteuses qui ont pris le nom exotique de Fakenews. Ces dernières peuvent ainsi surgir dans les rassemblements, sur les carrefours, sous les formes les plus brutes. Antisémitisme, racisme,

complotisme se font jour.

Le vieux monde, celui du spectacle médiatique et politique, se repaît de ce qu'il appelle l'incohérence des Gilets jaunes. Comment se fait-il que ces gens ne soient pas organisés ? Regardez, disent-ils prenant le monde à témoin, ils ne sont même pas capables d'élire des délégués. Et quand l'un d'entre eux vient parler avec le premier ministre, il veut retransmettre en direct, via leur Facebook, la discussion ! Devant le refus de l'interlocuteur officiel il, Oh sacrilège ! sort les mains dans les poches refusant d'en faire plus. Chaque fois que l'une ou l'un d'entre eux passe devant les médias ou les politiques, elle ou il ne parle qu'en son nom propre. Ce désarroi des tenants des pouvoirs devant cette situation qui leur coule entre les mains, Oh monde liquide ! nous oblige à regarder quelque chose de nouveau naître.

### Un monde nouveau ?

Quelle est cette société qui naît sur les ronds-points ? C'est là qu'il faut s'arrêter. C'est ce qu'il faut regarder. Comme dans le temps ancien où les groupes humains bougeaient sans fin, le feu était le signe du lieu. Aujourd'hui à ces croisements surgissent des braseros parce qu'il fait froid. Puis cela sert à réchauffer un peu de café puis un abri est construit. Celles et ceux qui sont là, leur gilet sur le dos s'organisent. Jaunes, ils se reconnaissent sans plus de façons. Le partage a lieu, partage de la parole, décision de l'action, organisation de l'abri. Sortis de leur tête à tête avec leurs écrans ils vivent. Enfin ! La rage peut alors surgir. Celle des lendemains difficiles et des aujourd'hui qui ne le sont pas moins. La parole suit. Celles des femmes aussi et particulièrement. Tout occupés à critiquer le manque de capacité organisationnelle, les pouvoirs ne semblent pas s'apercevoir que dans ces endroits une égalité de genre semble émerger, et ceci dans la lutte. Sous chaque abri se forme ce qui ressemble le plus à une communauté, d'origine, de ressentiment, de rage, de lutte. Ce type d'organisation ne ferait-il pas penser aux mythiques conseils ? Le rejet total du monde poli-

tique des partis en est une des bases. L'absence des syndicats signifie tout à la fois le rejet de ceux qui ont ou semblent avoir un travail stable mais aussi et surtout la prise en compte des défaites de ces organisations et de leur stratégie de canot de sauvetage. La décomposition du monde ouvrier en lutte est visible à travers les chants et les oriflammes. Il n'y a plus de drapeaux rouges. Il n'y a plus d'Internationales poussées à tue-tête. Avec la réapparition des cahiers de doléance, le retour au drapeau tricolore et à la Marseillaise signe comme un retour à la Grande Révolution. Ce n'est pourtant en aucune façon un retour en arrière. L'utilisation des smartphones en est l'illustration. Mais les carrefours ont aussi compris que seule l'organisation horizontale paie. Il n'y pas de place pour la délégation. Chacune ou chacun ne dispose que de son propre mandat. Ainsi les carrefours échappent aux pouvoirs. Est-ce vivable ? Difficile à dire. Mais tout est déjà une surprise. Les carrefours et leur abri de bonne fortune sont les refuges, les bases de repli, les fuoco, d'où les offensives peuvent se penser, s'organiser, partir à l'assaut du vieux monde. De là on peut partir vers le château et ainsi effrayer les « démocrates » pour qui cet endroit-là symbolise la République. Le vieux slogan « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux ! » reprend de son actualité.

### Et la lutte ?

Un mot revient régulièrement sur les lèvres d'un certain ombre de Gilets jaunes. « Nous sommes pacifistes » disent-ils. Ces déclarations n'ont rien à faire avec l'adhésion à un courant de pensée aussi minoritaire qu'ancien dans la gauche française. Il signifie juste que l'affrontement avec les forces dites de l'ordre ne les intéresse pas. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils vont rester tranquilles. Ils savent que leur force vient de leur capacité à bloquer les voies, à ouvrir les péages, le tout avec sourire et gentillesse. Ce faisant ils allient radicalité et souplesse. « Si on est chassé d'un coin » disent-ils « on revient par un autre ». Spontané-



ment, sans grand discours théorique ils ont montré leur force, ont mis de leur côté une grande majorité de la population. Celle-ci leur sert tout à la fois de protection par sa sympathie, par son partage de leur souci et souvent d'aide matérielle. Le ministère de l'intérieur fourni des chiffres à ne pas savoir qu'en faire et qui se révèlent inopérants. Comment compter les occupants quand ils se relaient sans arrêt ? Dans notre région, alsacienne, la Saint Nicolas est l'occasion pour les boulangers de faire des petits bonhommes en brioche. L'un d'eux en a produit avec des gilets jaunes qu'il a apportés à un barrage. Le ministère compte-t-il cet artisan comme un occupant et les Mannele (petits bonhommes) comme des complices ? Donc en très peu de temps le pouvoir s'est retrouvé bien seul en son château. Ces Gilets jaunes font ouvertement des choses illégales. Ils désobéissent. Ils ne se cachent pas. Parfois ils offrent même des bonbons aux automobilistes, qui sont nombreux à afficher leur soutien en klaxonnant. Il arrive même que dans leur abri ils organisent un Marché de Noël où célèbrent un mariage. Ce qui en dit plus long sur le décentrage social en cours

que tout discours théorique.

La question des affrontements Partout s'élève le cri Oh ! les dégâts ! Dans les sphères du pouvoir l'espérance que ce qui s'est passé, d'abord à Paris puis ailleurs en « province », puisse retourner la sympathie pour les gilets jaunes a fait jusqu'à présent long feu. Cela va-t-il changer dans les jours qui viennent ? Cela semble possible. Le spectacle répétitif de ces dégâts diffusés sur les télévisions en est un signe.

Au fur et à mesure que le degré de violence augmente la force de la répression augmente et change de nature. La présence de véhicules blindés sur les Champs-Élysées en est le témoignage. Les lycéens à genoux, en est un autre. Simultanément surgit via la parole d'un gilet jaune le possible appel à un général. Repoussé avec de hauts cris par toute la classe politico-médiatique le ver est dans le fruit.

Les raisons de la violence exercée par les casseurs d'ultra droite sont assez claires. Il s'agit de faire trébucher le régime actuel et ainsi d'ouvrir la voie à un pouvoir fort, militaire pourquoi pas. Celles des groupes dit autonomes, black-blocs ou autres, relèvent d'un autre cheminement. Il faut par l'affrontement direct amener les forces ouvrières et populaire à renverser le régime pour laisser la place à la Révolution. Nous savons bien depuis longtemps comment ce genre de processus s'est terminé. Les gilets jaunes ont choisi spontanément, sans tradition révolutionnaire glorieuse, un autre chemin, celui de la révolution par en bas, ce qu'on appelle en anglais grassroot revolution, en allemand grazwurzel revolution, que l'on pourrait appeler en français la révolution en rhizome, à l'image de ces plantes qui se multiplient en sous-sol. Bien sûr la montée au front est un adjuvant d'héroïsme, viril bien souvent, un message direct d'exaspération, une envie d'en finir tout de suite. Ce ne peut être une fin.

Les revendications, les réponses et après ?

Ce mouvement a débuté avec le refus

de l'augmentation des taxes sur le carburant. Puis rapidement se sont fait jour des revendications visant à augmenter le pouvoir d'achat. Aujourd'hui début décembre, apparaît la volonté de voir être mis en place un système de référendum d'initiative citoyenne. Il s'agirait alors de partager le pouvoir de décider, n'importe quand. Chacun comprendra que cela ne peut qu'être insupportable.

Le 10 décembre, en son château, les mains collées sur son bureau avec à sa droite, deux jolis objets dorés, le maître des horloges a répondu à ces requêtes. La parole présidentielle tant attendue a accouché de petits riens. Pouvait-il en être autrement, Je ne le pense pas. Enfermé dans ses certitudes il est allé au bout de son possible. C'est bien comme cela que ce discours a été perçu par ceux qui l'attendaient en premier et par tous ceux qui de près ou de loin avaient montré sympathie et souvent solidarité à l'égard des porteurs de gilets bon marché. Pourtant les mesures économiques annoncées peuvent satisfaire certains. C'est ce que les premiers sondages semblent annoncer

Et maintenant ? Cela ne peut durer ! Les fêtes de fin d'année vont se passer bon gré mal gré dans la même situation. Il faudra bien revenir à l'ordre des choses après. La fin du mouvement ira de pair avec la disparition des abris des ronds-points. Ces milieux libres sont une atteinte au sacro-saint droit de la propriété. Ils ont été dressé en négation de toute légalité. Il est fort probable que les Gilets jaunes recevront en guise de vœux de bonne année l'ordre de déguerpir. Se laisseront-ils faire ? Cela va dépendre pour une part des prochains samedis de colère, de leur fatigue. Ne restera-t-il qu'un magnifique souvenir d'une lutte commune ? D'un mai 68 des bords de route ?

Pierre Sommermeyer

# Appel des gilets jaunes de Commercy à des assemblées populaires partout

*Nous avons glané le texte ci-dessous pour compléter ce dossier.*

**REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE « REPRÉSENTANTS » RÉGIONAUX !**

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représen-

tants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux ci-font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité.



C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne !

Depuis Commercy, nous appelons

donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité !

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur [giletsjaunescommercy@gmail.com](mailto:giletsjaunescommercy@gmail.com) et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

## Vers un « 5 étoiles » à la française ?

Le mouvement des « Gilets Jaunes » qui agglomère bien des colères et parfois des intérêts antagonistes, est intéressant dans sa capacité à capter les médias et du coup notre attention.

Bien entendu, c'est lié à la violence qui a accompagné celui-ci : que ce soit la violence policière à son encontre aussi bien que les dégradations qui ont été constatées lors de manifestations. Mais on peut noter que ce mouvement est assez spécifique aussi dans son rapport à la mort : alors que dans n'importe quelle autre mouvement la mort d'un militant est un drame, là, deux personnes meurent les premiers jours du mouvement, mais il ne cesse pas, voir ces deux morts sont vues comme

des épiphénomènes. C'est assez nouveau pour être souligné, cette volonté de dire « on ira au bout quoique cela coûte ». Ce qui lui confère un côté révolutionnaire, même si ce mot englobe bien trop de choses pour être encore lisible aujourd'hui clairement.

Oui, c'est bien une révolte d'ampleur qui s'est mise en place, qui a pris les ronds-points et les places publiques. C'est bien une colère contre « la vie trop chère » qui anime celles et ceux qui participent ou soutiennent ce mouvement.

*« je dois avouer que je reste assez perplexe sur ce mouvement »*

Là où l'on peut s'interroger, c'est sur les revendications portées. Elles sont très diverses et hétéroclites. Cela peut aussi bien aller dans un sens social fort (hausse des salaires, contrôle des élus, mise en place d'une indexation des salaires sur l'inflation, plus de démocratie en entreprise, voir parfois un appel à l'autogestion et à la fin du capitalisme) que dans un sens réactionnaire rance et assumé (retour aux frontières, patriotisme, nationalisme, rejet des étrangers, peur des « migrants », refus de payer pour la solidarité internationale et allant même jusqu'à la demande d'un général d'armée à la tête de l'État). On le voit, c'est un grand mélange et pourtant, les participants restent ensemble et manœuvrent ensemble. En voyant



cela, je dois avouer que je reste assez perplexe sur ce mouvement et sur à quoi il peut aboutir. Même si je peux regarder l'État patauger et déraiper avec un petit sourire, je ne sais pas dire ce qu'il adviendrait si une masse de Gilets Jaunes le renversait demain. Même si je suis presque certain que le but, pour eux, n'est pas de renverser l'État.

*« les mêmes alliances improbables entre pauvres, miséreux et petits patrons »*

C'est en discutant avec un ami syndicaliste italien, dans le cadre d'une rencontre intersyndicale européenne, qu'un début d'explication m'a été donné sur ce mouvement. L'habitude française est de croire que personne ne fait comme nous ailleurs dans le monde. Que nous inventerions tout, que nous serions précurseurs sur tout.

Arrogance française, quand tu nous tiens. Et mon camarade m'a donc éclairé sur un point : ce que nous vivons aujourd'hui avec les Gilets Jaunes n'est pas tellement différent de l'émergence du mouvement « 5 étoiles » en Italie.

Si sur la forme, comme il me le soulignait, cela diffère (cultures des pays obligent), sur le fond on retrouve les mêmes alliances improbables entre pauvres, miséreux et petits patrons, entre progressistes et nationalistes, en fait entre intérêts très divergents. Comme me le soulignait mon camarade, la différence en France se fait avant tout sur l'absence de leader (pas de Beppe Grillo ici) et pour l'instant (à l'époque) pas de volonté de monter un parti politique. Et il me disait que donc, pour lui, il fallait être vigilant quand à cela.

J'ai en tête notre conversation quand j'écoute des Gilets Jaunes à la radio, que je les regarde à la télé ou tout simplement que je les rencontre sur un rond-point de la zone industrielle où je travaille. Et je dois dire que ces derniers temps, la différence avec l'Italie semble disparaître. De plus en plus souvent est exprimée l'idée d'aller vers un mouvement sous forme de parti politique (évidemment officiellement pas comme les autres) pour commencer par se présenter aux Européennes. De plus en plus j'entends parler d'alliance avec « des partis qui ont compris les enjeux du terrain » ce qui reste très flou. De « l'apolitisme » du début (en fait l'apartisme) semble émerger une volonté de structuration sous la forme la plus ancienne des régimes républicains : un bon vieux parti politique.

*« je suis toujours dubitatif à voir romantiser... »*

En tant qu'anarchiste, je sais que de participer au système électoral c'est le

renforcer et que monter un parti sera un moyen de se faire bouffer par la machine étatiste à broyer les aspirations. Mais au delà de ça, ce qui m'inquiète, c'est que la base actuelle du mouvement, si demain elle se retrouvait à être un parti, serait exactement sur les mêmes bases que le mouvement « 5 étoiles » en Italie ! Nous aurions les mêmes composantes, les mêmes dérives, les mêmes alliances de la carpe et du lapin. Et c'est là que je me souviens des écrits des syndicalistes transalpins, expliquant en quoi l'alliance de « 5 étoiles » et de la « Ligue » était une horreur absolue pour eux, qu'elle entraînait une régression sans précédent pour leur pays, qu'elle est la porte ouverte au fascisme renouvelé (et nous pouvons le constater aujourd'hui tous les jours).

Alors je sais que bien des compagnons et compagnonnes sont tenté.e.s de participer très activement au mouvement des Gilets Jaunes, plus activement que moi c'est certain. J'espère sincèrement qu'ils et elles sauront soit insuffler un vent de faire autrement, soit éviter l'émergence d'un parti de tout cela. Sans quoi, j'ai bien peur que nous ayons en France assez rapidement une situation très similaire à l'Italie. De la même façon, je suis toujours dubitatif à voir romantiser les luttes qui naissent « pour le pain » comme on dit. L'expérience brésilienne est là pour nous rappeler qu'elles ne mènent pas toujours au mieux non plus. Gardons la tête froide, et le recul nécessaire. Même dans la lutte.

Fab, Graine d'anar – Lyon

# Banquier, démissionne !

L'immunité du petit soldat anonyme aux ordres du libéralisme mondial est celle du petit fonctionnaire à la botte du génocidaire. Il arbore un col blanc comme le khmer rouge un blouson crème, le Hutu un béret vert, le Jeune-Turc un fez rouge... En face de lui, la masse des petits clients détenteurs de cartes de crédit sont aussi faibles et démunis que les Cambodgiens, les Tutsis, les Arméniens...

Cette masse, pieds et poings liés au consumérisme, c'est le peuple.

En lui réglant son compte, le conseiller de clientèle agit comme l'enfant soldat : par peur. Peur de passer de l'autre côté du bureau, de compter parmi les victimes du système pour lequel il agiote et auquel il sert de caution. La religion de ce système c'est l'argent, sa

menace le découvert, son arme le frais bancaire. L'assassinat c'est le travail, le crime de masse la pauvreté. En prêchant le crédit à la consommation, l'emprunt immobilier, le placement boursier, en prescrivant le produit, le service, le contrat, le « conseiller » de clientèle ne préconise de solutions qu'à des problèmes qu'il pose lui-même. Ses clients ne sont pas des humains : ce sont des fichiers, des numéros, classés, hiérarchisés, passés de main en main, déplacés de service en service. Ils remplissent pour lui, un revolving sur la tempe, les objectifs chiffrés que lui fixent ses supérieurs. Car il n'est pas responsable. En appuyant sur le bouton il accorde un prêt sur trente ans, il vend au salarié le droit de se servir de son salaire, il lui rend une partie des frais que la machine lui a indument prélevés, mais ce n'est pas lui qui dé-

cide : il ne fait que suivre les ordres, il exécute. Si ce n'était lui, ce serait son frère ; il y aura toujours quelqu'un. L'un actionne la machine, l'autre l'alimente.

La demande de crédit, l'autorisation de découvert, le contrat d'assurance vie, sont aussi mortels que le gaz, au détail près qu'en rendant possible l'amas de biens matériels, en permettant à chacun de devenir le locataire de sa banque, ils donnent l'illusion de la vie. C'est ce qui fait que la destruction du peuple, perpétrée par l'employé de concert avec les patrons, n'est pas démontrable.

Stéphane Polsky-Hicheri  
Liaison William Morris de la Fédération Anarchiste

## Des gilets jaunes aux drapeaux noirs ?

Il est toujours risqué de commenter un mouvement d'une certaine ampleur lorsqu'on ne dispose que d'un faible recul. Concernant le mouvement dit « des gilets jaunes », comme souvent, deux écueils doivent être évités : en l'occurrence, l'enthousiasme de certains, croyant déceler un mouvement populaire quasiment prérévolutionnaire, la surestimation, pour d'autres, d'une dynamique pilotée par les forces

nauséabondes de l'extrême-droite (on trouve souvent ce qu'on vient chercher !). La nuance et la précaution semblent être de meilleures conseillères. La réalité en effet est qu'il s'agit sans doute d'un « rassemblement » socialement très hétéroclite - « fourretout » (patrons de PME, salariés, chômeurs, précaires, intérimaires, lycéens...), avec toute son ambiguïté, ses dérapages possibles.

Un mouvement spontané hétérogène

Il faut d'abord rappeler d'où part ce mouvement, qui surprend l'ensemble de la société : d'un refus de l'augmentation des taxes sur les carburants, laquelle évidemment ne résoudrait en rien la question écologique. « Stop au racket ». Il s'agit bien d'un refus légitime pour deux raisons. D'abord, parce qu'un nombre grandissant d'hommes et de femmes connaissent de réelles

difficultés pour se nourrir, se chauffer, se rendre au travail, se soigner ou accoucher ; le milieu rural, où se développe un sentiment d'abandon, et les zones périurbaines se trouvant évidemment les plus durement touchées, parce que la mobilité est un facteur primordial de l'accès à l'emploi. Le revenu disponible moyen des ménages a baissé de 440 euros entre 2008 et 2016. La contrainte automobile pèse 20 % du budget des salaires modestes. Avec l'augmentation du chômage et de la précarité, le nombre de demandes de dégrèvements gracieux est passé de 695 000 en 2003 à 1,4 million en 2015. On sait que les taxes affectent nécessairement plus les pauvres, alors que les riches restent les plus gros émetteurs de CO<sub>2</sub>. La quantité de CO<sub>2</sub> induite par la consommation des ménages croît avec le niveau de vie et plus spécifiquement avec la capacité à consommer des loisirs (le yachting et le ski commettent plus de dégâts que la belote !).

Ensuite, parce que l'insolence et l'impunité des riches devient insupportable. Qu'il s'agisse de la suppression de l'impôt sur la fortune, de la succession de scandales (L. Bettencourt, J. Cahuzac...), des montages d'évasion fiscale de multinationales, de dirigeants politiques, de célébrités du sport et du monde du spectacle ou de l'élargissement du « pacte Dutreil », qui autorise les propriétaires d'entreprise à léguer leurs parts, par donations anticipées ou à leur mort, en étant exonérés de la très grande partie, voire de la totalité, des droits de succession.

Or il est vrai que les luttes antifiscales ont joué un rôle important dans l'histoire populaire. Certains comparent ce mouvement aux jacqueries de l'Ancien Régime, c'est-à-dire aux soulèvements du milieu paysan. Avec, pour le « peuple », le sentiment de devoir toujours

payer sans rien obtenir en échange (les seigneurs n'assurant pas plus la protection que les CRS aujourd'hui), la certitude que l'impôt sert à engraisser une caste, et donc l'amertume d'une injustice, d'une dépossession. Sauf qu'aujourd'hui les agriculteurs ne sont plus « paysans », et qu'ils ne représentent plus qu'à peine 4 % de la population active. Une mobilisation donc plutôt spontanée, en dehors des organisations politiques et syndicales (rappelant le mouvement anti-Linky), mais permettant aussi éventuellement au pouvoir en place de discréditer les structures collectives. Lesquelles peuvent d'ailleurs se discréditer elles-mêmes en « dénonçant toutes formes de violence dans l'expression des revendications »... mais pas dans l'exercice du pouvoir ! Et enfin, une mobilisation recourant aux « réseaux sociaux » (ce qui n'en fait pas nécessairement une arme révolutionnaire pour l'avenir).

Au risque de la Colère, des contradictions et la démocratie

A partir d'une telle situation, les contradictions se multiplient nécessairement d'autant que, dans le contexte d'un malaise général, si les plus pauvres sont le plus cruellement touchés, les classes moyennes le sont aussi, d'où la dimension nationale du mouvement. Si certains accès de colère se limitent aux seuls facteurs économiques, aux seules revendications matérielles, à la seule expression d'un ras-le-bol devant la dégradation quotidienne du pouvoir d'achat, des conditions d'existence, d'autres élargissent le « débat » à une exigence de dignité face au mépris – de classe – et aux humiliations subis, à la contestation – même floue – de la mondialisation, voire à un objectif de redistribution des richesses, ou encore à la volonté d'exercer un contrôle sur les décisions politiques et de réinventer des formes de production.

Loin des micros et des caméras, dans de nombreux lieux, un fonctionnement démocratique et convivial s'est instauré : solidarité notamment dans le partage de la nourriture, dialogue, transparence, confiance. Avec, parfois, des pratiques plus spécifiquement libertaires, comme à Commercy, en Meuse : assemblées populaires quotidiennes, décisions collectives d'actions à conduire, évocation de mandats impératifs, révocables et tournants. La spontanéité même du mouvement, interdisant tout filtre, devait fatalement permettre aux « casseurs » de s'inviter, à l'extrême-droite de tenter de manière pitoyable d'occuper un espace politique... comme on occupe temporairement des toilettes ; les « violences extrêmes » fournissant au pouvoir en place à la fois un moyen de diversion et un prétexte à la répression... du péril jaune.

L'évacuation du problème de fond

Malgré la différence abyssale entre la décence globale du mouvement et l'ignominie habituelle du pouvoir, un point commun relie la grande majorité des partisans et des détracteurs du mouvement : l'ignorance, souvent délibérée, du cœur de la question écologique. Derrière le refus – ou non – des taxes sur les carburants, pour beaucoup se dissimule la volonté de ne pas remettre en cause un mode de vie pourtant insoutenable écologiquement, et en l'occurrence un mode de transport. De ne pas remettre en question une conception mortifère de l'espace et du temps structurée autour de l'automobile, des pipelines, des superpétroliers, des autoroutes, des rocades, des stations d'essence et des parkings. Par respect pour les jeunes générations, il faudrait cesser de pratiquer la politique de l'autruche : rares sont ceux qui aujourd'hui n'ont pas conscience que l'ère du pétrole bon marché touche à sa fin ! S'il est légitime d'exiger justice

et dignité, il est dangereux d'identifier émancipation et pouvoir d'achat, il n'est pas tolérable de refuser le questionnement d'un mode de vie qui condamne avec certitude nos descendants à des conditions d'existence probablement épouvantables. On me rétorquera que ce n'est pas le moment. Sauf que ce n'est jamais le moment ! Le mérite de poser des questions essentielles ne doit pas justifier le droit de fournir de mauvaises réponses.

La croissance spectaculaire des Trente glorieuses – qui ne constituera qu'une parenthèse dérisoire dans l'histoire de l'humanité, parce que cette croissance ne reviendra pas – a rendu les sociétés modernes totalement dépendantes des ressources énergétiques fossiles. Si l'on considère la liste des cliquotants passés au rouge, on ne peut qu'être saisi par l'angoisse. La demande continue à croître sous l'effet conjugué de deux facteurs : l'augmentation de la population mondiale et la croissance économique des pays dits émergents. Le pic mondial de la production pétrolière conventionnelle a été atteint entre 2004 et 2008. On aborde donc le déclin inéluctable de cette production. Globalement, nous consommons aujourd'hui quatre barils de pétrole dans le temps où nous en découvrons un. La quantité de producteurs importants de pétrole a baissé de 30 % par rapport à l'an 2000. « Toute baisse de l'offre entraînera une flambée des prix, potentiellement beaucoup plus importante que le prix de 150 dollars le baril observé en 2008 », affirment les experts de l'agence Bloomberg.

Par ailleurs, des chercheurs de l'université de New York soulignent que « depuis 1970 les flambées des cours du pétrole ont toujours précédé des récessions économiques ». C'est d'ailleurs pourquoi le cours du pétrole est main-

tenu artificiellement bas (que l'on se souvienne des émeutes de 2008 quand le prix du baril avait atteint 147 dollars !). Alors qu'elle a longtemps réfuté la notion même de pic pétrolier, l'Agence Internationale de l'Énergie a estimé dans un récent rapport que « la production annuelle de pétrole brut ne dépassera probablement jamais son niveau de 2006 », les nouveaux gisements découverts ne compensant pas l'épuisement des plus gros champs pétroliers. Et, comme si le « sort » s'acharnait sur l'humanité, non seulement le gaz de schiste ne constitue qu'un mirage – l'exploitation n'étant même pas rentable – mais en outre, une réalité terrible se profile, celle des « énergies vertes », c'est-à-dire la réalité tragique des peuples et des milieux sacrifiés au nom du profit... et du confort (lire, entre autres, la brochure Progrès et barbarie – Échanges et mouvement, septembre 2018). Faut-il allonger la liste des alertes ? Plus nous temporisons, plus le choc sera brutal.

#### Vers un changement de civilisation

Un mouvement né d'une conjoncture, d'une actualité précise, semble irrémédiablement voué à l'échec à long terme s'il ne porte pas en germe un minimum de cohérence. Or si, au départ, l'enjeu est trop large, il risque de ne pas mobiliser l'opinion publique : tel est le paradoxe angoissant quant à un projet révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, si le mouvement des gilets jaunes ne mérite absolument pas le dédain, le mépris dont il a été l'objet, il reste que la démission d'un ministre ou la destitution d'un gouvernement, réclamés par plusieurs de ses acteurs, ne résoudraient rien, et que cette lutte trop partielle, malgré quelques relais, ne peut probablement – en l'état actuel de la conscience politique et écologique « majoritaire » et au moment où ce texte est écrit – que s'éteindre sous les stratégies de division et de pourrisse-

ment de la part du pouvoir. On sait que, symétriquement, du côté du pouvoir, un Grenelle de la transition énergétique, des microcrédits pour les plus modestes ou un moratoire sur la hausse des taxes, et autres « gestes d'apaisement », ne sont que pur enfumage. Il faut le marteler : il ne peut y avoir aucune solution viable dans le cadre du capitalisme, et il urge d'en sortir !

Si les puissants peuvent à juste titre s'inquiéter des probables révoltes à répétition dans un avenir proche, celles-ci devront s'organiser rigoureusement, se coordonner autour de valeurs plus clairement assumées pour les renverser. Les chances d'aboutir d'une transformation radicale de la société nécessitent non seulement un combat plus vaste, un projet social global, mais une critique de la civilisation thermo-industrielle dans son ensemble. Reconsidérer le projet social d'émancipation de l'homme (socialisation des moyens de production et de distribution, abolition de toutes les formes de domination et d'exploitation) en intégrant la dimension écologique, c'est-à-dire en prenant en compte la marge de manœuvre – de plus en plus étroite – que nous laisseront les potentialités des écosystèmes. Et aussi peut-être revoir le rapport entre les classes pauvres et les classes moyennes. De plus en plus dépouillées par les ultra-riches pour habiller les classes « laborieuses », ces classes moyennes – nombreuses – pourraient bien devenir dans un avenir relativement proche le nouveau « moteur de l'histoire ».

Jean-Pierre TERTRAIS

# Ils font danser l'anse du panier !

*L'expression « faire danser l'anse du panier » veut dire « faire des bénéfices sur le dos des autres ». Elle colle admirablement bien aux chefs d'entreprises du CAC 40 et à leurs actionnaires. Le magazine Challenge vient de publier pour 2018, le classement des 10 premières fortunes professionnelles. Fortunes réalisées grâce à l'exploitation forcenée des travailleurs et des travailleuses. Voici le montant de la fortune des 10 familles les plus riches de France, une véritable insulte aux créateurs des richesses, les ouvriers et les ouvrières :*

- Bernard Arnault et sa famille (LVMH, produits de luxe), c'est 73,2 milliards d'euros !
- La famille Wertheimer (Chanel, produits de luxe), c'est 40 milliards d'euros !
- Françoise Bettencourt-Meyers et sa famille (l'Oréal, Nestlé), c'est 39,8 milliards d'euros !
- Alex Dumas et sa famille (Hermès), c'est 39,6 milliards d'euros !
- Gérard Mulliez et sa famille (groupe Auchan, distribution), c'est 38 milliards d'euros !
- François Pinault et sa famille (Kerling), c'est 23 milliards d'euros !
- Famille Dassault (aviation), c'est 23,8 milliards d'euros !
- Pierre Castel et sa famille (boissons), c'est 12,5 milliards d'euros !
- Emmanuel Besnier et sa famille (agroalimentaire), c'est 12 milliards d'euros !
- François Perrodo et sa famille (énergie), c'est 8,5 milliards d'euros !

Il s'il on observe le groupe dans son ensemble :

- 650 milliards d'euros ; c'est le montant cumulé, en 2018, des 500

plus grandes fortunes françaises ! Il était de 81 milliards en 1996...

- En dix ans – depuis 2008 – la fortune des 10 premiers nantis du classement a quadruplé
- Celles des 490 suivants a « seulement » doublé...

La France est championne des distributions de dividendes

Les entreprises du CAC 40 ont versé aux actionnaires la modique somme de 46,8 milliards d'euros de dividendes en 2018. Un rapport sur le partage de la richesse au sein des entreprises du CAC 40 publié par Oxfam France (ONG de lutte contre la pauvreté) et le Basic (Bureau d'analyse sociale pour une information citoyenne) montre de quelle manière les patrons volent les salariés(es) en ne leur payant pas la marchandise toute particulière, sans laquelle il n'y aurait pas de profit ni de plus-value : leur force de travail manuelle et intellectuelle. Ils s'approprient illégalement les richesses que créent ces derniers(es) avec la complicité des politicards. Depuis 2009, les entreprises du CAC 40 ont reversé plus des deux tiers de leurs bénéfices à leurs actionnaires sous forme de dividendes, 67,4 % exacte-

ment. Nous sommes loin de ce que préconisait Sarkozy, ce révolutionnaire méconnu ! Au début de son mandat présidentiel, je le revois à la télévision déclarer et expliquer : « Sur 100 euros de bénéfices, 33 % doivent revenir aux salariés(es), 33 % aux actionnaires et 33 % réinvestis dans l'entreprise. » La réalité est tout autre, 27,3 % des bénéfices sont injectés dans les réinvestissements et seulement 5,3 % sont repartis vers les salariés(es). Le reste va aux actionnaires et aux PDG. Ces chiffres sont éloquentes et parlent d'eux-mêmes.

Face aux inégalités croissantes, la lutte des classes est une exigence

Les inégalités entre ceux qui créent les richesses, qui triment et ceux qui les pillent et qui exploitent sans vergogne sont de plus en plus criantes et insupportables. C'est pourquoi la lutte de la classe exploitée contre la classe exploiteuse est d'une grande actualité. Car, ne pas lutter, c'est accepter son sort et se résigner... La classe exploiteuse, elle, ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. Warren Buffett, un des hommes les plus riches du monde, disait sur CNN en 2005 : « Il y a une guerre de classe, c'est un fait. C'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. » En 2016, les PDG du CAC 40 gagnaient 119 fois plus que la moyenne de leurs salariés(es), alors que l'écart était de 97 en 2009. Il est important de dénoncer toutes ces injustices et toutes ces tromperies. D'autant que si les patrons se complaisent par provocation, par humiliation, à publier les somptueux profits, ils sont d'une discrétion de violette en ce qui concerne la redistribution des richesses.

Oxfam et le Basic dénoncent les

stratégies d'évitement de l'impôt des entreprises du CAC 40 qui leur permettent ainsi de maximiser leurs bénéfices par une présence accrue dans les paradis fiscaux (1454 filiales ont été déclarées en 2016) et par l'explosion des crédits d'impôts qui ont quasiment doublé en dix ans et qui atteignent plus de 26 milliards d'euros en 2016. Et ce, avec toujours la complicité des pouvoirs politiques de tous bords. C'est toujours le peuple d'en bas qui fait les frais de la richesse des nantis et ça se solde en France par plus de 8 millions de pauvres.

Sur le plan mondial, le montant des dividendes distribués a progressé de 7,7 % en 2017 par rapport à 2016, pour atteindre un record de 1250 milliards de dollars. Les prévisions pour 2018 s'annoncent d'un excellent cru puisqu'elles sont de 1350 milliards de dollars.

Quand la misère côtoie la richesse insolente

« En même temps » en 2015 : trois milliards de pauvres dans le monde survivaient avec moins de 1,90 euros par jour et par personne ; plus de 10 % de la population de la planète vit sous le seuil de pauvreté pendant que le 1% des plus riches possède plus que le reste de la planète.

Quand les riches font danser l'anse du panier, les pauvres font la danse du ventre

Les dix pays au monde dont les sous-sols et les sols regorgent de richesses naturelles extraordinaires, sont victimes d'une razzia de la part des multinationales et des milliardaires qui sont à leur tête. Ils sont aidés en cela par les potentats locaux, leurs complices qui, en passant, n'oublient surtout pas de s'enrichir. Pendant ce temps là, les populations sont dans une misère crasse.

Pillages des richesses et pauvreté extrême des populations

Les richesses de ces pays sont inexorablement pillées et ces prédateurs laissent la grande majorité des populations dans la misère la plus totale. Elles sont

réduites à vivre avec , entre 1,25 et 1,90 dollar par jour, la pauvreté extrême ! Et là, on ne peut même plus parler du seuil de pauvreté. Comme si il peut y avoir un seuil à la pauvreté...

C'est ainsi que les dix pays ci-dessous sont classés par les organismes officiels comme les dix pays au monde les plus pauvres. Un rectificatif est nécessaire, dans la mesure où, ce ne sont pas les pays, mais les habitants(es) qui sont pauvres : entre 60 et 80 % des habitants(es) de ces pays vivent dans le dénuement le plus total, dans une extrême pauvreté :

- 70 % de la population de la République dite « démocratique » du Congo tentent de survivre sous le seuil



de pauvreté., alors que les ressources minérales du pays figurent parmi les plus rares (diamants, or, cobalt, manganèse...)

- 70 % de la population du Liberia vivent dans la plus totale pauvreté, alors que le pays est un des principaux exportateurs de caoutchouc et de bois...

- 65 % des Gambiens(es) sont exclus de la richesse du pays, alors que le sous-sol est riche en phosphate, bauxite, et pétrole...

- 79 % de la population du Mozambique sont privés des retombées financières que procurent les richesses du pays (charbon à haute teneur en coke et gaz...)

- 60 % des habitants(es) du Niger sont déclarés pauvres, alors que leur pays est un puits d'uranium.

- 75 % des Malgaches (Madagascar est une ancienne colonie française), vivent avec 1,9 dollar par mois, par personne, dans ce pays qui regorge de richesses (vanille, titane, nickel, pétrole...).

- 60 % des Centrafricains(es)

sont privés des richesses du sous-sol et du sol (diamants, café...)

- 70 % de la population du Burundi vivent sous le seuil de pauvreté, alors que des gisements très rares comme le scandium, le césium, l'yttrium, le samarium... y sont exploités.

- 70 % de la population de la Malawi sont privés des retombées financières des ressources du sol (tabac, coton, thé, sucre) et du sous-sol (bauxite, amiante, graphite, uranium et pierres précieuses...).

- 83 % des Soudanais(es) du Sud survivent avec tout juste 1,25 dollar par jour et par personne, alors que ce pays regorge de pétrole et d'or.

C'est bien la démonstration que l'avenir des peuples doit se faire en dehors des États-nations et des multinationales. Les peuples et l'avenir de la planète sont confrontés à la rapacité des multinationales qui pillent les richesses, qui exploitent les travailleurs.es et saccagent l'environnement. Elles sont épaulées par les responsables des États qui organisent, fomentent des guerres, des tensions entre les peuples pour justifier et soutenir le pillage des richesses. Pour cela, ils vont jusqu'à détruire des villes entières et massacrer les populations. Ainsi, ils font fuir les populations et ils peuvent s'installer durablement dans les pays, protégées par les armées d'occupation pour voler en toute sérénité...

Il y a donc urgence à rompre avec le système capitaliste qui domine le monde et qui, si on n'y met pas le holà, va le détruire.

C'est pourquoi les libertaires font appel à toutes et tous les progressistes, les personnes les plus conscientes et à toutes celles et tous ceux qui voudront bien les rejoindre pour réfléchir et inventer une autre forme d'organisation collective afin d'agir au nom du bien commun, sans discrimination de nationalité, de sexe, ou de classe, et mettre en place un monde internationaliste, égalitaire, autogestionnaire et fédéraliste.

Justhom (Groupe de Rouen)

# Le Monde libertaire a reçu, le Monde libertaire a aimé



Lucien Léger, champion de la détention en prison sans preuves

Deux « journalistes perspicaces » (1), Jean-Louis Ivani et Stéphane Troplaine ont eu l'idée de déterrer le dossier Lucien Léger et la patience d'aller fouiller consciencieusement à la recherche d'une vérité trop bien cachée pour ne pas être suspecte... Les deux auteurs préviennent dans la préface de leur livre *Le Voleur de Crimes*, l'affaire Léger (2), assez conséquent : 694 pages et écrit à deux mains : « Soyons francs : l'affaire Léger garde encore une part d'ombre. Notre contre-enquête se propose d'en exhumer les tenants et aboutissants, comme un archéologue mettrait à jour les vestiges d'un site enfoui sous les couches minérales et les strates d'incendies. La reconstitution ne sera sans doute pas complète. Elle nous amènera cependant à nous poser une question. Cette question qui hanta Albert Naud [son avocat] jusqu'à sa mort, et que le dernier défenseur de Lucien Léger, Me Jean-Jacques De Félice, se posa « avec effroi » devant les juges de la Cour européenne des droits de l'homme : celle de l'erreur judiciaire. » Jean-Louis Ivani (journaliste indépendant, grand cinéophile auteur de

Continental films. L'incroyable Hollywood nazie à Paris (2) qui, à part *Le Canard Enchaîné*, n'a pas retenu l'attention des médias) et Stéphane Troplaine (« bien connu de nos services » puisqu'il a été durant plusieurs années administrateur du Monde libertaire, responsable éditorial des Editions du ML et un des moteurs du feu-groupe Claaaaaaaaash avant de quitter Paris pour aller respirer l'air plus frais des marches de Bretagne -encore un !) ont donc mené leur contre-enquête sur « l'affaire Lucien Léger » durant plusieurs années, trainant leurs basques dans les silencieuses salles des Archives nationales et autres bibliothèques spécialisées aussi bien qu'au sein du sacrosaint Service historique de la Défense. Lucien Léger (1937-2008) a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de Luc Taron, un enfant de onze ans, après s'être dénoncé être l'auteur des lettres anonymes et machiavéliques qui ont tenues la presse de l'époque en haleine pendant plusieurs mois, signées « l'Etrangleur ». Pour autant, s'il reconnaît en être l'auteur, cet infirmier psychiatrique en quête de notoriété publique nie sa responsabilité sur l'assassinat du petit Luc. Et sa culpabilité ne sera jamais prouvée. Il détient cependant le record du plus ancien détenu de France, avant d'avoir été libéré le 3 octobre 2005. 41 ans d'emprisonnement ! Les parents de l'enfant qu'il a menés par le bout du stylo réclament la peine de mort. Son procès se déroule en 1966 à la Cour d'assises de Versailles « Dans une atmosphère de grande tension. » Il est molesté par la foule et échappe de peu à un lynchage. Lucien Léger continue à clamer son innocence tout au long du procès ainsi

que durant toutes ses années de détention. Les jurés le qualifient de fou, aussi échappe-t-il à la peine de mort mais pas à la réclusion criminelle à perpétuité. Son emprisonnement record malgré ses treize demandes de libération conditionnelle et ses trois demandes de grâces présidentielles toutes rejetées, suscitera la création de comités de soutien. Il sera finalement libéré le 3 octobre 2005 à l'âge de 68 ans et saisira alors la Cour européenne des droits de l'homme contre l'Etat français, recours qu'il perdra. Las, il mourra à son domicile de Laon début juillet 2008. A la suite de son décès, la poursuite de la procédure n'étant pas demandée (sa femme étant décédée), la Grande chambre radiera l'affaire Léger. En 2012, nos deux journalistes contre-enquêteurs, Jean-Louis Ivani et Stéphane Troplaine remettent en cause sa culpabilité, « L'enfant n'ayant pas été étranglé contrairement aux aveux de Lucien Léger qui se serait accusé dans un désir pathologique de reconnaissance. » Contre-enquête, conduite avec le plus grand sérieux, qui débute par une fouille dans les dessous « Pas toujours très chics » des « Trente Glorieuses » et des nombreux coins d'ombres laissés par les années du « Général Frappart » (4). Lors de la procédure, Lucien Léger accuse Henri Mollinaro « Un ancien agent de la DST qui aurait enlevé le petit Luc Taron pour faire pression sur son père et l'obliger à restituer une somme importante d'argent qu'il aurait détenu en tant que trésorier d'une organisation politique clandestine d'espionnage. » Ceci pour ne citer qu'un seul des nombreux nœuds gordiens que Jean-Louis Ivani et Stéphane Troplaine essaient de dénouer tout au long de leur livre.

Livre digne du meilleur des polars qui nous fait plonger dans un Paris rempli de « quatre chevaux, quatre portes, quatre mille franc », dans lequel on communique encore par « câble » et dont la police ne possède pas encore le recours à l'ADN. Dommage pour Lucien Léger que sa folie a maintenu plus de quarante ans dans les geôles du pouvoir sans aucun recours. A dévorer sans modération.

Patrick Schindler groupe Botul de la Fédération anarchiste

(1) Terme ironique utilisé dans le Film Café de Paris (1938).

(2) Editions du Ravin bleu, 2012, 22€ - disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.

(3) Firme crée par Alfred Greven, français pronazi d'opportunité sous l'impulsion d'un Goebbels ayant pour fin de contrôler la production cinématographique française. La Continental films recrutera toutes les stars en vogue sous l'occupation pour tourner une trentaine de films servant plus ou moins la propagande nazie.

(4) Surnom donné par Léo Ferré au Général De Gaule.

(5) Slogan publicitaire ventant les qualités des 4 chevaux de Renault.

Pajtim Statovci  
Mon chat Yugoslavia



De la difficulté d'être des immigrés albanais en Finlande...

Pajtim Statovci nous a envoyé son premier roman Mon chat Yugoslavia (1). Il est né au Kosovo en 1990 avant que ses parents décident de déménager en Finlande après l'indépendance du petit état des Balkans. Un épisode de sa vie qui l'a marqué puisque son livre met en scène deux personnages.

Bekim, un fils d'émigrés kosovars homosexuel étudiant à Helsinki qui, lassé des relations amoureuses et se sentant sinon rejeté, incompris des finlandais finit par vivre avec son boa constrictor et un chat dont on ne sait plus bien s'il est chat ou humain. D'autre part, Eminé nous entraîne dans une Albanie qu'elle fuira pour trouver une vie meilleure également en Finlande. Son histoire d'amour, née sous la coupe d'un « machiste à la balkanique » va bientôt se heurter à la réalité de sa vie d'immigrée. Autant prend on de plaisir à suivre Bekim dans sa singularité et sa vision propre du monde, que l'on en a à suivre Eminé, la matérialiste qui nous entraîne sans ménagement dans l'Albanie déchirée de la fin du XXème siècle et dans une Finlande loin « pays d'accueil » qu'il proclame être sur ses prospectus...

Patrick Schindler, groupe Botul de la Fédération anarchiste

(1) Ed. Livre de Poche, 7€80 - Disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris



Macho sexiste homophobe et méchant : un parfait anti-héros

Le Monde libertaire ne reçoit que rarement des livres des grands éditeurs. Une fois n'est pas coutume. David Goudreault, l'auteur de La bête à sa mère (1) est québécois et l'on n'est pas déçu lorsque l'on met le nez dans son bouquin qui met en scène un curieux personnage. Le fils d'un père inconnu et d'une femme suicidaire qui l'abandonne « Pour la sécurité de son petit et pour son équilibre personnel » aux services sociaux dès son jeune âge. Il

n'aura de cesse de la retrouver parce que, dit-il « On était une famille spéciale, mais une famille quand même. » Seulement, le gosse se fait jeter de tous ses foyers d'accueil parce qu'il s'avère qu'il a un caractère « bien spécial », bien trempé, voire carrément infecte et ne tarde pas à tomber dans la petite délinquance. Devenu adulte non sans mal, il guide sa vie selon ses références culturelles très approximatives. Addict aux drogues et à la branlette, carrément méchant avec les femmes et indifférent aux animaux quand il ne les torture pas occasionnellement au gré de ses humeurs et de ses déceptions de tout genre. On le suit dans une course éperdue à la recherche de sa mère. Ce qu'il y a de pénétrant dans ce roman, c'est que le héros n'a aucun filtre et pourtant, il devient très difficile de lui lâcher la main en cours de route tant on finit par s'attacher à ce personnage de paumé nombriliste en se demandant à chaque page « Mais jusqu'où ira-t-il ? »

Patrick Schindler groupe Botul de la Fédération anarchiste

(1) Ed. Philippe Rey, 19€ - disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris



Un CD punk en soutien aux inculpés de Bure

Au fil des mois, les militant(e)s de Bure opposés à la poubelle nucléaire subissent un acharnement policier et judiciaire de la part des pouvoirs publics : interpellations, gardes à vue, mises en examen, condamnations. Les 20 et 21 juin derniers, des perquisitions sans précédent sont menées sur le site dans la foulée à la grande manifestation de Bar Le Duc. Pour soutenir les inculpé(e)s de Bure, L'Action Libertaire haut-marnaise, Blast (association chau-

montaise) et General Strike (Paris/BZH) viennent de sortir une compilation de soutien pour aider aux frais judiciaires. On y retrouve la fine fleur du punk hexagonal : Bérurier Noir, Les Ramoneurs de Menhirs, Guerilla Poubelle, Banane Métalik, 8,6 Crew, Los Tres Puntos, Justin(e), Ludwig Von 88, The Decline!, et plein d'autres : Les Clébards, Diego Pallavas, Zone Infinie, The Berbiseyans, 22

Longs Riffs, Edouard Nenez et les Princes de Bretagne, Attentat Sonore, The Black Peppers, Les Partisans... en tout 25 groupes qui ont répondu à l'appel. Le morceau acoustique des dijonnais d'Heyoka « état des lieux » semblent avoir été écrit tout spécialement :

« Quand la dernière flaque d'eau douce  
Dans une bourse sera cotée  
Et quand les gosses regarderont

La nature sur des DVD »

Le CD s'intitule Notre Rage n'est pas perdue, vendu 10 € en direct ou vous pouvez le trouver à Publico et Quilombo, ou le commander (12 € port compris).

Pour toutes infos : cocoalhm@riseup.net"

# Dix petites anarchistes

En voilà un joli roman sachant allier fiction et histoire, nous faisant rencontrer dix jeunes femmes accompagnées de neuf enfants et des militants anarchistes, des syndicalistes, des bagnards, des pêcheurs et des paysans indigènes. A la manière des Dix petits nègres d'Agatha Christie, une à une, ces dix petites anarchistes vont disparaître : tuée, violée, morte en accouchant sur le bateau qui les emmène, assassinée par la police mais aussi, amoureuse, partie vivre avec un communard condamné au bagne, etc. Et il en restera une qui récupérera le carnet vert où se consignent les histoires de la vie commune et qui nous raconte ainsi l'histoire des ces femmes.

Qu'est ce qui pousse ces femmes à partir à l'autre bout du monde, en Patagonie, elles qui n'avaient même pas les moyens de se payer un loyer en y arrivant ? Qu'est ce qui a poussé près de soixante millions d'européens vers le continent américain à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle ? Ils étaient anglais ou irlandais, allemands ou italiens, mais aussi français, suisses ou polonais. Du fait d'une croissance démographique forte, ils fuyaient la misère, la famine, les salaires trop bas, le chômage, d'autres étaient poussés par le manque de terre à cultiver.

D'autres encore portaient pour des raisons d'ordre politique : insurgés et révolutionnaires réprimés, Juifs visés par les persécutions et les pogroms. Tous et toutes espéraient une vie meilleure.

Ces dix femmes choisissent de quitter le Jura suisse à la fois pour des raisons politiques et de par les conditions économiques qui leur sont faites. A l'occasion du séjour de Mikhaïl Bakouline et Errico Malatesta à Saint-Imier en 1872, lors du Congrès International anti-autoritaire, elles s'imprègnent de ce qui reste comme idéal de la Commune et leur conscience s'éveille davantage. Elles vivent dans la précarité comme horlogère, boulangère ou modiste avec des salaires de moitié de celui des hommes. Qu'ont-elles à perdre ? Elles rêvent d'améliorer leur sort. En juin 1873, elles s'embarquent, âgées de 17 à 31 ans avec neuf jeunes enfants sur ... La Virginie, le navire sur lequel des déportés, telle Louise Michel, sont emportés vers la Nouvelle Calédonie.

Daniel de Roulet, l'auteur, nous donne à lire une épopée de femmes prêtes à bâtir une communauté où régnerait « l'anarchie à l'état pur » et comme disent les enfants avec « ni dieu, ni maître, ni mari ». De Punta Arena en Patagonie, à l'Île de Robin-

son Crusoé, puis à Buenos Aires, elles ne feront aucune concession et travailleront dur, expérimentant plus la survie que le confort durant les 36 années d'utopie anarchiste comme principe de vie.

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard  
Emission Femmes libres sur Radio  
libertaire

Daniel de ROULET, Dix petites anarchistes, Buchet-Chastel, 2018.





Les **Éditions du Monde Libertaire**, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les **Éditions du Monde Libertaire** sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.

Les **EdML** veulent contribuer à fournir des outils pour l'action dans la lutte sociale.

**CLAUDIO TACCIOLI**, fondateur de l'association Solidarité Active et de Comité Sans Frontières laisse éclater dans son premier **ROMAN NOIR** une **FUREUR NOIRE** contre le capitalisme :

**Honore ton fils** (Vous le paierez cher et jusqu'au bout). 162 pages - 14 €



**La mort de son fils, torturé sauvagement, contraint moralement l'anarchiste Ferro à retourner en Italie. "Ils le paieront cher et jusqu'au bout" : une construction implacable, une énigme haletante.**

Chaque volume de la trilogie agite un **DRAPEAU NOIR** un hommage posthume en postface : "Il s'appelait José López Penedo... Il participa en tant qu'anarchiste à la Révolution espagnole, dans la Colonne Durruti... Il fut l'un de ceux qui ne considéra pas la défaite et la reddition comme une conclusion définitive. Il continua simplement à se battre aussi bien pendant la Seconde Guerre Mondiale qu'après, des deux côtés des Pyrénées, jusque dans les villes espagnoles contrôlées par les bourreaux fascistes... Le 4 février 1950, il fut fusillé au Camp de la Bota de Barcelone."

145 Amelot. Paris XI° 01 48 05 34 08  
[editions@federation-anarchiste.org](mailto:editions@federation-anarchiste.org)

Monica Jornet  
 EdML

# Le germe et la matrice

*Nelly Trumel est décédée le 3 décembre 2018 à Toulouse. Toute l'équipe de Femmes libres continue l'émission en pensant à tout ce que Nelly laisse comme espace radiophonique anarcha-féministe.*

Nelly se présente : « Née en 1938 à Paris, autodidacte, copiste au Louvre de 1975 à 1979, Nelly Trumel s'est ensuite consacrée à la peinture du quotidien en se spécialisant dans l'étude des fruits et des légumes avec une prédilection pour les patates parce ça germe ! »

Mais il n'y a pas que les patates qui germent ! Lors des entretiens que nous avons eus avec Nelly, la ligne de force que nous découvrons, c'est que les années 80 – juste après les séances de copie au Louvre – signent le triple engagement de Nelly : délibérément, le choix de s'exprimer comme peintre, de réfléchir et d'agir comme anarchiste et féministe. Si cette détermination est si résolue, il a fallu un temps de germination ancrée dans l'enfance, mûrissant dans la vie d'adulte et éclochant, éclatant, explosant à la quarantaine !

## Le germe de la féministe

Après une enfance et une vie conjugales malheureuses, Nelly entame une longue analyse au bout de laquelle elle divorce. C'est au cours de son analyse qu'elle commence à découvrir la littérature féministe : Du côté des petites filles, de Elena Gianini Belotti (1974), les écrits de Simone de Beauvoir, et notamment *Le deuxième sexe* (1949), « une véritable révolution », mais aussi *Parole de femme* d'Annie Leclerc, Ainsi soit-elle de Benoite Groult. Elle lira ensuite tous les ouvrages de Simone de Beauvoir.

Bien qu'elle ait intégré l'École polytechnique féminine, elle arrêta ses études au bout de deux ans en 1958, et

se consacra à l'éducation de ses deux enfants. Tous les deux ont d'ailleurs réussi brillamment leurs études et leur vie professionnelle. Mais quand elle s'est retrouvée seule, elle a dû travailler beaucoup, quatorze heures par jour : des petits boulots comme la vente, la tenue de caisse, l'encadrement et la restauration de tableaux, la copie de peintures.

« Je suis arrivée petit à petit à gagner suffisamment ma vie et à créer, ce n'était pas encore vraiment de la création (...). Ce n'était pas encore moi qui m'affirmais. »

« Finalement, ma psychanalyse a fait que ça m'a complètement ouvert, ça ma libérée, ça m'a permis de me retrouver moi-même, de savoir qui j'étais. La psychanalyse m'a aussi délivrée de l'emprise patriarcale, de la domination masculine d'un père puis d'un mari. »

Elle se reconstruit et se découvre. La psychanalyse lui donne la force de se libérer, de créer, de lutter.

## Le germe de l'anarchiste

Nelly commence sa vie militante à la FCPE où elle fut active de 1970 à 1984. Dans ce cadre, elle participe à des radios sauvages avant la période des autorisations d'émettre. Le lendemain de son divorce, Nelly téléphone à Radio libertaire, qu'elle écoutait et dont elle aimait le style associatif. Elle est accueillie à bras ouverts en 1984 quand elle propose de venir aider la radio.

« J'ai demandé à apprendre à faire la technique, ce qui m'a permis de croiser plein d'émissions différentes. Ça m'a beaucoup enrichi... Comme je tenais beaucoup à ce que je faisais, je le faisais à fond donc j'étais très appréciée. Tout ça en travaillant à ma peinture. »

1986, le cinquantenaire de la révolution espagnole est fêté sur Radio libertaire. Nelly passe de la musique dans un créneau horaire. Mais pour l'événement, elle prend le livre de Mary Nash, *Mujeres libres* (*La Pensée sauvage*, 1977), et en fait une première émission en racontant qui étaient ces femmes. 20 000 femmes, la plupart d'origine ouvrière, qui combattent le machisme, y compris chez les anarchistes, et qui visent à « libérer les femmes du triple esclavage dont elles étaient victimes : esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes ». Elle décide ensuite d'occuper cette plage horaire pour parler des femmes, car sur Radio libertaire, aucune émission ne leur était consacré : « on ne parlait pas des femmes ». Elle appelle l'émission *Femmes libres*, en hommage à *Mujeres libres*. Durant une année, Nelly présente des livres, avoue « ne rien connaître au féminisme » et entre dans un groupe militant de la Fédération anarchiste, composé d'hommes de l'âge de ses enfants, où elle est la seule femme. Elle s'y sent bien.

## La peintre anarcha-féministe

Peu à peu, l'émission devient féministe au fil des appels d'auditrices, des rencontres, des revues féministes abordées. Par exemple un jour, Caroline Kunstenaar, une féministe, téléphone et s'étonne de ne pas entendre les informations féministes, elle conseille à Nelly de s'abonner à *Paris féministes*, revue publiée à la Maison des femmes. A sa lecture, Nelly va découvrir qu'il existe des réunions auxquelles au début

elle n'osait pas aller car elle ne connaissait rien, ni personne et puis, petit à petit, elle va entrer dans le mouvement. De fil en aiguille, avec précautions, elle commence à inviter, ce qu'elle ne se permettait pas de faire auparavant.

« Je crois que ma première invitée importante, c'était en 88, donc deux ans après la création de l'émission, a été Andrée Michel. J'avais entendu Andrée Michel dans une autre émission de Radio libertaire, sur son antimilitarisme, sur le complexe militaro-industriel. Elle est adorable Andrée. C'est une femme d'une simplicité extraordinaire. »

Nelly se dit et se sent libre. Pour gagner sa vie, elle peint et enfin, elle crée ce qu'elle a envie. Elle milite dans le mouvement libertaire, elle prendra des responsabilités à Radio libertaire comme secrétaire à la programmation de 1989 à 1991.

Peu à peu, l'émission se fait connaître, Nelly est sollicitée et, des livres lui sont adressés, les thématiques des émissions se diversifient, s'élargissent. « J'ai été à la CADAC, après au CNDF. Après j'ai bien connu l'AVFT, cette association contre les violences faites aux femmes au travail, j'allais à la Maison



1990. Photo Catherine Doudin

des femmes », et dans bien d'autres groupes féministes. Elle s'engage dans le mouvement féministe, notamment pour le droit des femmes à disposer de leur corps (pour le droit à l'avortement et à la contraception, contre les opposants à ces droits, contre les violences faites aux femmes, pour le droit de choisir sa sexualité ou ses sexualités, contre le système prostitutionnel...). Et aussi en tant qu'anarcha-féministe, elle lutte contre toutes les religions, contre la guerre et la militarisation de la société, pour la solidarité internationale et apporte son soutien aux femmes immigrées, aux sans papiers, aux exilées... Elle participe alors à la commission Femmes de la Fédération anarchiste : anarcha-féministe, elle articule le féminisme et l'anarchisme dans une perspective de lutte contre toutes les dominations et les oppressions.

Elle crée des émissions. Elle crée des peintures. Elle crée sa peinture.

Les pommes de terre reviennent, celles de la guerre, mais depuis elles ont germé et leurs tubercules prennent des jolies couleurs rosées, violacées, ocre, orangées, teintées de jaune, voire presque translucides. Leurs formes sont rondes, lisses ou rabougries, ridées. La matrice au cœur de ce corps de pomme de terre donne naissance par le tubercule à d'autres pommes de terre et celles-ci à leur tour donneront vie encore à d'autres pommes de terre. L'espoir est sans fin, ouvert pour un monde meilleur. Et quand ce ne sont pas des pommes de terre, ce sont des œufs, un peu semblables dans leur fonction, puisqu'ils sont donnés à éclore. Cette matrice, qu'y a-t-il dedans ?

« En même temps, c'est une matrice, ça germe, c'est fabuleux, tu la vois vivre devant toi. Naître et mourir... mais elle ne meurt jamais sans qu'il se soit produit quelque chose ; elle se vide de son intérieur mais à travers ses germes qui arrivent et qui vont se renouveler, donc la vie est toujours là. »

Alors Nelly pèle les pommes de terre et, les épluchures, dans leurs entrelacs, restent vivantes en attrapant la lumière. Ou bien elle ouvre un fruit, la figue, la citrouille, la pêche et la présente comme une vulve. Ou bien elle érige une carotte ou un poireau comme un phallus... La vie surgit de la matière. Promesse de vie...

Et en même temps, la patate c'est le légume du pauvre. Et c'est aussi le lot des femmes, leur esclavage : éplucher des patates, les corvées de patates. Nelly choisit un support humble, matériau pauvre, le contreplaqué, qu'elle magnifie par un choix de couleurs acryliques, matériau plus moderne, et moins onéreux que la peinture à l'huile. Sujet et matériau humbles, Nelly est contre la société de consommation, où tout est marchandise, cela se traduit dans ses actes politiques et artistiques.

Nous nous souvenons d'une discussion avec Nelly, dans son appartement parisien : « il y a deux choses que je déteste manger, la cervelle et le chou-fleur ». À cet instant elle était assise sous un de ses grands tableaux représentant une pomme de terre flétrie dont les germes par leurs circonvolutions la faisaient ressembler à un cerveau, à une cervelle en quelle sorte !

« On ne va pas rester enfermé dans notre cervelle sans essayer de transformer un petit peu le monde dans lequel on vit qui est si dur, si injuste, si insupportable ! »

Hélène Hernandez

# Nelly Trumel nous a quittés

Je croisais Nelly régulièrement à Radio libertaire parce que j'avais une émission mensuelle dont je ne me souviens plus le nom. Un truc qui ronronnait pas mal.

Puis il y a eu la guerre du Golfe, qui éclata le 2 août 1990. Ceux qui n'ont pas connu cette époque ne peuvent pas se rendre compte de l'ambiance qui régnait à ce moment-là.

Il y a eu un déchaînement hallucinant des médias qui soutenaient l'intervention de George Bush père, ce criminel de guerre qui vient de mourir quelques jours avant Nelly. Radio libertaire était devenu le havre de l'opposition à la guerre: sans doute étions-nous les seuls sur les ondes herziennes à jouer ce rôle et à condamner de manière lancinante les bombardements sur l'Irak qui ne tuaient que la population civile.

C'est à ce moment-là que nos liens se sont resserrés. Elle m'a fait rencontrer Andrée Michel, qui faisait des prédictions prophétiques: les sous-prolétaires de demain, ce seront les femmes célibataires avec enfants.

C'est lors de la guerre du Golfe que sont nées les Chroniques du Nouvel ordre mondial, que j'ai tenues jusqu'en 1997, dont Nelly faisait souvent la technique, au début.

Et puis il y avait un troisième larron: Philippe Garnier. C'était un psychanalyste venu sur le tard à l'anarchisme et qui avait une vision rafraîchissante à la fois de l'anarchisme et de la psychiatrie. Beaucoup trop tôt, en juin 2003, il est parti rejoindre Freud, ou Lacan, ou Reich, je ne sais plus, au paradis des psychanalystes.

Je venais de quitter le groupe Pierre Besnard parce que j'habitais alors aux antipodes de Bagnolet. Nelly, Philippe et moi ne voulions pas être des adhé-

rents individuels de la FA: à nous trois nous avons formé un groupe. A l'ordre du jour de la première réunion: quel nom donner au groupe? Aucun de nous n'avions envie de donner au groupe le nom d'un personnage emblématique du mouvement anarchiste.

Je ne sais plus lequel de nous a dit: nous sommes en février, appelons-nous: groupe Février. Et voilà, c'était parti.

Ce groupe était un peu curieux parce que chacun de ses trois membres était très occupé dans son domaine d'activité. Nos réunions consistaient à donner une approche pluridisciplinaire aux questions que nous soulevions. C'était en fait très intéressant. Mais surtout, on se marrait bien. J'ai toujours dit que si on ne se marre pas en militant, mieux vaut rester chez soi.

Les réunions se passaient chez Nelly: ses fauteuils étaient confortables et les discussions politico-sociales se trans-

formaient infailliblement en dégustation de whisky. On quittait rarement les lieux sobres.

Et puis le groupe s'est dissous de lui-même, je ne saurais dire pourquoi, mais l'amitié qui nous liait n'a pas disparu.

Nelly est partie mais il reste chez moi, posés un peu partout sur les meubles, des petits tableaux représentant du radis, de la pomme de terre et de l'oignon qui me rappelleront encore longtemps cette frêle et extraordinaire petite bonne femme qui a servi avec acharnement la cause de l'émancipation des femmes.

René Berthier



# Louis Arti sur « l'Individu dans l'anarchie ou l'inverse »

« *Emportés par le Floug qui nous traîne et nous entraîne dans une folle farandole de phrases toujours aussi poétiquement innocentes. Prenez votre souffle et plongez !... »*

Bernard –CRML

3.

Où Floug prend note que la « poésie solitaire » vient de l'emprisonner.

Lui qui a autant d'amis que les bruits d'une capitale dans ses humeurs quotidiennes, apprenant à lire avec eux ce que l'école n'a pu lui enseigner, sachant dès lors compter comme on mesure les pulsations d'un cœur. Et son faisceau lumineux surgit d'une parole douce avenante, d'amis devenant miroirs et préservant dans leurs reflets des mots précieux tracés sur la buée d'un Floug laissant sa trace la dernière fois qu'il s'aperçut dans une glace. Il ne pourra jamais être égoïste dans tel monde de carriéristes de parvenus d'assassins, se rendant compte que l'égoïsme est le sale d'un individu dans une société apparemment propre, semblable à ces forêts françaises contaminées par le Roundup avec fûts et branches certes imposants mais en manque d'oiseaux constant... Dès lors le gardien de but n'a plus de ballon puisqu'au large se courent les destins bureaucratiques et leurs vies, leurs morts, leurs consacra-

tions, leurs guerres, leurs délocalisations d'usines, leurs ouvertures de Discounts grouillants de gens de pouvoir et de complices...

Pauvres complices béats toujours avides de brutalités commerciales ! – alors que le terrain de tous ces coureurs fourbes s'éloignait de plus en plus face au garçon devenu maintenant poète mis en marche par une machinerie ou par un organe d'individu contemplatif impulsif, émotionnel, inventif, libérateur. Le futur chez Floug venait d'être quotidien au jour le jour, de vivre ce qu'une vie permet à un être d'être physiquement visible. Intellectuellement ailleurs dans le temps comme dans la certitude, un homme d'un métier sans fin comparable à une tessiture de choriste ou d'instrumentiste avec des notes hors partition parce que trop aiguës ou trop graves, non calibrées par la société de la connaissance... Voilà le boxeur K.O. dansant avec des gants d'ancêtres de la glèbe loin des lâchetés des déceptions des blessures qui déforment la piste de ce chapiteau technologique où même la monnaie sera remplacée par la fortune

des algorithmes que les macabres dominants manipulent déjà de leurs doigts bagués en chien d'or insonore ou avec gourmettes en diamants désuets mais cotés en bourse, quand lui continuera sans regarder ceux qui ne l'ont jamais regardé son numéro de boule-spaghetti lubrifiée à l'écume rouge... Ignorant avec grâce innocente ce que l'autre croit regarder alors que la Godasse volante collée en croûtes aux mollets de Floug agit sans que plus rien ne délimite l'espace de son vol, puisque l'individu est seul et qu'il s'accepte comme tel concevant sa propre espérance, son langage, son art d'être déformé par son invention, vu qu'aucune autre forme ne pourra le mouler par le prisme d'une société commerciale dictatoriale. Il se souvient de ce chanteur qui portait le nom de la ville de Sèvres affirmant placide à un Floug avide, que même la chanson est un mythe et qu'il ne pourra dès lors plus affirmer l'art comme une valeur stable car la valeur du monde n'est pas indexée sur le Dollar mais sur les mouvements permanents des couches tectoniques qui bougent dans les mers constamment, tranquillement, dévisageant les continents.

Floug chantant même qu'un jour « la plage sera à Mulhouse ».

4.

Où Floug griffé par les os des montagnes, plongeur de haut vol dans les crépuscules, conclut que rien ne se perd rien ne se gagne, qu'on ait des chiffres ou des virgules, dans une anarchie digne des Makhno, Ferré, Bakounine, Lecoq, Urtubia, celle qui se construit à l'intérieur du chapiteau avec son numéro de funambule sans le fil. Il applaudit à son propre étonnement quand la cage d'adrénaline remonte son magot de charbon ardent aussi vite qu'une étoile filante revenu vers sa splendeur originelle. Il n'y a plus pour Floug de croyance autre que l'étonnement et son propre dépassement, son effort permanent d'être un autre dans lui-même. Jusqu'à s'avouer sous un éboulement de marasmes mêlés à des voyelles d'idées qu'il n'y a jamais eu « d'œuvre sacrée », que toute création qu'elle soit une messe de Bach ou la « Sagra familia » de l'architecte Gaudi est réalisée par un être perdu, donc seul devant le monde qu'il devine et devant celui qu'il invente.

Floug a compris qu'il ne peut créer qu'en osmose avec le peuple, les insectes survivants, les bêtes, les végétaux et que seuls eux peuvent lui inspirer quelque chose de grandiose c'est à dire des sentiments qui le submergent pour le porter comme une mer jetant des vagues salvatrices emmenant le créateur dans ses méditations les plus belles.

Pour le revigorer une fois de plus la dégaîne du Grand conseiller apparaît dans la caverne de chair rayée par d'obsessionnels tourments en affirmant : « Toute création est païenne ».

Endormi, Floug sursauta car la sonnette de son appartement venait de jouer sa note désaffectée de musique puis il ouvrit à deux nonnes civiles venues vendre les bienfaits de l'évangile selon les Témoins de Jehova.

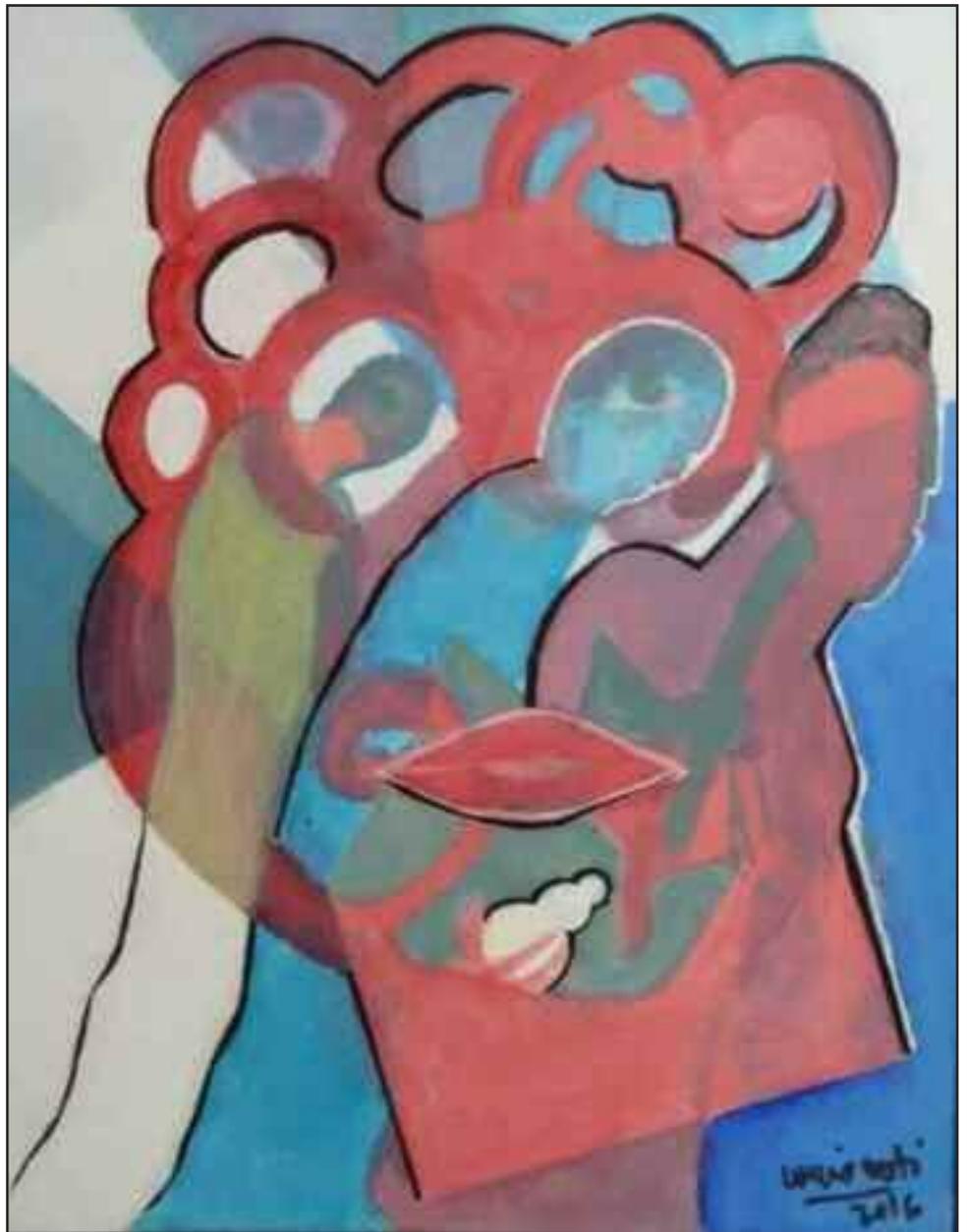
- Nous voulons vous parler du Créateur, dirent-elles d'emblée.

- Ça tombe bien, je suis moi-même un créateur, rétorqua Floug narquois.

- Ah non, il n'y en a qu'un seul, répondirent les femmes outrées.

- Eh bien, dès maintenant, sachez qu'il y en a deux, conclut Floug en poussant délicatement la porte avant de lui tourner le dos.

Louis Arti Banne,  
le 30 septembre 2018



A Pier Paolo. Louis Arti

Claudio Taccioli



TRILOGIE DE LA FUREUR - 1

*Honore ton Fils*

*Un noir libertaire*

**M**  
**E** EDITIONS  
DU MONDE  
LIBERT<sup>Ⓐ</sup>IRE

